

LA TAXE D'APPRENTISSAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

A.-R. MATTHEY

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. OUALID, Professeur

Suffragants : MM. PERROUX, Professeur
DOLLEANS, Professeur

PARIS
MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

LA TAXE D'APPRENTISSAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

A.-R. MATTHEY

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. OUALID, Professeur

Suffragants : MM. PERROUX, Professeur
DOLLÉANS, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



A Maman

AVANT-PROPOS

On pourrait peut-être s'étonner qu'une étude soit faite d'une institution vieille de treize ans déjà.

A la vérité, il nous a paru intéressant d'entreprendre la défense d'une taxe spéciale, à une époque où la fiscalité est de plus en plus lourde et où, de toutes parts, des protestations s'élèvent contre la charge excessive des impôts. Devant la multiplicité des objections adressées en particulier à la taxe d'apprentissage, nous avons eu l'idée que peut-être l'hostilité témoignée à la taxe était à base de partialité : tout nouvel impôt est, *par définition*, critiquable par ceux qui s'y trouvent soumis ! Par ailleurs, il était cependant fort possible que les reproches dirigés contre la taxe d'apprentissage fussent justifiés.

Comment alors prendre parti ? Seule, une étude impartiale permettait de déterminer la « valeur » exacte de la taxe d'apprentissage. Après un travail aussi consciencieux que possible, après un examen attentif des nombreux éléments en présence, il nous a été loisible de conclure en faveur de la taxe d'apprentissage, telle qu'elle est actuellement aménagée.

Nous avons divisé notre exposé en quatre parties :

Première partie. — La taxe d'apprentissage et son évolution.

Deuxième partie. — La taxe d'apprentissage et sa réalisation pratique actuelle.

Troisième partie. — La taxe d'apprentissage et sa technique.

Quatrième partie. — La taxe d'apprentissage et son accueil dans les milieux économiques.

L'accueil réservé à la taxe par les milieux économiques fut franchement hostile, nous l'avons déjà dit. Nous nous sommes attaché, dans notre *Conclusion*, à montrer ce qu'avait de mal fondé cet accueil; si nous sommes parvenu à réhabiliter la taxe d'apprentissage, nous nous estimerons récompensé de nos efforts.

PREMIÈRE PARTIE

La taxe d'apprentissage et son évolution

La taxe d'apprentissage, apparue pour la première fois dans la loi de finances du 13 juillet 1925, n'était pas une improvisation, une idée nouvelle hâtivement consacrée par un texte législatif.

C'est, au contraire, bien avant la guerre — le 20 décembre 1912 — que, dans un rapport présenté à la Chambre des Députés, M. Constant Verlot émit l'idée de créer une taxe pour pallier à la crise de l'apprentissage. Celle-ci commençait à se faire sentir dès cette époque, par suite de l'inertie de l'initiative privée.

Un apprenti coûte cher, son travail n'est pas productif, et même si l'apprenti — cela arrivait — versait à son patron une certaine redevance, ce patron n'était nullement pressé d'encombrer ses locaux d'ouvriers ignorants et malhabiles ; et parmi les chefs d'entreprise ou les petits patrons acceptant de former des apprentis, combien, peu scrupuleux, exploitaient l'inexpérience des jeunes gens à eux confiés, les chargeant de besognes sans intérêt, et ne leur apprenant rien ! D'autre part, quel avantage présente pour un ou des particuliers, le souci de créer et de faire fonctionner des établissements, des *écoles*, où l'on formerait des ouvriers qualifiés ? Et où trouver les fonds nécessaires ? Il y avait bien, au XIX^e siècle, des institutions d'enseignement technique et d'apprentissage, mais presque toutes étaient entre les mains de congrégations religieuses qui, en 1904, se virent privées du droit d'enseignement.

L'initiative privée étant en défaut, il fallait bien que l'Etat essayât de venir au secours de l'apprentissage, sous peine de voir périlcliter l'industrie, ou de confier tous les emplois importants à des étrangers.

Telle était la situation en 1912, quand M. Constant Verlot lança, à la tribune de la Chambre, l'idée d'une *taxe*

dont le produit serait affecté aux œuvres d'enseignement technique et d'apprentissage.

Malheureusement, cette proposition se heurta à une indifférence telle, qu'il fallut attendre près de quinze ans avant de la voir aboutir.

Quelles avaient été, pendant toute cette période, les tribulations de ce qui devint en 1925 la *taxe d'apprentissage* ? C'est à cette question que se propose de répondre notre chapitre premier : « *La taxe d'apprentissage et son évolution historique* ».

Mais la taxe créée par l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 n'avait pas pour autant acquis une forme définitive. Il fallut encore attendre une dizaine d'années environ, avant d'avoir un texte législatif complet, réglant la taxe d'apprentissage dans tous ses détails et avec le plus grand soin possible : l'application de la taxe avait en effet révélé des obscurités et des lacunes dans le texte de 1925. La suite de modifications et de discussions qui, du texte de 1925, firent le texte de 1934, sera exposée dans notre chapitre deuxième : « *La taxe d'apprentissage et son évolution législative* ».

CHAPITRE PREMIER

LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET SON EVOLUTION HISTORIQUE

Dans les quinze années d'élaboration du texte de 1925, relatif à la taxe d'apprentissage, trois périodes très nettes peuvent être distinguées: la première est l'ère des initiatives privées, nées de la décadence de l'apprentissage français, initiatives diverses qui, finalement, se rejoignent sur l'idée d'une taxe spéciale à prélever sur certaines catégories de citoyens. L'aboutissement de cette période — très courte, puisqu'elle s'étend sur moins d'une année — est l'intervention officielle de M. Constant Verlot qui dépose à ce sujet un rapport à la Chambre des Députés.

A partir de ce moment, nous entrons dans une seconde période, celle du sort fait par le Parlement à l'initiative de M. Verlot, qui se termine par l'insertion, dans le projet de loi de finances pour 1925, d'un texte très court — l'article 18 — instituant le principe d'une taxe dite d'apprentissage.

Nous assistons alors à des discussions passionnées relatives à ce projet de taxe, discussions qui remplissent la troisième et dernière période de l'évolution, se terminant par le vote de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925.

C'est donc ce plan très simple que nous suivrons pour exposer l'évolution « historique » de la taxe d'apprentissage :

SECTION I. — La naissance de l'idée de taxe d'apprentissage.

SECTION II. — Le développement de l'idée de taxe d'apprentissage.

SECTION III. — L'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925.

SECTION I. — La crise de l'apprentissage et la naissance de l'idée de taxe d'apprentissage

Nous avons déjà fait plus haut une brève allusion à la crise de l'apprentissage qui a commencé à sévir en France au début du xx^e siècle, et nous avons indiqué, comme étant l'une des causes de cette crise, la nonchalance, voire même la malhonnêteté, d'une grande partie de la « classe » patronale.

Mais il est bien évident que l'inertie patronale n'était pas la cause unique, ni prépondérante, de la crise. La vérité nous oblige à dire qu'en regard du peu d'enthousiasme des patrons à former des ouvriers qualifiés, se dressait la répugnance des jeunes gens à entrer en apprentissage. Il ne faut pas oublier, en effet, que nous sommes tout au début du siècle actuel, que l'industrie vient de recevoir un formidable élan grâce aux multiples découvertes et inventions du dernier quart du dix-neuvième siècle, et que tout le monde veut sa part immédiate de prospérité. Or, l'apprenti n'est pas — ou peu — payé, si même il ne verse pas de redevance au patron qui veut bien consentir à le former ; il est naturel qu'il soit pressé de gagner un salaire appréciable, négligeant ainsi tout apprentissage sérieux.

La conséquence d'un tel état de choses fut que, très rapidement, l'industrie se vit privée d'un nombre minimum d'ouvriers *qualifiés*, de techniciens avertis et éprouvés, et la production nationale ne tarda pas à s'en ressentir.

Ceci était d'autant plus fâcheux que, dès la naissance de la grande industrie, les puissances étrangères avaient pris toutes dispositions pour un développement normal de leur production. C'est ainsi qu'en 1897, l'Autriche-Hongrie institua une taxe analogue à notre taxe d'apprentissage de

1925, sous forme de « contribution scolaire obligatoire » (1) ; un peu plus tard, ce fut l'Allemagne qui greva les industriels et les commerçants d'une taxe additionnelle à ce qui correspondait à notre ancienne patente ; l'Angleterre possédait des ateliers d'apprentissage dus partie à l'initiative privée, partie à l'intervention du Gouvernement. De telle façon que, dès avant la guerre, la production française était déjà sérieusement concurrencée par l'étranger sur les marchés internationaux. Cette concurrence ne tarda pas à affecter les industriels français, qui comprirent aussitôt que leur intérêt était d'améliorer la *qualité* de leur production. Pour cela, il était nécessaire non seulement de disposer d'un outillage abondant et perfectionné, mais encore — et surtout — d'une main-d'œuvre suffisante et *habile*.

Or, par suite de la carence de l'apprentissage, les ouvriers habiles tendaient fort à disparaître. Pour faire de bon travail, il ne suffit pas de regarder faire un aîné, puis d'imiter automatiquement ses mouvements ; il ne suffit pas non plus d'une longue pratique, même consciencieusement accomplie. Il est indispensable, à la base de tout travail, d'avoir quelques *principes*, quelques connaissances théoriques. Il ne suffit pas d'agir mécaniquement, il faut comprendre le pourquoi des gestes accomplis. Qui voudrait se laisser opérer de l'appendicite la plus bénigne par un simple infirmier, sous le prétexte que celui-ci aurait assisté à des centaines d'opérations du même genre ? Alors, pourquoi confier à un ouvrier ignorant la confection d'un ou plusieurs rouages d'un moteur dont le mauvais fonctionnement pourrait entraîner la mort, ou de graves accidents ?

Il est donc nécessaire de donner à l'ouvrier certaines connaissances indispensables, de lui inculquer un minimum de principes, puis, pour en faire un ouvrier complet, de l'astreindre à un apprentissage pratique. Alors seulement, il sera un ouvrier instruit, capable de rendre

(1) Transformée par une loi fédérale du 26 septembre 1923 en centimes additionnels à l'impôt sur le revenu.

de réels services à celui qui l'emploiera, et par là-même, à la collectivité tout entière.

Les dirigeants de l'industrie et du commerce comprirent donc qu'il était urgent de créer un apprentissage méthodique et rationnel, c'est-à-dire à la fois théorique et pratique.

Mais cet apprentissage, comment l'organiser ? A l'usine même, à l'atelier ou au comptoir, ce n'était guère pratique : il eût fallu suspendre le travail pour que des professeurs fissent leur cours, et gâcher du matériel, pour que les apprentis pussent s'exercer. La meilleure solution était de créer des « écoles professionnelles », c'est-à-dire des écoles d'enseignement technique et d'apprentissage (2).

De telles écoles existaient déjà au xix^e siècle, et fonctionnaient avec un vif succès. Elles formaient des ouvriers qui non seulement étaient qualifiés dans l'exercice de leur métier, mais qui jouissaient, de plus, d'un minimum de culture générale. Malheureusement, ces écoles d'apprentissage, nous l'avons dit plus haut, étaient sous la direction de congrégations religieuses, auxquelles une loi du 7 juillet 1904 refusa pour l'avenir tout droit d'enseigner.

Il fallait donc re-crée des établissements d'enseignement professionnel. Mais... où et comment se procurer les crédits indispensables à une œuvre de cette envergure ?

*
**

C'est alors — nous sommes dans la deuxième moitié de l'année 1912 — que le président de la Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics, M. Villemin, eut l'idée de proposer la création d'une taxe dite d'apprentissage, frappant les patrons qui ne formeraient pas d'ap-

(2) Ici, une remarque s'impose : quoiqu'employés indifféremment l'un pour l'autre, ces deux termes n'ont pas exactement le même sens. Tandis que l'enseignement technique s'applique aux « cadres » de l'industrie et du commerce (formation des ingénieurs, des chefs d'entreprise, etc.), l'apprentissage s'applique plus spécialement aux futurs *ouvriers qualifiés*.

prentis, ou qui en formeraient un nombre inférieur à une certaine proportion fixée d'avance, et variable selon les professions. Quant aux patrons formant des apprentis en surnombre — c'est-à-dire dans une proportion supérieure à celle fixée — ils devaient recevoir des allocations. Celles-ci devaient être payées par une *caisse spéciale et autonome* pour les besoins exclusifs de l'apprentissage, caisse précisément alimentée par la taxe proposée par M. Villemin, payée par les patrons ne formant pas d'apprentis ; le surplus devait servir à subventionner diverses œuvres d'apprentissage.

M. Villemin avait été encouragé à proposer cette taxe, par la réclamation quasi-unanime du patronat français d'une taxe permettant d'atteindre les patrons réfractaires à l'apprentissage.

La proposition recueillit la pleine adhésion des patrons, certains mêmes — telle la corporation des pâtisseries — allant jusqu'à réclamer l'*obligation* pour le patron de former un apprenti par deux ouvriers, ou de payer une *taxe de remplacement* proportionnelle au nombre d'apprentis qu'il devrait former.

A la même époque, éclosent deux autres propositions dues à l'initiative privée.

L'une est du président de la Société régionale des architectes du Nord de la France ; elle repose, tout comme la précédente, sur le principe d'une taxe perçue sur les patrons ne formant pas d'apprentis, mais différemment affectée. Voici, à ce sujet, les propres termes du président de la Société régionale : « Nous estimons que la Caisse d'apprentissage, alimentée ainsi par le produit de cette taxe, pourra servir efficacement à récompenser les ouvriers et les apprentis et viendra en aide aux parents nécessiteux qui auront pu s'imposer des privations pour apprendre un métier à leurs enfants. » Il est curieux de noter que ce texte est le seul, à notre connaissance, qui prévoit une pareille application de la taxe. Il est le seul à encourager l'apprentissage d'une façon aussi directe, en agissant *sur l'apprenti lui-même*, en vainquant, par la certitude d'une subvention, la répugnance des jeunes gens — ou l'impossibi-

lité matérielle des parents — à « perdre du temps » en apprentissage (3).

Et l'on peut se demander pourquoi un mode d'encouragement aussi efficace n'a été retenu par aucun des autres projets relatifs à la taxe d'apprentissage, même ceux émanant des groupements professionnels et économiques les plus qualifiés. Pareille lacune ne peut guère s'expliquer que par l'oubli général de cette vérité : la crise de l'apprentissage est imputable aux jeunes gens autant qu'aux patrons. Les divers projets ne se préoccupent que de l'un des deux termes du rapport : l'élément patronal. Or, si la première des choses à faire est d'organiser l'apprentissage, la seconde ne serait-elle pas d'inciter les jeunes ouvriers à fréquenter les cours d'apprentissage ? (4). Nous nous contentons ici de poser la question, nous réservant pour plus tard d'y répondre. Nous voulions simplement attirer l'attention du lecteur sur le caractère particulièrement original d'une proposition privée, émise en 1912.

La deuxième proposition annoncée est celle de M. Rouvière — octobre 1912 — directeur des ateliers de constructions électriques à Jeumont. M. Rouvière préconisait le paiement aux patrons, par chaque apprenti, d'une prime dont le produit serait perçu par un impôt spécial sur tous les patrons, et par homme adulte occupé, *sans exception aucune*. La particularité de cette proposition réside dans le fait qu'il n'est prévu aucune dérogation en faveur des patrons qui formeraient des apprentis. Conception pour le moins simpliste : le patron qui forme des apprentis devrait d'abord payer sa cotisation par ouvrier adulte, et

(3) Remarquons, en passant, cette psychologie de Gribouille, si communée : l'apprenti « perd » bien un an, même deux ou trois. Mais ce temps perdu n'est-il pas largement compensé par un salaire plus élevé dès le début que celui auquel serait parvenu un ouvrier non qualifié au bout d'un temps égal à celui de l'apprentissage ?

(4) Pour atteindre ce but, M. Baroux, député, proposait le 3 décembre 1924, d'imposer aux patrons le paiement quotidien de deux heures de salaire à chaque jeune ouvrier qui, obligatoirement, suivrait des cours professionnels. On pense que, dans ces conditions, les patrons auraient essayé de n'employer que des ouvriers adultes !

recevrait ensuite une prime par apprenti. Le travail de la Caisse d'Apprentissage était ainsi très simplifié, mais au détriment du patron, qui se voyait obligé de compliquer sa comptabilité.

Les autres projets dus à l'initiative privée ne manquèrent pas, en cette fin d'année 1912 : corporations du bâtiment, des pâtisseries, des menuisiers, des peintres en voitures, des ébénistes, etc. etc., et enfin, Fédération des travailleurs du livre. Mais comme ils se ressemblent tous, nous ne nous y attarderons pas (5).

Seulement, il est piquant de constater que, dans le domaine de la taxe d'apprentissage, tout se passa comme dans le domaine scientifique : des chercheurs, qui souvent s'ignorent, rôdent autour d'une même découverte à la même époque, jusqu'au jour où l'un d'eux, cristallisant les recherches des autres, arrive enfin à un résultat positif. Ici, la situation est la même : après avoir laissé se développer la crise de l'apprentissage, différents groupements, à la même époque, y cherchèrent un remède. Ce remède se trouva être sensiblement le même — sauf l'exception que nous avons signalée — et cela, sans que ses promoteurs se fussent le moins du monde concertés. Il ne restait plus qu'à faire la synthèse des diverses propositions.

*
**

Cette synthèse se fit en deux temps.

Il y eut, en premier lieu, la proposition déposée le 5 novembre 1912 au Conseil Municipal de Paris, par M. Quentin-Bauchart.

Cette proposition prévoyait la création d'une *taxe CORPORATIVE d'apprentissage*, dont le rôle se bornait à rendre *obligatoire* pour tous les membres d'une profession un sacrifice que la majorité incontestée juge nécessaire, et à en faciliter le recouvrement.

(5) Le mouvement avait d'ailleurs déjà commencé en 1908 : Congrès des architectes et Congrès du bâtiment ; Congrès du commerce et de l'industrie, à Paris, en avril 1909.

Le *montant* de la taxe devait être proportionnel, en principe, à la patente de chaque contribuable, et fixé, quant à sa quotité, par les représentants autorisés de la profession.

Le *produit* de la taxe ne devait figurer que *pour ordre* au budget de la ville, qui prenait à sa charge les frais de perception ; et il devait être intégralement versé au groupement professionnel intéressé.

Enfin — dernier caractère et non le moins curieux — la taxe n'était *pas obligatoire* pour toutes les professions : elle ne pouvait être instituée que si la demande émanait d'un groupement professionnel régulièrement constitué, représentant au moins la moitié des contribuables soumis à la taxe, et que si la proposition avait recueilli les deux tiers des suffrages exprimés à l'Assemblée générale des membres.

Ainsi conçue, la taxe d'apprentissage réalisait un grand progrès sur les projets antérieurs. Son *assiette* était moins arbitraire, la patente exprimant mieux que le nombre d'ouvriers adultes l'importance d'une entreprise, et la taxe devant être perçue, selon nous, davantage sur la *richesse* réelle du patron que sur sa richesse présumée (6). Son *affectation* était plus généreuse : le produit de la taxe pouvait désormais servir à créer des œuvres d'apprentissage et non plus seulement à subventionner les patrons chargés d'apprentis. Il n'était plus besoin de créer un organisme spécial pour sa *perception* et sa répartition.

Mais elle avait encore deux graves défauts : d'une part, elle était obligatoire pour tous les membres d'une même profession, sans allègement pour ceux formant des apprentis ; d'autre part, elle n'était pas générale, mais seulement corporative. En d'autres termes, elle n'était applicable qu'à certaines professions, et dans des conditions particulièrement exigeantes : existence d'un groupement professionnel suffisamment nombreux — et quorum des deux tiers.

(6) Nous employons ici le terme de « richesse » avec le sens de « profits dus à l'exploitation de l'entreprise ».

Il était à craindre que sous cette forme, la taxe eût été inopérante dans la plupart des professions, et eût eu un domaine d'application curieusement restreint.

Il appartient, en second lieu, à M. Constant Verlot d'élargir cette conception de la taxe, rendue inopérante par la carence d'un trop grand nombre de groupements corporatifs patronaux.

Le texte de la loi proposée à la Chambre des Députés par M. Verlot, le 20 décembre 1912, instituait une *taxe NATIONALE d'apprentissage*, dont étaient exonérés tous les industriels et commerçants qui formeraient un nombre d'apprentis proportionnel au nombre d'ouvriers ou employés occupés dans leurs usines, comptoirs ou bureaux.

Le soin de fixer annuellement la proportion et de donner un avis sur la quotité et l'assiette de la taxe était laissé aux représentants autorisés de la profession.

La taxe était recouvrée d'après un rôle rendu exécutoire par le préfet et remis par lui au comptable de la Caisse départementale d'apprentissage. Cette caisse, spéciale et autonome — *jouissant de la personnalité civile* — devait fonctionner dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique et sous la direction du Comité départemental de l'enseignement technique. Elle devait servir, sur les propositions du Comité départemental, à :

1° Subventionner les cours d'enseignement professionnel obligatoires.

2° Organiser des concours d'apprentis.

3° Entretenir des bourses d'apprentissage.

4° Entretenir des bourses de voyage en France et à l'étranger.

5° Subventionner les petits patrons en vue de les dégrever de leurs frais d'assurances contre les accidents du travail.

6° Donner des encouragements financiers aux professeurs des cours professionnels obligatoires.

La grande différence entre ce texte et celui de M. Quentin-Bauchart est qu'il s'agit ici — et pour la première fois, remarquons-le — d'une taxe *nationale*, obligatoire et générale, applicable à tous les patrons et à toutes les professions, et *recouvrée après une intervention préfectorale*, c'est-à-dire *administrative*. La Caisse départementale, alimentée par la taxe, fonctionne sous la direction du Comité technique.

Alors que, jusqu'ici, les organisations professionnelles étaient maîtresses du sort de la taxe d'apprentissage, de son assiette, de sa perception, de son affectation et de sa répartition, elles n'ont plus maintenant que la faculté de donner un avis sur la quotité et l'assiette de la taxe ; la seule prérogative qui leur est laissée est de fixer annuellement la proportion d'apprentis que devront former les patrons, relativement au nombre total de leurs ouvriers, pour être exonérés de la taxe. Remarquons enfin que cette proportion atteinte, l'exonération est de droit.

Le rapport de M. Verlot, cristallisation de tous les tâtonnements de l'année 1912, et déposé le 20 décembre, ne fut même pas soumis à l'examen de la Chambre des Députés. Pourtant, le texte de 1925 est très visiblement inspiré de celui de M. Verlot. Que s'est-il donc passé du 20 décembre 1912, date officielle de la naissance de l'idée de taxe d'apprentissage, au 13 juillet 1925, date de la consécration légale effective de la taxe ? Les sections suivantes vont essayer de répondre.

SECTION II. — Le développement de l'idée de taxe d'apprentissage

Nous avons vu que le rapport de M. Verlot, en date du 20 décembre 1912, fut immédiatement classé dans les « cartons » de la Chambre.

Cela ne résolvait pas la question de la crise de l'apprentissage, crise devenue aiguë à partir de l'engagement des hostilités.

Aussi, le 30 juin 1916, M. Astier, sénateur, déposa-t-il

sur le bureau du Sénat une proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial. Comme on était pressé d'aboutir — nous étions en effet en pleine guerre — le ministre du commerce demanda à la Chambre d'accepter purement et simplement le texte voté par le Sénat, quitte à reprendre plus tard, sous forme de proposition de loi spéciale, les dispositions relatives à la création d'une taxe d'apprentissage (7).

La proposition de M. Astier fut adoptée sans débat par la Chambre ; la question de la taxe d'apprentissage restait pendante.

La situation se prolongea telle que, jusqu'au 24 mars 1919. A cette date fut déposée une nouvelle proposition de M. Constant Verlot. Les dispositions essentielles -- résumées par M. Verlot lui-même dans un rapport du 10 juillet 1924 relatif à la création de Chambres de métiers -- en étaient les suivantes :

Le principe était que seraient assujettis à une taxe d'apprentissage tous les chefs d'entreprises (patrons ou sociétés) appartenant à une profession astreinte à la patente, qui ne se préoccupent pas, dans des conditions reconnues suffisantes, de la formation professionnelle de leur personnel, étant entendu que des cours professionnels obligatoires sont reconnus nécessaires à la profession. La taxe s'appliquait aux cours et à une certaine circonscription territoriale.

L'assiette de la taxe était le principal de la patente : on ajoutait au principal un nombre de centimes déterminé, et la cotisation de chaque assujetti était obtenue en multipliant le nombre de ces centimes par un certain

(7) Le même sort fut dévolu aux dispositions qui modifiaient le Code du Travail relativement au contrat d'apprentissage.

coefficient, basé sur le nombre de personnes habituellement employées dans chaque exploitation (8).

Le produit, porté en recettes à un *compte spécial* hors budget au titre de la Caisse départementale d'apprentissage, devait être employé à payer les dépenses du personnel et les frais de fonctionnement des cours professionnels. La caisse, administrée par le comité départemental de l'enseignement technique, possédait la personnalité civile. Compte tenu des professions libérales et de celles pour lesquelles les cours professionnels ne seraient pas reconnus nécessaires, M. Constant Verlot évalue le produit de la taxe à dix millions de francs environ (9).

De plus, il était prévu un système d'exonérations partielles ou totales, en faveur des industriels et des commerçants qui, soit individuellement, soit collectivement, assument à leurs frais et dans des conditions reconnues suffisantes, la formation professionnelle du personnel de leur entreprise. Les demandes étaient soumises au Comité départemental qui décidait, sauf appel devant le Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Ce texte de 1919 apportait des conceptions neuves. Tout droit d'intervention et d'avis était refusé aux orga-

(8)

**COEFFI-
CIENT**

1	pour un nombre d'employés ne dépassant pas 10.			
1,25	»	»	»	compris entre 11 et 25 inclus.
1,5	»	»	»	» » 26 et 50 inclus.
2	»	»	»	» » 51 et 100 inclus.
3	»	»	»	» » 101 et 500 inclus.
4	»	»	»	» » 501 et 1000 inclus.
5	»	»	»	supérieur à 1000.

(9) Sur 1.983.000 assujettis aux centimes additionnels ajoutés au principal fictif de la patente, il fallait, selon M. Verlot, en défalquer 119.000 appartenant aux professions libérales et 364.000 pour lesquelles les cours professionnels ne seraient pas reconnus nécessaires. Restaient 1.500.000 assujettis qui, frappés de 8 centimes ajoutés au principal, auxquels il fallait appliquer les différents coefficients prévus, fourniraient une somme d'environ dix millions de francs.

nisations professionnelles. L'assiette et la quotité de la taxe étaient déterminées par la loi. Tous pouvoirs étaient attribués aux Comités départementaux et au Conseil supérieur de l'enseignement technique. L'évolution progressive de la taxe vers un véritable *étatisme* était ainsi achevée, après avoir été nettement marquée par le projet du 20 décembre 1912.

Mais si le texte de 1919 était une conclusion, il était aussi l'introduction d'une idée originale — successivement reprise par tous les projets postérieurs — : la taxe d'apprentissage y revêt pour la première fois la forme d'une *imposition additionnelle* au principal de la contribution des patentes.

On y retrouvait enfin, sous une forme différente, il est vrai, l'idée d'un apprentissage obligatoire, déjà indiquée en 1912 par Villemin. Mais il n'est toujours pas question de pousser les futurs ouvriers à se soumettre à un apprentissage rationnel.

*
**

Cette proposition n'eut pas plus de succès que la précédente, du même auteur, et ne fut jamais rapportée par la Commission compétente. Le ministre du commerce avait pourtant reçu depuis deux ans — le 24 mars 1917 — une demande de l'Assemblée des présidents des Chambres de Commerce de France, afin de « faire le nécessaire pour que les Chambres de commerce soient autorisées à solliciter de leurs ressortissants les ressources indispensables à la création d'un budget spécial ayant pour but l'entretien des cours et écoles d'apprentissage placés sous leur direction, sous leur surveillance, et d'une manière générale, à la formation des apprentis ». Ce n'est certes pas pour satisfaire un intérêt personnel que les Chambres de commerce demandaient cette autorisation. Si on la leur refusait, pourquoi refuser à l'Economie Nationale un texte de portée analogue, pour la défense de l'apprentissage ?

Il est juste de souligner que dans cette même année 1919 qui vit l'insuccès de la deuxième proposition Verlot relative à la taxe d'apprentissage, fut promulguée le 25

juillet une loi due à l'initiative intelligente de M. Astier, imposant, entre autres, aux départements et communes l'obligation de créer des établissements d'apprentissage. Mais cette loi, remarquable en plus d'un point, omettait d'indiquer où seraient prises les ressources nécessaires.

Une fois de plus, la taxe d'apprentissage était écartée des préoccupations du gouvernement. Il y a lieu de remarquer cette curieuse inconséquence, qui faisait que le gouvernement tenait à réorganiser l'apprentissage, mais omettait de chercher les indispensables crédits.

La preuve de cette bonne volonté du gouvernement, relativement à l'apprentissage, se trouve notamment dans une circulaire du 20 avril 1920 adressée aux Chambres de commerce par le sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, et dans une lettre du 4 octobre 1921, signée du ministre du Commerce et du sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, adressée aux Chambres de Commerce, et par laquelle ils demandaient aux Chambres « de s'associer aussi largement que possible aux efforts tentés de toutes parts pour réaliser en France un enseignement professionnel digne des magnifiques possibilités économiques de notre pays. »

* * *

Découragé par deux échecs successifs, M. Verlot proposa le 30 juin 1921 une nouvelle loi, n'ayant en apparence aucun rapport avec la taxe d'apprentissage, et relative à la création de *Chambres de Métiers*.

Mais l'article 23 de ce projet prévoit qu'il sera « pourvu aux dépenses ordinaires des Chambres de Métiers au moyen d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes », et donne une réglementation très détaillée de cette imposition.

De la lecture de l'article 23, considéré dans l'ensemble de la proposition de loi, il ressort très nettement que la contribution envisagée était une taxe additionnelle à la patente, et qui devait alimenter le budget des Chambres de métiers pour être affectée aux œuvres d'apprentissage,

et notamment aux cours professionnels institués par la loi Astier, du 25 juillet 1919.

Cette taxe avait ceci de particulier :

Son *montant* était fixé dans chaque département par les intéressés eux-mêmes suivant les besoins de la région.

Son *emploi* était assuré et contrôlé par les intéressés eux-mêmes, dans le cadre des Chambres de métiers.

Les patrons qui ne se soumettaient pas aux obligations de l'apprentissage établies par la Chambre de métier pouvaient être *surtaxés*, jusqu'à concurrence de 50 %.

Les *états-matrices* devaient être établis par chaque Chambre de métier dans sa circonscription et fournis par elle en temps utile à la direction départementale des contributions directes.

Les *réclamations* des assujettis à la taxe majorée devaient être instruites par les Chambres de métiers qui auraient établi la majoration et transmises par elles à la juridiction compétente en matière d'impôts.

Il était enfin prévu une *taxe complémentaire* proportionnelle au montant total des traitements et salaires payés dans l'année précédente par l'assujetti.

Nous voyons que, dans ce projet, non seulement le système des exonérations a disparu, mais encore qu'il est prévu une surtaxe pour les patrons qui se soustrairaient à leur devoir d'apprentissage.

La taxe n'est plus une taxe nationale — ni corporative comme dans le projet de 1912 dû à M. Quentin-Bauchart — mais une *taxe régionale*. Les Comités de l'enseignement technique s'effacent devant les Chambres de métiers.

Pas plus que les précédentes, cette proposition ne fut retenue.

Pendant trois ans encore, la question de la taxe d'apprentissage fut suspendue.

C'est alors que, le 10 juillet 1924, conscient des re-

proches adressés à la dernière proposition Verlot par le deuxième Congrès de l'apprentissage (10), conscient des vœux exprimés à maintes reprises par les Chambres de commerce et divers groupements corporatifs, conscient enfin des travaux du Conseil supérieur de l'Enseignement technique. M. Emile Marot déposa un projet de loi (11) qui abandonnait l'idée de la taxe complémentaire introduite dans le rapport Verlot du 30 juin 1921, tout en conservant le principe de la taxe additionnelle au principal fictif de la patente, et qui supprimait le système d'exonérations en faveur des patrons qui suivraient les prescriptions des Chambres d'apprentissage.

Les demandes de dégrèvement et autres réclamations devaient être instruites par les Chambres d'apprentissage qui les transmettraient, *avec leur avis*, à la juridiction compétente en matière d'impôts. Si l'activité d'une entreprise s'étendait sur plusieurs territoires, l'instruction devait être faite par l'assemblée des présidents de Chambres d'apprentissage (art. 24 du projet).

Il semble bien que cette proposition, synthèse des travaux antérieurs et qui tenait compte des desiderata des intéressés, eût dû recevoir un chaleureux accueil.

Malheureusement pour elle, au moment même où elle devait être soumise à l'examen de la Chambre, le Sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique fit insérer dans le projet de loi de finances pour 1925 un article 18 ainsi conçu :

ART. 18. — Taxe pour le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale ou se livrant à l'exploitation minière est assujettie à une taxe pour le développement de l'enseignement technique et d'apprentissage.

(10) Réuni à Lyon en octobre 1921.

(11) Sous le titre de « Chambres d'apprentissage » (et non plus « de métiers »).

Cette taxe, dont le produit est rattaché au budget de l'Etat, est fixée à 0,50 % du montant total des appointements, salaires et toutes rétributions en espèces payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprise, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe, les personnes énumérées à l'article 10 (12) de la loi du 30 juin 1923, qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Des exonérations partielles peuvent, en outre, être accordées aux personnes et sociétés imposables, en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Des majorations, dont le taux ne pourra pas dépasser le montant en principal de la taxe, pourront être imposées aux personnes qui se seront soustraites aux charges de l'apprentissage.

La taxe est due pour l'année entière par les personnes et sociétés imposables le 1^{er} janvier ; elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les états-matrices sont dressés par les comités départementaux de l'enseignement technique, d'après les renseignements qui leur sont fournis annuellement par les chefs d'entreprises.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1925.

(12) Article 10 de la loi du 30 juin 1923 :

« Sont exonérées de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, les personnes désignées ci-après :

« 1^o Les façonniers et les artisans ou leur veuve travaillant avec le concours de leur femme, de leur père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de 16 ans et d'un compagnon ;

« 2^o Les personnes qui vendent elles-mêmes et pour leur compte, en ambulance, dans les rues, lieux de passage et marchés ;

« 3^o Les mariniers propriétaires d'un seul bateau ;

« 4^o Les chauffeurs ou cochers propriétaires d'une ou de deux voitures qu'ils conduisent eux-mêmes ;

« 5^o Les pêcheurs se livrant personnellement à la pêche. »

Le système des exonérations est maintenu, mais celui des majorations réapparaît. Les états-matrices sont de nouveau dressés par les Comités départementaux de l'Enseignement technique.

En dépit de ces quelques ressemblances avec les projets antérieurs, le présent projet en diffère essentiellement.

Ce n'est plus un projet de taxe spéciale pour l'apprentissage, mais un projet de taxe pour le développement de l'enseignement technique, et subsidiairement, de l'apprentissage, dont le produit, *rattaché au budget de l'Etat*, est fixé à un pourcentage du montant total des *appointements*, salaires et rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

De plus, la taxe est soumise au régime normal des contributions directes (13).

Ainsi — et nous nous faisons ici l'écho de M. Contenot (14) — sans que la question primordiale de la perception et de l'emploi de la taxe ait été portée devant un nouveau Congrès, sans même que le Conseil Supérieur de l'Enseignement technique ait été consulté, un texte introduit dans la loi de finances décide *ab abrupto*, — sans autre forme de procès ! — que la taxe acceptée, voire même proposée par le commerce et l'industrie, à condition de n'être pas l'objet de nouvelles mesures fiscales et d'être versée à une Caisse spéciale et autonome (15), devient un *impôt* nouveau frappant uniquement le commerce et l'industrie, et destiné subsidiairement seulement à l'apprentissage.

Après avoir été taxe professionnelle, nationale, puis régionale, la taxe d'apprentissage était devenue *taxe d'Etat*.

(13) Sauf en ce qui concerne la confection des états-matrices.

(14) Rapport présenté le 4 novembre 1925 à la Chambre de commerce de Paris au nom de la Commission de l'Apprentissage.

(15) Ou aux Chambres de commerce, Chambres d'apprentissage (à instituer), ou tout autre organe analogue, ayant un budget propre et distinct de celui de l'Etat.

SECTION III. — Les difficultés budgétaires et la loi de finances
du 13 Juillet 1925

Si nous cherchons la cause de cette brusque modification que rien ne permettait de prévoir, nous trouvons qu'elle réside, sinon dans un déficit budgétaire, du moins dans un louable souci d'équilibre.

« Vous avez voté un programme, disait M. de Moro-Giafferi, sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique (16). Il faut, pour bâtir, rechercher les matériaux nécessaires. Vous avez admis que tout ce que je vous demandais de faire était indispensable à l'avenir de notre pays. *Des dépenses vont suivre. Allez-vous nous refuser les moyens d'accomplir ce que vous avez demandé vous-mêmes ?* J'ai la certitude, Messieurs, que vous ne pécherez pas par ce défaut de logique. En votant la taxe que nous vous avons proposée, vous voudrez vous associer à l'œuvre à laquelle nous nous sommes voués et que nous croyons être une œuvre patriotique par excellence ».

Mais pourquoi avoir transformé la taxe en taxe d'Etat ? Deux réponses peuvent être faites à cette question.

En premier lieu, devant la défaillance de l'initiative privée, il était nécessaire que l'Etat prît en mains la direction de l'enseignement technique et de l'apprentissage. Nous trouvons à ce propos le développement suivant, dans un rapport présenté au Sénat en 1931 par M. Cuminal (17) :

« ...Le budget des cours professionnels tira ainsi (de la loi Astier) ses ressources à la fois de la commune, des groupements professionnels, de l'Etat qui aidait indifféremment les uns et les autres. *L'enseignement technique fut écouté et suivi ;* mais le mouvement rapide du début était arrivé, vers 1925, à un point mort ; l'effort de l'initia-

(16) Séance de la Chambre des Députés du 23 février 1925.

(17) Doc. Parl., N° 223.

tive privée ne semblait plus pouvoir être dépassé, l'augmentation de la part de l'Etat dans les dépenses des cours se heurtait aux *difficultés financières*, l'action des communes se ralentissait et, faute de crédits, des cours étaient menacés de disparition. C'est alors que, reprenant une *vieille idée*, on estima qu'il était indispensable d'obliger tous les usagers de l'enseignement professionnel à coopérer pécuniairement à la création et au fonctionnement de toutes les œuvres d'enseignement technique et notamment des cours professionnels. Au surplus, *il semblait juste* d'obliger les employeurs qui ne s'inquiétaient pas du développement de ces œuvres et qui laissaient à ceux d'entre eux que le problème intéressait, le soin d'en faire tous les frais, à payer, eux aussi, leur quote-part des dépenses qu'entraînait l'organisation de l'enseignement professionnel en France ».

Il ressort de cet exposé, digne de foi, M. Cuminal étant avec M. Verlot ceux de nos parlementaires qui ont le plus consciencieusement étudié cette délicate question de l'enseignement professionnel (18), il ressort de cet exposé, disions-nous, que l'Etat ne pouvait plus, *faute de ressources financières*, subvenir aux besoins des communes et des groupements professionnels, qui appliquaient la loi Astier.

De son côté, présentant le 1^{er} août 1924 à la Chambre le projet de loi de finances du gouvernement (19) M. Clémentel, ministre des finances, disait : «Un grand effort doit être tenté pour développer l'enseignement technique en général et l'apprentissage en particulier. Les études sont au point, le plan d'ensemble est tracé ; il reste à trouver les *ressources* nécessaires à la réalisation de ce plan ».

L'Etat prenait donc à sa charge les dépenses d'enseignement professionnel. Mais d'autre part, le budget de 1925, pour la première fois depuis la guerre, unifié et équilibré sans emprunt, était un effort de mise au point (20).

(18) Ce terme englobe ceux d'enseignement technique et d'apprentissage.

(19) Doc. Parl., n° 441.

(20) Edgard Allix, « Le projet de budget de 1925 », Rev. polit. et parl., numéro de novembre 1924.

Ce n'était pas le moment de le déséquilibrer en attribuant à l'Enseignement technique des crédits qui « gageaient » déjà avec peine d'autres dépenses au moins aussi importantes. Renonçant à l'emprunt, l'Etat ne pouvait plus que demander aide à ses contribuables. C'est ainsi que dans ce même budget de 1925, nous trouvons les dispositions tendant à réprimer les fraudes fiscales, et trois impôts nouveaux (21), M. Clémentel préférant une série de mesures partielles à une grande réforme fiscale (22).

La deuxième raison de la transformation de la taxe d'apprentissage en taxe d'Etat est le grand principe de *l'unité budgétaire*. Si celui-ci avait été écarté des budgets de guerre, comprenant de multiples « comptes spéciaux » et « budgets annexes », le trait essentiel du projet de 1925 était le rétablissement de l'unité budgétaire, (par la fusion, entre autres, du budget général et du budget spécial des dépenses recouvrables). Le moment eut vraiment été mal choisi, de créer une caisse spéciale ayant l'autonomie financière ! Et pour rassurer les contribuables assujettis à la taxe, le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique ne promettait-il pas que dès la création des Chambres d'apprentissage, le soin de l'assiette leur serait confié ; ceci atténuerait grandement le caractère d'*impôt* pris par la nouvelle taxe. Mais M. de Moro-Giafferi est un habile avocat !

C'est donc pour des raisons d'ordre budgétaire — équilibre et unité — que la taxe devint taxe d'Etat (23).

(21) Droit sur les opérations de change, taxe sur les compagnies d'assurances, taxe sur les plus-values d'immeubles et de fonds de commerce.

(22) Edgard Allix, *op. cit.*

(23) Ceci est d'autant plus vrai que le 8 novembre 1912, lors de la discussion du budget de 1913, M. Constant Verlot obtint sans peine les 50 millions qu'il réclamait pour le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, après avoir obtenu une somme égale l'année précédente. L'Etat était donc de bonne foi et de bonne volonté : seule, la nécessité l'obligea à recourir au procédé de la taxe transformée en taxe d'Etat.

Comment la Commission des finances et le Parlement accueillirent-ils le projet gouvernemental ?

*
*
*

L'article 18 du projet gouvernemental (24) donna lieu à d'interminables discussions, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles furent passionnées. Le seul compte rendu de la séance de la Chambre consacré à la première discussion (25) occupe près d'une centaine de pages du Journal Officiel ! Et cette discussion ne fut pas la seule !

Avant d'affronter le Parlement, le projet du Gouvernement, soumis à la Commission des Finances, subit une première modification.

Aux personnes qui ne sont pas soumises à la taxe, la Commission des finances ajoute « les chefs d'entreprise occupant moins de six ouvriers et employés au-dessus (26) de dix-huit ans en dehors des membres de la famille, femme, enfants, ascendants, frères ou sœurs.

La Commission explique ainsi cette addition : « Il a paru nécessaire de réduire le nombre des exploitations passibles de la taxe, car avec la généralité du projet du gouvernement, les rôles auraient été encombrés de petits cotes d'un rendement nul, exigeant une paperasserie formidable ». L'observation est pertinente.

S'agissant des exonérations partielles, la Commission précise qu'elles peuvent être accordées « après avis du Comité départemental », ceci afin d'éviter des exonérations arbitraires.

La Commission ajoute enfin que « la présente disposition est applicable à l'Algérie et aux colonies ». Il lui a semblé que l'Enseignement technique profitant à ces pays, il n'y avait aucune raison valable de se priver des ressour-

(24) Publié en août 1924.

(25) 23 février 1925.

(26) Le premier texte portait *par erreur* « au-dessous », d'où de nombreuses protestations que nous estimons inutile de mentionner ici.

ces que pouvaient fournir les grandes exploitations coloniales.

L'article 18 du projet gouvernemental, devenu l'article 24 du projet de la Commission des finances, fut présenté à la Chambre, pour discussion, sous le numéro 23, et avec la rédaction suivante :

ARTICLE 23 (ancien 24)

Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, est assujettie à une taxe pour le développement de l'enseignement technique et d'apprentissage.

Cette taxe, dont le produit est rattaché au budget de l'Etat, est fixée à un demi p. 100 du montant total des appointements, salaires et toutes rétributions en espèces payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprises aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe, les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux non plus que les chefs d'entreprise occupant moins de six ouvriers et employés au-dessus de dix-huit ans, en dehors des membres de la famille, femme, enfants, ascendants, frères ou sœurs.

Des exonérations partielles, après avis du Comité départemental, peuvent en outre être accordées aux personnes et sociétés imposables en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Des majorations dont le taux ne pourra pas dépasser le montant en principal de la taxe pourront être imposées aux personnes qui se seront soustraites aux charges de l'apprentissage.

La taxe est due pour l'année entière par les personnes et sociétés imposables le 1^{er} janvier ; elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites et jugées comme en matières de contributions directes.

Les états matrices sont dressés par les Comités départementaux de l'enseignement technique, d'après les renseignements qui leur sont fournis annuellement par les chefs d'entreprises.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur le premier janvier 1925.

La présente disposition est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Le projet de loi, ainsi modifié par la Commission des finances entra dans l'arène parlementaire — s'il nous est permis d'employer pareille métaphore ! — le 23 février 1925, pour n'en sortir que le 12 juillet, et encore parce que le Sénat voulut bien accepter une proposition de la Chambre, afin de ne pas retarder indéfiniment le vote de la loi de finances. C'est dire combien chaudes furent les discussions !

Nous essaierons de les exposer en les simplifiant le plus possible, afin de suivre les modifications successives du texte de loi aussi clairement qu'il est désirable.

Dès l'ouverture de la séance du 23 février 1925, M. About, se faisant en cela le porte-paroles de nombre de ses collègues ainsi que de l'unanimité des Chambres de Commerce, réclama la disjonction de l'article 23 pour éviter que « la taxe entrât dans le gouffre du budget et servît aux dépenses générales du sous-secrétariat d'Etat de l'enseignement technique », au lieu d'être « affectée uniquement au développement de l'apprentissage en France ». A l'appui de sa demande, M. About faisait même valoir que certains groupements économiques allèrent jusqu'à repousser le principe d'une taxe d'apprentissage. Mais il semble bien que ce soit là pur argument de tribune, car *aucun* des très nombreux documents économiques que nous avons pu consulter ne se fait l'écho de cette protestation. Ils sont au contraire *unanimes* à réclamer une pareille taxe, mais la conçoivent sur un plan tout différent

de celui du gouvernement — d'où leur désir de disjonction.

M. Michel Walter demande, lui aussi, la disjonction « parce que la question n'est pas suffisamment étudiée » ! (Pour lui, l'origine de l'idée de taxe se trouve dans le rapport Verlot du 30 juin 1921 ; nous savons qu'elle fut ébauchée dès 1908, et prit forme nette en 1912). « Le texte concernant la taxe d'apprentissage, dit-il, est susceptible d'être amélioré sur plusieurs points. Je demande donc à la Chambre de prononcer la disjonction. »

Mais l'éloquent orateur qu'est M. de Moro-Giafferi sut habilement dissuader la Chambre de prononcer la disjonction (27). Ses arguments se bornaient en réalité à affirmer que toutes satisfactions seraient données à toutes réclamations.

Après quelques discussions d'ordre général concernant plus l'enseignement professionnel que la taxe elle-même, on passe à l'examen des articles.

Au *premier paragraphe*, M. René Lafarge propose de remplacer « pour le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage » par : « pour la formation technique des apprentis ». Mais le texte de la Commission étant très clair, M. Lafarge est prié de ne pas insister et « il s'incline de bonne grâce », commente le Journal Officiel.

Au même paragraphe, M. Emile Borel propose d'ajouter la *recherche scientifique*. Proposition tout à fait originale qui apparaît pour la première fois et qui sera incorporée dans le texte définitif sous une forme un peu différente. Pour le moment, on se contenta de faire un nouvel article avec cette proposition, article 24 bis, l'article 23 de la Commission étant devenu l'art. 24 de la Chambre.

Enfin, M. Louis Gros proposa — ce qui fut accepté — d'ajouter à l'énumération des assujettis les concessionnaires de services publics.

(27) Sur 541 votants (majorité absolue : 271), 187 seulement adoptèrent la disjonction.

Le *deuxième paragraphe* — taux de la taxe — donne lieu à une longue discussion. La Commission elle-même proposa d'abaisser le taux de 0,50 % à 0,35 % (sur lesquels 0,35 % il fut proposé de prélever 0,05 % pour les laboratoires et recherches scientifiques). Celui-ci fut finalement adopté, malgré une proposition de 0,25 % due à M. Verlot. Mais ce taux aurait été insuffisant, eu égard à la somme qu'on attendait de la taxe.

Quant à l'*assiette*, la base du salaire fut maintenue comme étant « la plus sûre et la plus équitable », malgré diverses protestations.

Le *troisième paragraphe* est adopté sans modification.

Le *quatrième paragraphe* se voit ajouter la possibilité d'exonérations *totales*, alors qu'il ne prévoyait que des exonérations *partielles*.

M. Constant Verlot avait proposé de libeller ainsi ce paragraphe :

Des exonérations partielles ou totales devront être accordées, après avis des comités départementaux de l'enseignement technique, en attendant la création de chambres d'apprentissage, aux personnes et sociétés imposables, en considération des dispositions qu'elles prennent, soit individuellement, soit collectivement, en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Réflexion faite, M. Verlot propose :

...pourront — car « *devront* » pourrait bien être la mort de la taxe d'apprentissage — et : « *en attendant la création des organismes régionaux d'apprentissage* ».

Et il ajoute : « *Les appels qui pourront être formulés sur les avis des comités départementaux de l'enseignement technique et les décisions du Sous-secrétaire d'Etat seront portés devant le Conseil supérieur de l'enseignement technique.*

Après les observations concernant la théorie financière

du « Conseil supérieur, juridiction d'appel en matière fiscale » (28), M. Verlot modifie ainsi son amendement :

Les avis des comités départementaux pourront être portés devant le conseil supérieur de l'enseignement technique, qui donnera son avis au Sous-secrétaire d'Etat qui statuera.

Mais cet amendement ne fut pas adopté. En particulier l'allusion aux « Chambres d'apprentissage » ou aux « Organismes régionaux d'apprentissage » préjugait des décisions postérieures du Parlement, et il était préférable de s'en abstenir.

De même, fut rejeté un amendement de M. Lafarge : *« Des exonérations correspondant aux dépenses effectuées seront accordées aux personnes et sociétés imposables, en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser le développement de l'enseignement technique de l'apprentissage. »*

Par contre, on ajouta à la suite du précédent paragraphe, un cinquième paragraphe entièrement dû à M. Verlot, et dont voici la teneur :

En ce qui concerne les exonérations partielles ou totales, seront seuls comptés comme dépenses :

1° *Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers.*

2° *Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima de un technicien pour dix apprentis.*

3° *Les salaires payés aux apprentis.*

a) *pendant les six premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique.*

(28) On avait fait observer à M. Verlot que le Conseil supérieur de l'enseignement technique ne pouvait pas être une juridiction d'appel en matière fiscale. Il y avait, cependant, un précédent : celui de la Commission supérieure des bénéfices de guerre, qui juge en appel.

b) pour les heures de présence aux cours professionnels.

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études.

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ayant pour but de développer la formation générale et l'éducation du personnel technique.

Il était évidemment nécessaire de préciser quelles étaient les dépenses dont il y aurait lieu de tenir compte pour accorder le bénéfice des exonérations.

Le texte prévoit que ces dépenses sont celles qui se rattachent directement à l'apprentissage. Il était d'ailleurs fort bien compris, puisque la seule modification qu'il subit porta en définitive uniquement sur le nombre de mois d'apprentissage.

Le sixième paragraphe (§ 5 du texte de la Commission), ainsi que les suivants furent votés sans difficulté, à l'exception du dernier, qui appliquait la taxe à l'Algérie et aux colonies.

Fut aussi repoussé l'amendement Walter, exonérant de la taxe les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Il est à noter que ce refus repose sur un souci de pure forme : ne pas faire de distinction dans une loi française entre les départements français, jouissant tous des mêmes droits en principe. En pratique, les départements recouvrés, conservant les institutions allemandes d'apprentissage (29), ne devaient pas bénéficier du développement prévu pour l'enseignement professionnel, et par conséquent,

(29) La loyauté oblige à reconnaître l'excellence de ces institutions. Depuis 1900, les dispositions essentielles de la loi Astier étaient appliquées dans les départements en question, et sans aucune restriction, le patron devant permettre aux apprentis de moins de 18 ans de fréquenter l'école de perfectionnement aux heures fixées par la Municipalité, c'est-à-dire même pendant les heures légales de travail.

ils n'étaient pas soumis — et continuent à n'être pas soumis — à la taxe d'apprentissage, en vertu des exonérations.

La proposition de loi sortit de la discussion du 23 février, avec la rédaction suivante :

ART. 24. — *Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe pour le développement de l'enseignement technique et d'apprentissage.*

Cette taxe, dont le produit est rattaché au budget de l'Etat, est fixée à 0,35 % du montant total des appointements, salaires et toutes rétributions en espèces payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprise, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe, les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, non plus que les chefs d'entreprise occupant moins de six ouvriers ou employés au-dessus de dix-huit ans, en dehors des membres de la famille, femme, enfants, ascendants, frères ou sœurs.

Des exonérations partielles ou totales, après avis du Comité départemental, peuvent en outre être accordées aux personnes et sociétés imposables en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage. En ce qui concerne les exonérations partielles ou totales, seront seuls comptés comme dépenses :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers.

2° Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima de un technicien pour dix apprentis.

3° Les salaires payés aux apprentis ;

a) pendant les six premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) pour les heures de présence aux cours professionnels.

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études.

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ayant pour but de développer la formation générale et l'éducation du personnel technique.

Des majorations dont le taux ne pourra pas dépasser le montant en principal de la taxe, pourront être imposées aux personnes qui se seront soustraites aux charges de l'apprentissage.

La taxe est due pour l'année entière par les personnes et sociétés imposables le 1^{er} janvier, elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les états-matrices sont dressés par les Comités départementaux de l'enseignement technique, d'après les renseignements qui leur sont fournis actuellement par les chefs d'entreprises.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1925.

ART. 24 bis. — Sur le taux de la taxe établie par l'article précédent, il sera fait un prélèvement de 0,05 % au profit de la recherche scientifique. Ce prélèvement sera distribué tous les ans par disposition législative et le surplus, s'il y a lieu, sera attribué à la caisse des recherches scientifiques.

En résumé, la Chambre a admis le principe de la taxe, en apportant au texte du gouvernement des modifications importantes concernant la détermination des collectivités imposables, le taux de la taxe, les exemptions et exonérations.

Elle a complété l'énumération des assujettis en décidant que les sociétés concessionnaires d'un service public seront passibles de la taxe au même titre que celles qui exercent une profession industrielle ou commerciale ou se livrent à l'exploitation minière.

Quant au taux de la taxe, ...la Commission des finances et le Gouvernement se sont mis d'accord pour ramener le pourcentage de 0 fr. 50 à 0 fr. 35. C'est ce dernier chiffre que la Chambre a adopté.

Le Gouvernement avait, par ailleurs, proposé d'exonérer complètement de la taxe les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, qui ne sont pas soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Pour faciliter le travail des services de l'assiette et pour ne pas surcharger les rôles par un nombre considérable de petites cotes dont le rendement serait insignifiant, la Commission des finances a émis l'avis de *réduire le nombre des exploitations passibles de la taxe*. A cet effet, elle a proposé d'accorder également le bénéfice de l'exemption aux chefs d'entreprise occupant moins de six ouvriers et employés au-dessus de dix-huit ans, en dehors des membres de la famille. La Chambre a adopté sans modification cette proposition de la commission des finances.

Le paragraphe 4 du texte proposé par le Gouvernement consacrait la possibilité d'une *exonération partielle* en faveur des industriels et des commerçants qui, soit individuellement, soit collectivement, se préoccupent de la formation technique de leur personnel. La Chambre, suivant l'avis de sa Commission des finances, a précisé qu'aucune exonération ne pourrait être accordée sans que l'on ait recueilli préalablement *l'avis du Comité départemental*. Par ailleurs, il a été spécifié, en cours de discussion, qu'une *exonération totale* pourrait être accordée en faveur des personnes ou sociétés imposables ayant fait des efforts pécuniaires en vue de rénover l'apprentissage ou l'enseignement technique. A cet effet, la Chambre a fait, dans un alinéa nouveau, une *énumération limitative des dépenses* susceptibles d'être prises en considération pour la détermination de la quotité de l'exonération envisagée.

Enfin, la Commission des finances avait proposé de

rendre les dispositions du présent article applicables à l'Algérie et aux colonies. Mais la Chambre, sur l'intervention de plusieurs de ses membres, n'a pas admis cette dernière addition au texte du Gouvernement, de manière à laisser aux Conseils élus le soin de se prononcer.

Sur tous les autres points, la Chambre a voté sans modification le texte que lui avait soumis le Gouvernement.

Quant à la disposition de l'article 24, elle permet d'effectuer sur le taux de la taxe d'apprentissage instituée par l'article précédent, un *prélèvement* de 0 fr. 05 % *au profit de la recherche scientifique*. Si, une fois cette répartition opérée, il reste un reliquat disponible, celui-ci sera attribué à la caisse des recherches scientifiques (30).

* * *

Le 17 mars 1925, ce fut au tour du Sénat d'examiner le texte voté par la Chambre le 23 février. Mais sur la proposition de son rapporteur général, la Commission des finances du Sénat décida d'ajourner cet examen, de façon à permettre à M. Cuminal de faire un rapport détaillé sur le mécanisme de la taxe. Le Sénat accepta l'ajournement, non sans faire connaître son regret du retard et sa *pleine adhésion à la taxe*, en précisant que dans l'esprit de la Commission, le rapport devrait aboutir à des conclusions favorables.

Dans sa séance du 27 mai, le Sénat se contenta de la lecture du texte de la Chambre, et le réserva pour plus tard.

Le 30 mai, les articles 24 et 24 *bis* furent disjoints par le Sénat, pour les motifs suivants, exprimés par M. le rapporteur général :

« Il nous avait paru que la création d'une taxe spéciale d'apprentissage ne s'imposait pas immédiatement pour l'équilibre du budget de 1925, et que le Sénat aurait le

(30) Ce résumé est emprunté à l'exposé des motifs du Sénat, séance du 3 mars 1925.

temps, comme il le fait d'ordinaire, d'étudier sérieusement cette affaire et d'en délibérer.

...La commission des finances a délibéré par trois fois, et par trois fois une majorité s'est prononcée pour la disjonction.

Il ne s'agit pas, dans l'esprit de cette majorité, de rejeter le principe de la taxe d'apprentissage... Mais on nous demande cette taxe, parce qu'elle donnera, au minimum, 100 millions au Trésor, et d'autre part, on nous la présente avec des exonérations et des complications multiples, qui ont besoin d'un examen très sérieux.

Il s'agit de tout le commerce et de toute l'industrie de la France.

Avant de voter des *impôts spéciaux* sur des catégories de citoyens qui déjà supportent des charges considérables depuis la loi du 31 juillet 1917 sur les bénéfices industriels et commerciaux, il faut *mesurer les répercussions* que peuvent avoir sur la hausse des prix des mouvements de générosité... qui se traduisent par des charges nouvelles que l'on impose ainsi à certaines catégories de commerçants et d'industriels.

Tout cela a besoin d'être étudié. Nous ne sommes pas de ceux qui croient qu'en improvisant à tour de bras des taxes sociales, on travaille au profit de la Trésorerie et du budget et même de la production et du développement économique du pays... Ces précipitations sont dangereuses et entraînent l'aggravation de la crise. »

*
**

Devant le silence du Sénat, et malgré la disjonction prononcée, la Commission des finances de la Chambre proposa le 1^{er} juillet 1925 la reprise, sous les n^{os} 9 bis et 9 ter des articles 24 et 24 bis votés le 23 février.

M. Evain demande la disjonction, pour donner satisfaction aux Chambres de Commerce, et pour permettre une étude plus approfondie de la question. Elle avait pourtant eu le temps de mûrir, depuis 1908, et n'était rien

moins qu'improvisée — quoique aient prétendu certains de nos « honorables ».

On découvre des dangers au texte : les patrons, menacés par la taxe, refusent leur cotisation aux écoles privées, Chambres de commerce, etc. Mais c'est précisément pour eux que sont prévues les exonérations, afin de ne pas décourager l'initiative privée.

On craint que le produit de la taxe serve à autre chose qu'à l'apprentissage. A quoi M. Yvon Delbos — devenu Sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique — rétorque que si le principe de l'universalité du budget ne saurait être atteint, le produit de la taxe ira néanmoins au budget de l'apprentissage et de l'enseignement technique.

M. Nicolle propose de remplacer « des exonérations...*peuvent* être accordées... » par : « des exonérations...*doivent* être accordées ». Et le Ministre des finances réplique :

« Comment pourrait-on édicter l'obligation d'accorder des exonérations, alors que ce fait implique naturellement la nécessité de faire une discrimination entre les œuvres qui peuvent demander à en bénéficier... Même en substituant le mot « doivent » au mot « peuvent », les *pouvoirs du gouvernement resteront exactement les mêmes*.

Remplacez le mot « peuvent » par le mot « doivent », vous ne pourrez cependant refuser au Gouvernement le pouvoir d'apprécier si les dispositions sont effectivement remplies, et vous ne pourrez pas l'obliger à accorder des exonérations à des sociétés qui, peut-être, n'auraient organisé que des apparences d'enseignement. »

Finalement, l'article 9 *bis* est adopté.

Quant à l'article 9 *ter* — ancien 24 *bis*, créant le « sou des laboratoires » —, il est disjoint, le Ministre des finances ayant fait valoir la question de principe (unité budgétaire) et l'impossibilité du contrôle parlementaire sur une caisse spéciale. Par contre, « je prends très volontiers, dit-il, l'engagement d'inscrire dans le budget des crédits qui soient suffisants pour faire face aux besoins considérés, sans qu'il soit possible d'établir une relation directe entre la dépense et le produit de la taxe ».

Et M. Yves Le Trocquer de conclure :

« ...nous avons tout à l'heure voté la taxe d'apprentissage à la condition que les recettes en résultant seront appliquées à l'apprentissage. Je demande qu'il soit entendu également que la recette supplémentaire accordée en prévision des recherches scientifiques ait sa contre-partie dans un crédit de même quotité. »

* * *

Une semaine plus tard — le 9 juillet — le rapport de M. Cuminal ayant été déposé dans les derniers jours de juin, le Sénat consent enfin à discuter la question de la taxe d'apprentissage (article 9 bis).

MM. Louis Serre et Louis Tissier demandent la disjonction, en s'appuyant sur les « graves inconvénients » de la taxe, telle que conçue par le Gouvernement. Nous reviendrons, dans un chapitre ultérieur, sur la question des inconvénients présentés par MM. Serre et Tissier.

A la demande de disjonction, M. Billiet répond de ne pas disjoindre le texte transactionnel présenté par la Commission des finances du Sénat, dont la teneur suit :

Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit inscrit au budget de l'Etat contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et d'apprentissage.

Le produit de cette taxe est affecté à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnelles nationales, des cours professionnels ou de toutes autres œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque an-

née dans la loi de finances, en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprises, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe, les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que celles qui, dans l'année, n'auront pas payé en espèces plus de 6.000 francs de salaires.

Des exonérations partielles ou totales seront, en outre, accordées aux assujettis dans les conditions ci-après, en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, par les Comités départementaux de l'enseignement technique. Pour les assujettis exerçant leur industrie dans plusieurs départements, l'exonération sera prononcée par le Comité départemental du siège social. Compteront seuls, pour ces exonérations :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers.

2° Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis.

3° Les salaires payés aux apprentis :

a) pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) pour les heures de présence aux cours professionnels.

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études.

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Les dépenses des œuvres et écoles seront soumises au

contrôle de l'inspection de l'enseignement technique et des comités départementaux.

La taxe est due au 1^{er} janvier pour l'année entière. Elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les états-matrices sont dressés annuellement par le contrôleur d'après les déclarations faites chaque année par les chefs d'entreprises.

Dans le cas où ces déclarations seraient reconnues inexactes, les chefs d'entreprises seront tenus de verser en sus des droits régulièrement dus le double droit sur la partie omise.

Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office et ne pourra bénéficier d'aucune exonération.

Pour l'examen des exonérations, le Comité départemental de l'enseignement technique prendra l'avis des représentants dûment qualifiés qui demanderont à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique qui statue en dernier ressort.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1925.

La Commission des finances du Sénat avait donc singulièrement amélioré le texte de la Chambre, et il eût été fâcheux que la disjonction fût interprétée comme un geste d'hostilité à l'égard du développement de l'apprentissage.

Sans plus s'attarder à la disjonction, définitivement repoussée, le Sénat passa alors au vote du nouveau texte.

Aux attributions de la taxe, on ajouta les « laboratoires scientifiques ». Si M. Delahaye s'éleva contre l'extension de la taxe aux laboratoires, sa voix fut couverte par celle d'autres députés, faisant observer que la science est à la base de l'industrie, qu'on ne saurait distinguer la science pure de la science appliquée, et que c'est par ses laboratoires que l'Allemagne a conquis sa situation prépondérante (travail des métaux, etc.).

Les exonérations *seront* accordées... : le Sénat adopte sans difficulté la rédaction proposée par sa Commission des finances, étant entendu que le pouvoir d'appréciation des Comités départementaux de l'Enseignement technique n'est en rien diminué par cette disposition.

Parmi les innovations proposées dans cette séance du 9 juillet, une seule est digne d'intérêt (31) : l'amendement du Marquis de Dion, ainsi conçu :

Compteront seuls, pour ces exonérations :

...3° Les salaires payés aux apprentis :

a) pendant tout ou partie du temps d'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique.

Une commission mixte nommée par le ministre et spéciale à chaque profession déterminera, pour cette profession, le temps pendant lequel l'exonération sera accordée.

b) pour les heures de présence aux cours professionnels.

M. de Dion, en industriel averti, estime en effet qu'une exonération accordée pendant six mois d'apprentissage (texte du 23 février, amendement Verlot), ou même dix (texte de la Commission des finances du Sénat) peut parfois être insuffisante. Pour que l'exonération soit appréciée par le chef d'entreprise, il faut qu'elle couvre une proportion suffisante du temps d'apprentissage.

Pour éviter les abus, il devient alors nécessaire de créer une commission mixte, spéciale à chaque profession, quelle que soit la complication créée par ce système.

Les deux autres innovations de la séance du 9 juillet sont sans grand intérêt. Nous ne les mentionnons que dans notre souci d'établir un historique complet de la question.

La première est l'amendement Coignet :

(31) En plus du nouveau critérium d'exemption : chefs d'entreprises ne payant pas plus de 6.000 francs de salaires.

ART. 9 ter. — Le taux de la taxe prévue à l'article 9 bis est fixé pour l'année 1925 de la façon suivante :

Pour les professions commerciales, à 0,10 %.

Pour les professions industrielles qui seront classées, en trois catégories :

Pour la 1^{re} catégorie, à 0,20 %.

Pour la 2^e catégorie, à 0,15 %.

Pour la 3^e catégorie, à 0,10 %.

La classification des industries en trois catégories sera faite par un règlement d'administration publique rendu après avis des Chambres de commerce et des Conseils de prud'hommes.

Elle devra tenir compte de la proportion du chiffre des salaires au chiffre d'affaires et de la proportion du nombre d'ouvriers qualifiés au nombre total d'ouvriers, de façon à classer dans les premières catégories les industries qui ont le plus besoin d'apprentis.

L'amendement Coignet est repoussé purement et simplement, le taux ayant fait l'objet de débats suffisants. Cet amendement, pas plus que le suivant, ne devait laisser de traces dans les discussions ultérieures. L'article 9 ter ainsi proposé est remplacé par :

Le taux de la taxe d'apprentissage prévue à l'article 9 bis est fixé à 0,20 % pour l'année 1925 (taux qui fut d'ailleurs invariablement conservé par la suite).

La dernière innovation enfin est la suivante :

ART. 9 quater. — Les Conseils généraux sont autorisés, après avis des Chambres d'agriculture et dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres des finances et de l'agriculture, à organiser l'apprentissage agricole.

Les dépenses de ce service seront couvertes par une taxe à laquelle seront assujettis les exploitants, taxe fixée par le Conseil général dans la limite et dans les conditions déterminées par la loi de finances et dont le produit, rat-

taché au budget départemental, devra être exclusivement affecté à l'apprentissage agricole.

Mais M. Gourju fit judicieusement remarquer que les assemblées départementales n'ont nullement besoin de l'autorisation de Chambres d'agriculture *qui n'existent pas encore* pour encourager, voire assurer, l'apprentissage, puisqu'elles le font déjà, en particulier par des subventions.

Cet amendement est cependant adopté (il fut voué à une prompte disparition), M. Henry Chéron ayant précisé que par ce texte une simple faculté était donnée aux conseils généraux « dont on connaît la sagesse et la pondération », et M. Mauger ayant ajouté que la plupart des pupilles de la Nation abandonnent la terre au profit de l'apprentissage industriel pour lequel ils reçoivent des subventions.

En résumé, le texte sorti de la discussion du Sénat du 9 juillet, était le suivant :

ART. 9 bis. — *Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et d'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.*

Le produit de cette taxe est affecté à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnells nationales, des cours professionnels ou de toutes autres œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle, ainsi qu'au développement et au fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi de finances en prenant pour base le mon-

tant total des appointements, salaires, rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprise, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que celles qui, dans l'année, n'auront pas payé en espèces plus de 6.000 francs de salaires.

Des exonérations partielles ou totales seront, en outre, accordées aux assujettis dans les conditions ci-après, en considération des dispositions prises par eux, en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, soit directement, soit par l'intermédiaire des Chambres syndicales, des Chambres de commerce, ou de toutes autres associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but. Les exonérations seront accordées par les Comités départementaux de l'enseignement technique. Pour les assujettis exerçant leur industrie dans plusieurs départements, l'exonération sera prononcée par le Comité départemental du siège social. Compteront seuls pour ces exonérations :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers.

2° Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis.

3° Les salaires payés aux apprentis :

a) pendant tout ou partie du temps d'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique.

Une commission mixte, nommée par le ministre et spéciale à chaque profession déterminera pour cette profession le temps pendant lequel l'exonération sera accordée.

b) pour les heures de présence aux cours professionnels.

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études.

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Les dépenses des œuvres et écoles seront soumises au contrôle de l'inspection de l'enseignement technique et des comités départementaux.

La taxe est due au 1^{er} janvier pour l'année entière. Elle est établie et recouvrée, les réclamations sont inscrites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les états-matrices sont dressés annuellement par les Comités départementaux de l'enseignement technique, d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprise. Les rôles sont établis par l'administration des contributions directes.

Dans le cas où ces déclarations seraient reconnues inexactes, les chefs d'entreprises seront tenus de verser en sus des droits régulièrement dus, le double droit sur la partie omise.

Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office et ne pourra bénéficier d'aucune exonération.

Pour l'examen des exonérations, le Comité départemental de l'enseignement technique prendra l'avis des représentants dûment qualifiés qui demanderont à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique qui statue en dernier ressort.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1925.

ART. 9 ter. — Le taux de la taxe d'apprentissage prévue à l'article 9 bis est fixé à 0,20 % pour l'année 1925.

ART. 9 quater. — Les Conseils généraux sont autorisés, après avis des chambres d'agriculture et dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres

des finances et de l'agriculture, à organiser l'apprentissage agricole.

Les dépenses de ce service seront couvertes par une taxe à laquelle seront assujettis les exploitants, taxe fixée par le Conseil général, dans la limite et dans les conditions déterminées par la loi de finances et dont le produit, rattaché au budget départemental, devra être exclusivement affecté à l'apprentissage agricole.

* * *

Le texte du Sénat n'avait pas encore acquis sa rédaction définitive. En effet, la Chambre des Députés, le 11 juillet 1925, lui apporte de nouveau certaines modifications.

Au lieu d'exonérer les chefs d'entreprises ne payant pas plus de 6.000 francs de salaires, la Commission propose d'exonérer à nouveau « les chefs d'entreprises occupant moins de six ouvriers ou employés au-dessus de dix-huit ans... » (texte primitif voté par la Chambre le 23 février). La proposition est repoussée, mais le minimum de salaires est élevé à 10.000 francs.

L'amendement de Dion est supprimé, et remplacé par l'ancien texte de la Chambre : « Compteront seuls les salaires payés aux apprentis pendant les six premiers mois de l'apprentissage ».

Les exonérations *pourront* être accordées, et non plus « seront ».

Quant aux deux articles nouveaux du Sénat, l'article 9 *ter* fixant le taux à 0,20 % est adopté, l'article 9 *quater* est disjoint « pour étude plus approfondie », malgré M. Bougère qui souligne que la disjonction aura pour effet de faire perdre un an à l'apprentissage agricole.

Le 12 juillet, nouveau retour au Sénat de l'article 9 *bis*. Cette fois-ci, nous touchons au but, enfin !

Le Sénat se contente de rétablir les *dix* premiers mois de l'apprentissage (au lieu de six) et l'article 9 *quater*.

Finalement, dans la même journée, l'accord se fit sur *dix* mois, et sur la disjonction de l'article 9 *quater*. Le len-

demain, 13 juillet, le Journal Officiel publiait le texte définitif que voici :

LOI DE FINANCES DU 13 JUILLET 1925

ART. 25. — Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.

Le produit de cette taxe est affecté à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnelles nationales, des cours professionnels ou de toutes autres œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle, ainsi qu'au développement et au fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi de finances en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprise, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe, les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que celles qui, dans l'année, n'auront pas payé en espèces plus de 10.000 francs de salaires.

Des exonérations partielles ou totales pourront être, en outre, accordées aux assujettis, dans les conditions ci-

après, en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, soit directement, soit par l'intermédiaire des chambres syndicales, des chambres de commerce ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but. Les exonérations seront accordées par les comités départementaux de l'enseignement technique. Pour les assujettis exerçant leur industrie dans plusieurs départements, l'exonération sera prononcée par le Comité départemental du siège social.

Compteront seuls, pour ces exonérations :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers ;

2° Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis ;

3° Les salaires payés aux apprentis :

a) pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) pour les heures de présence aux cours professionnels.

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études ;

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Les dépenses des œuvres et écoles seront soumises au contrôle de l'inspection de l'enseignement technique et des comités départementaux.

La taxe est due au 1^{er} janvier pour l'année entière. Elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les états-matrices sont dressés annuellement par les comités départementaux de l'enseignement technique d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs

d'entreprises. Les rôles sont établis par l'administration des contributions directes.

Dans le cas où ces déclarations seraient reconnues inexactes, les chefs d'entreprises seront tenus de verser en sus des droits régulièrement dus, le double droit sur la partie omise.

Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office et ne pourra bénéficier d'aucune exonération.

Pour l'examen des exonérations, le comité départemental de l'enseignement technique prendra l'avis des représentants dûment qualifiés qui demanderont à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la commission permanente du Conseil Supérieur de l'enseignement technique qui statue en dernier ressort.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1925.

ART. 26. — *Pour l'année 1925, le taux de la taxe prévue à l'article 25 est fixé à 0,20 %.*

CHAPITRE II

LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET SON EVOLUTION

LEGISLATIVE

Fruit d'une élaboration de quinze années, aboutissement d'une dizaine de discussions parlementaires et d'autant de « rapports », l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 ne devait pas conserver longtemps sa forme inchangée. Malgré le règlement d'administration publique du 9 janvier 1926 — celui-là même que prévoyait le dernier alinéa de l'article 25 — il fut jugé utile, dès le 29 avril, de modifier le texte de la loi. Moins d'un an de fonctionnement de la taxe avait en effet suffi à accuser des lacunes, des imperfections. Peu à peu, par petites retouches successives, le texte primitif se trouva sensiblement modifié et complété, soit par lois y incorporées, soit par décrets.

Tant et si bien qu'au bout de huit années, une refonte du texte s'imposa.

Nous diviserons en deux parties l'exposé de cette dernière période de l'évolution :

Section I : Les modifications législatives et réglementaires de détail.

Section II : La réforme fiscale de 1934.

SECTION I. — Les modifications législatives et réglementaires de détail

Selon l'intitulé de cette première section nous présenterons non seulement les modifications législatives, mais aussi les modifications faites par décrets : en principe, ceux-ci doivent se contenter de fixer les con-

ditions d'application des lois, mais il arrive souvent que, sous prétexte d'interprétation et d'explication, ils modifient l'esprit de la loi. D'où l'intérêt que peut parfois présenter la lecture attentive d'un simple décret d'application.

Le premier en date (1) est celui du 9 janvier 1926, prévu par la loi de 1925.

Le législateur ayant spécifié que la taxe ne serait pas établie dans les conditions ordinaires de la réglementation fiscale (2), il était nécessaire d'expliquer la portée pratique des dispositions légales.

C'est ainsi que le principe reconnu des *exonérations* entraîne des difficultés relatives à sa réalisation. Quand il s'agit d'établir la taxe brute, il n'y a pas de difficulté : l'assujetti fera une déclaration de salaires payés. Le décret d'application spécifiera quelles seront les *formes* de cette déclaration. Mais s'il s'agit d'établir la taxe nette — c'est-à-dire la taxe brute diminuée du montant des exonérations — il est évidemment nécessaire d'instituer un *contrôle* des déclarations tendant à obtenir décharge. Sinon, les assujettis ne manqueraient pas d'alléguer nombre de faits inexistantes à l'appui d'une demande en exonération, donnant lieu à une « évasion fiscale » considérable. Le décret de 1926 confie naturellement ce contrôle aux Comités départementaux de l'enseignement technique. Ces comités — en vertu de la loi du 25 juillet 1919, dite loi Astier — centralisent toutes les questions relatives aux écoles et cours professionnels du département, et possèdent l'expérience des choses de l'enseignement technique. L'administration ne traite d'ailleurs aucune affaire sans inviter les comités à formuler leur avis.

Malheureusement, ces Comités départementaux n'avaient aucun moyen de réunir les indispensables moyens d'appréciation. Le décret du 9 janvier est venu à leur secours en désignant les autorités administratives — inspec-

(1) Fidèle à la méthode employée au précédent chapitre, nous exposons les faits dans leur ordre chronologique. Le lecteur trouvera le texte du décret en appendice.

(2) Art. 25, al. 9 : Les états matrices sont dressés annuellement par les comités départementaux de l'enseignement technique...

tion de l'Enseignement technique et inspection du Travail — chargées de réunir les éléments d'information et de procéder à l'instruction des demandes d'exonération.

Les autres dispositions du décret sont relatives aux cas d'exonération (énumération destinée à guider les contribuables dans leur déclaration), à la preuve des faits allégués (grande latitude est accordée aux intéressés), et au dépôt des déclarations.

Il est dit ce qu'il faut entendre par « apprenti ». Il est créé une *assemblée paritaire* pour conseiller le Comité départemental en matière d'établissement des états matriciels. C'est la première fois que l'on fait appel aux éléments ouvriers, s'agissant de taxe d'apprentissage.

Autre innovation : le Comité doit prendre l'avis des personnes qualifiées qui demandent à être entendues, toujours s'agissant de l'établissement des matrices.

Le décret souligne enfin que les Comités départementaux sont présidés par le préfet, que les frais de premier établissement des cours professionnels n'entrent en ligne de compte pour l'exonération qu'autant qu'ils ont été assumés depuis la promulgation de la loi de 1925 (3), et enfin, que les assujettis ont toute facilité et toutes garanties de recours contre les décisions des comités.

* * *

En dépit d'un grand luxe de détails, le décret de 1926 (comprenant 20 articles, dont quelques-uns très longs) n'avait pas prévu toutes les éventualités.

Aussi, la Chambre des Députés se vit-elle proposer par la Commission des finances (4), le 24 avril de la même année, un texte ainsi rédigé, dû à l'initiative de M. Champetier de Ribes.

« Les assujettis à la taxe d'apprentissage qui n'auront pas fait de déclaration en 1925 seront d'office taxés en 1926

(3) Précision qui est en réalité une *addition* à la loi.

(4) A l'occasion de la discussion de la loi de finances.

pour la taxe due en 1926 au taux double prévu par la loi de finances de 1925 pour les déclarations insuffisantes. »

L'idée qui inspire ce texte est évidente : il faut éviter que les gens de bonne foi, les bons citoyens, paient pour les autres (5). Il suffit, pour appliquer la sanction du double-droit, de l'omission de déclaration (6).

Comme toujours, dès qu'un nouveau texte est présenté, la disjonction en est demandée, ici sous le prétexte, fort plausible, que seront punis des patrons de bonne foi dont la non-déclaration est due à l'ignorance dans laquelle ils se trouvent : sont-ils ou non passibles de la taxe ?

Mais la Chambre repousse la disjonction. Par contre, elle adopte deux amendements, tendant l'un à éviter le non paiement de la taxe par suite d'un établissement bâtif des rôles (7) et l'autre, à avertir les intéressés qu'ils sont soumis à la taxe, afin que leur bonne foi ne soit pas surprise.

Le texte finalement adopté par la Chambre, voté sans discussion par le Sénat le 27 avril, est l'article 7 de la loi de finances du 29 avril 1926 :

Le treizième paragraphe de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié comme suit :

« Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office, après une mise en demeure restée infructueuse, et ne pourra bénéficier d'aucune exonération. En outre, ce chef d'établissement sera soumis à l'imposition du double droit. »

« L'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 est complété comme suit :

(5) Comme la taxe doit avoir un certain rendement minimum, si d'aucuns ne la paient pas, d'autres se verront attribuer avec la plus grande parcimonie les exonérations auxquelles ils auraient normalement droit.

(6) Le décret de 1926 prévoyait bien la taxation d'office en cas de non-déclaration, mais n'édicteait aucune pénalité, pas plus double-imposition que suppression du bénéfice des exonérations.

(7) En effet, si les rôles sont établis sans précaution, et avant le 30 avril, les assujettis qui n'auraient pas fait de déclaration seraient complètement exonérés pour l'année envisagée.

« Les dispositions de l'article 54 de la loi du 31 juillet 1917 sont applicables à la présente taxe » (8).

La loi de 1925, éclairée par le décret du 9 janvier 1926, prévoyait avec minutie le mode d'établissement des états matriciels. Seulement, l'alinéa 9 de la loi et les articles 16 et suivants du décret n'étaient applicables que dans la mesure où étaient connus les chefs d'entreprises assujettis. Il manquait aux Comités départementaux de pouvoir découvrir les entreprises assujetties à la taxe à raison de leur nature ou du montant total des salaires du personnel employé, et dont les chefs gardaient un silence prudent.

Cette lacune ne fut comblée qu'à la fin de l'année 1927, par l'article 8 de la loi de finances du 27 Décembre :

« Le paragraphe 9 de l'art. 25 de la loi de finances du 1^{er} juillet 1925 est modifié comme suit :

« Les états matrices sont dressés annuellement par les Comités départementaux de l'enseignement technique ou les sections de ces comités, d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprise. L'administration des contributions directes est déliée du secret professionnel vis-à-vis de ces organismes qui lui demandent communication des renseignements qu'elle détient pour la recherche des entreprises assujetties à la taxe et pour le contrôle des déclarations. Les rôles sont établis par l'administration des contributions directes. »

Cette modification souleva, il faut le dire, une légère discussion. Il semble, en effet, d'après ce texte, que l'administration des contributions directes soit déliée du secret professionnel envers un certain nombre de particuliers, qui peuvent être des concurrents vis-à-vis des contri-

(8) Article 54 de la loi du 31 juillet 1917 :

« Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'un quelconque des impôts institués par la présente loi peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle l'imposition aurait dû être établie. »

buables visés. En réalité, il s'agit simplement de permettre qu'une administration communique à une autre des renseignements nécessaires en vue de l'imposition de la taxe.

Il n'en reste pas moins que c'est la première fois qu'une loi de finances contient une *disposition expresse* déliant une administration du secret professionnel. Ce fait est d'autant plus curieux qu'en matière d'impôts sur le revenu et de taxe, le secret professionnel est de rigueur (9).

Le Sénat marqua d'ailleurs sa réprobation en disjoignant sans discussion, dans sa séance du 22 décembre, le texte présenté par la Chambre. Mais le surlendemain, le texte fut adopté, sans plus de discussion (« La France attendait son budget », et il fallait aller vite).

A vrai dire, après la disjonction sénatoriale, la Commission des finances présenta à la Chambre une nouvelle rédaction :

« Les états matrices sont dressés annuellement par l'administration des contributions directes, d'après les renseignements qu'elle détient et ceux qui sont fournis par les chefs d'entreprise.

Ces états matrices sont déposés pendant un délai de quinze jours au siège des Comités départementaux ou des

(9) Le texte proposé par la Commission des finances était le suivant :

« Les états matrices sont dressés annuellement par les Comités départementaux de l'enseignement technique ou les sections de ces comités, d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprise.

Le préfet peut requérir l'administration des contributions directes de lui fournir les renseignements nécessaires pour la recherche des entreprises assujetties à la taxe et pour le contrôle des déclarations. Les rôles sont établis par l'Administration des Contributions directes. »

La communication de renseignements entre administrations est régulière. Le texte primitif, plus restrictif que le texte adopté, était une application directe de ce principe. Il a néanmoins paru nécessaire d'étendre la possibilité de communication aux comités départementaux et à leurs sections, au lieu de la réserver aux seuls préfets, présidents de ces commissions.

sections de ces comités, qui pourront, pendant ce délai, formuler, s'il y a lieu, leurs observations.

Les rôles sont établis par l'administration des contributions directes. »

Ce texte fut, à ce moment (10), repoussé par la Chambre, qui invoqua, comme argument, que « les contrôleurs ont suffisamment à faire par ailleurs, ils sont déjà chargés d'asseoir l'impôt général sur le revenu et de contrôler les déclarations ; s'ils perdent leur temps à établir une taxe d'apprentissage qui n'a qu'un intérêt minime pour le Trésor et nécessite un travail considérable, ils ne pourront effectuer leur tâche principale.

D'autre part, ils ne possèdent pas tous les renseignements nécessaires. En effet, cette taxe d'apprentissage n'est pas forcément proportionnelle au montant des salaires payés, puisque vous avez admis des exonérations pour certains industriels qui coopèrent à des œuvres d'apprentissage. Le contrôleur des Contributions directes ne les connaît pas.

Par conséquent, perte de temps préjudiciable au Trésor, parce que le contrôleur qui s'occupera de la taxe d'apprentissage n'exercera pas la fonction pour laquelle il est fait, et difficulté pour lui d'asseoir une taxe dont il ne connaîtra pas certains éléments » (11).

Ces arguments durent certainement impressionner le Sénat, et il est fort possible que celui-ci ait craint qu'une nouvelle disjonction du texte primitif incitât la Chambre à adopter la deuxième proposition de la Commission.

■
**

Le 18 avril 1928, un décret vint modifier, non pas

(10) Nous verrons, en effet, que la loi du 16 avril 1930 confie le soin d'établir les états matriciels à l'administration des contributions directes.

(11) Argumentation de M. le Directeur Général des contributions directes, commissaire du gouvernement, à la Tribune de la Chambre, 2^e séance du 23 décembre 1927.

l'article 25 de la loi de 1925, mais certaines dispositions du décret du 9 janvier 1926 (12).

D'abord, une *modification de forme* : le chapitre II intitulé « Contrôle des déclarations et Examen des demandes de déclaration » ne comprend désormais que les articles 6, 7 et 8, inchangés, de même que le chapitre premier. Il est intitulé « Contrôle des déclarations » et suivi d'un chapitre III, « Examen des demandes d'exonération ».

En second lieu, des *modifications de fond*. Le Comité départemental de l'Enseignement technique doit être *obligatoirement* convoqué en *session extraordinaire* pour l'examen des demandes d'exonération (13).

L'avis de l'assemblée paritaire et de « toute personne qualifiée qui demande à être entendue » doit être sollicité au moment de l'examen des demandes d'exonération, alors qu'il n'était précédemment requis que pour l'établissement des rôles.

Le Comité, composé selon les prescriptions du nouveau décret, peut constituer des sections, dont la composition, le nombre et le fonctionnement sont soigneusement déterminés (14).

En cas de réclamation, le requérant peut demander à surseoir au paiement de la partie contestée de la taxe, — sous réserve de la constitution de garanties.

Enfin, l'article 19 de l'ancien décret (Chapitre des « mesures transitoires ») est abrogé.

L'intérêt de ce décret du 18 avril 1928 réside en ceci qu'il est une *extension* des dispositoins du décret du 9 jan-

(12) Le texte du décret du 18 avril 1928 se trouve en appendice.

(13) En vertu du Décret du 9 janvier 1926, la convocation en session extraordinaire n'était obligatoire que pour l'établissement des matrices.

(14) En particulier, elles doivent être composées pour un tiers de membres ou délégués patronaux. L'Assemblée des présidents des Chambres de Commerce avait, le 5 octobre 1925, émis le vœu que soit respectée cette proportion dans le Comité départemental lui-même. Mais le décret du 9 janvier 1926, par son silence, maintenait la composition des Comités telle que prévue par la loi Astier du 25 juillet 1919.

vier 1926 : le Comité départemental se voit maintenant soumis pour l'examen des demandes d'exonération aux mêmes conditions — mais rendues plus strictes — qu'autrefois pour l'établissement des rôles matriciels. En même temps, sa tâche est simplifiée par la possibilité de constituer des sections.

Cependant, il y a lieu d'y relever une lacune importante. Dans son article 2, le décret du 9 janvier 1926 — article *non modifié* par le décret du 18 avril 1928 — indiquait ce qu'il fallait entendre par *apprenti* (15), celui-ci n'étant pas nécessairement muni d'un contrat d'apprentissage.

Or, une loi du 20 mars 1928 — modifiant le Code du Travail — édicte la nécessité de dresser un contrat écrit d'apprentissage (16). Cette obligation devenait lettre morte, si le patron pouvait déclarer valablement comme apprenti, en vue de bénéficier d'une exonération de la taxe, un jeune ouvrier non muni d'un contrat écrit d'apprentissage. Ou bien les jeunes gens non munis d'un contrat écrit comptent comme apprentis au sens de la loi de 1925, et la loi du 20 mars 1928 est battue en brèche, ou bien un contrat écrit est nécessaire dans tous les cas, et alors, la disposition du décret de 1926 aurait dû être abrogée par le décret de 1928, postérieur d'un mois à la loi sur le contrat d'apprentissage.

Nous pouvons présumer que la loi de 1928 n'a pas été lue par « qui de droit », car il fallut attendre plus d'un an, avant qu'un décret du 25 juin 1929 (17) ne réparât ce fâcheux oubli, et n'imposât la nécessité d'un contrat écrit pour tout apprenti déclaré en vue de l'exonération.

(15) « Les jeunes gens... âgés de moins de dix-huit ans, munis d'un contrat d'apprentissage, et à défaut, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète. »

(16) Ceci pour éviter certains abus, signalés dans notre chapitre I.

(17) Dont le texte se trouve en appendice.

* * *

A y regarder de près, les modifications que nous venons de passer en revue ne sont pas d'un intérêt capital. Il n'en est pas de même d'une disposition à laquelle nous arrivons maintenant : l'article 11 de la loi du 16 avril 1930 (18), ainsi conçu :

« Le § 9 de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié ainsi qu'il suit :

Les états-matrices sont dressés annuellement PAR L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES, d'après les renseignements qui lui sont fournis par les chefs d'entreprises. »

La substitution de l'administration des contributions directes aux Comités départementaux de l'enseignement technique, pour l'établissement des états matriciels, est une véritable révolution dans la conception même de la taxe d'apprentissage. C'est, ni plus ni moins, la suppression de « caractère spécial » volontairement attribué à la taxe par le législateur de 1925. Chose curieuse : alors qu'une modification infime donne parfois lieu à de longs débats, celle-ci fut acceptée sans discussion, à la demande de la Commission des finances (19). La Commission fit remarquer que l'administration des contributions directes possède de plus sûrs moyens d'information que les Comités départementaux — qui avaient recours à elle, depuis la loi du 27 décembre 1927 — un personnel compétent et spécialisé, et qu'il n'est pas douteux, dans ces conditions, que le rendement de la taxe s'accroisse encore. La Chambre avait trouvé des arguments non moins convaincants, pour refuser à l'administration des contributions directes le soin d'asseoir la taxe ! (20)

(18) Il s'agit, bien entendu, d'une loi de finances, comme toujours, dès qu'il s'agit d'un texte relatif à la taxe d'apprentissage.

(19) Celle-ci d'ailleurs tenait sa proposition « en réserve » depuis le 23 décembre 1927. Voyez ce qui a été dit à ce moment dans notre commentaire de l'article 8 de la loi du 27 décembre 1927.

(20) Voyez plus haut l'argumentation de la loi du 27 déc. 1927.

Non contente d'un tel bouleversement, la loi du 16 avril 1930 apporte, par son article 69, un important complément à l'alinéa 4 de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925. Il s'agit de la *base de la taxe*. Voici le texte de l'article 69 :

« *Le quatrième alinéa de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié comme suit : « Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi de finances en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques, payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise, ainsi que des pourboires lorsqu'ils constituent la rémunération du personnel et pour la part correspondant à cette rémunération. »* »

Le chiffre forfaitaire du salaire sera conforme à la déclaration de l'assurance-accidents.

Cette disposition sera applicable à partir du 1^{er} avril 1930. »

Sont donc désormais compris dans la base de la taxe les *pourboires*, à condition qu'ils constituent la rémunération du personnel.

Il y a lieu de remarquer que le texte primitif, présenté par la Commission des finances, portait :

« *...des pourboires perçus directement par le personnel de l'entreprise* ». Ce texte avait été disjoint à deux reprises par le Sénat, le 9 et le 15 avril 1930, malgré la modification apportée par la Chambre le 13 avril : « *...des pourboires lorsqu'ils constituent...* » Le 15 avril, après la 2^e disjonction du Sénat, la Chambre reprend le texte tel qu'elle l'avait modifié, et y ajoute que « *le chiffre forfaitaire du salaire sera conforme à la déclaration de l'assurance-accidents* ». Ainsi complété, le texte est voté par le Sénat, le lendemain 16 avril.

Le 9 mars 1931, une proposition originale est faite devant la Chambre. La voici :

« *Le septième (21) paragraphe de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié comme suit :*

« *Compteront seules, pour ces exonérations, les dépenses énumérées ci-après, à condition qu'elles ne s'appliquent pas à des œuvres ou à des écoles qui, sur avis conforme du Comité départemental, seraient considérées comme faisant double-emploi avec des établissements publics de même nature. »*

Ce texte avait l'intérêt de limiter les cas d'exonération, par conséquent d'augmenter le rendement de la taxe. Il fut disjoint sur la demande de M. Pomaret, sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, pour la raison suivante :

« *Cet article soulève une question très délicate et très complexe, qui touche à l'application d'une législation vieille de six ans, au mécanisme même de la taxe d'apprentissage.*

« *...Cette question mérite étude et attention. J'ai ordonné qu'une enquête fût faite par les six inspecteurs généraux de l'enseignement technique, à travers tout le territoire.*

« *...Je vais mettre le Conseil supérieur de l'enseignement technique, par sa Commission administrative d'abord, par sa Commission permanente ensuite, en mesure d'étudier la question. »*

Cette proposition ne fut jamais reprise par la suite, du moins à notre connaissance. Nous avons cependant tenu à la signaler, comme témoignat d'un esprit moins libéral que celui du législateur de 1925, et apparenté à celui du décret du 18 avril 1928.

* * *

Les lois étudiées précédemment modifiant le texte de 1925, il a paru utile d'élaborer un nouveau décret, qui en tiendrait compte. Ce décret est daté du 8 avril 1931 (22).

(21) Il s'agit en réalité de la fin du 6^e paragraphe.

(22) Son texte se trouve en appendice.

Il apporte plusieurs idées nouvelles, notamment :

L'article 6 prévoit une procédure analogue à la procédure ordinaire en matière de contributions directes. C'est une assimilation de plus (ajoutée à celles que nous avons déjà rencontrées) de la taxe d'apprentissage aux autres taxes d'Etat.

Les inspecteurs ou délégués chargés de vérifier la réalité et l'emploi des dépenses excipées à fin d'exonération doivent être porteurs d'une *lettre de mission officielle* (23).

Le secrétariat administratif du Comité départemental et des sections est assuré dorénavant par les soins du préfet.

De même qu'en matière de contributions directes, les contribuables peuvent se faire délivrer des extraits des rôles. Les déclarations doivent être faites dans les délais prévus à l'article 8 des lois relatives aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu, codifiées par le décret du 15 octobre 1926.

La taxe perd une fois de plus un peu de son caractère de taxe spéciale (24).

Les dispositions des décrets antérieurs sont, enfin, abrogées « en ce qu'elles ont de contraire aux présentes dispositions », cela va sans dire.

*
**

Le 8 février 1934, MM. Robert de Grandmaison et de Polignac, députés, proposèrent un texte relatif aux commissions des voyageurs de commerce. Celles-ci donnent lieu dans la pratique à de sérieuses difficultés, quand il s'agit de déterminer si oui ou non elles doivent entrer en ligne de compte pour l'assiette de la taxe d'apprentissage. Nous verrons plus loin (25) le critérium adopté quant à la

(23) Ceci pour éviter la répétition de certains abus qui s'étaient produits.

(24) Font partie des œuvres complémentaires de l'enseignement technique: l'orientation professionnelle, l'enseignement ménager et les laboratoires de sciences appliquées à l'industrie lorsqu'ils comportent une organisation d'enseignement professionnel.

(25) II^e partie, Chapitre premier.

discrimination des commissions qui doivent ou non être prises en considération. Il serait plus simple qu'un texte vînt supprimer toute équivoque.

Le texte proposé le 8 février 1934. était rédigé en ces termes :

Article unique : L'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 est ainsi complété :

1° Les sommes payées aux représentants et voyageurs exerçant, sous forme de commission globale, leur profession en France, subissent, pour la déclaration de la taxe d'apprentissage, une réduction de 50 % appelée à compenser les frais personnels et de transport de ces agents.

2° Les sommes payées aux représentants et voyageurs, français ou étrangers, qui opèrent exclusivement à l'étranger ou y traitent des affaires, seront exemptes de toute déclaration à la taxe d'apprentissage.

Le texte ne fut même pas examiné par la Commission des finances. La proposition fut reprise le 23 février 1937 et subit le même sort (26).

Nous avons tenu à la mentionner ici pour souligner que la taxe actuelle est encore susceptible de modifications dans le sens d'une amélioration.

* * *

SECTION II. — La réforme fiscale du 20 Juillet 1934 et la forme actuelle de la taxe d'apprentissage

Au milieu de l'année 1934, profitant des pouvoirs à lui accordés, le gouvernement, dans un souci de simplification, de *clarification*, pourrait-on dire, procéda à une vaste réforme fiscale. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, notre situation économique et financière était des plus critiques, et il devenait urgent de tenter un redressement.

(26) En 1937, il était spécifié : « Les sommes payées aux représentants et voyageurs de nationalité française. »

Après la compression des dépenses, il était encore nécessaire d'augmenter les recettes, d'où une multitude de décrets-lois touchant aux questions les plus diverses — même à celle des enfants moralement abandonnés, dont on ne voit pas bien de prime abord le lien avec la prospérité nationale !

Par un décret-loi du 20 juillet 1934, portant réforme fiscale en matière d'impôts cédulaires, de taxes accessoires et d'impôts sur le revenu, étaient remplacées et codifiées par un texte annexé au décret les dispositions contenues, *entre autres*, dans la loi du 13 juillet 1925 (art. 25) modifiée ou complétée par les lois des 29 avril 1926 (art. 7) et 16 avril 1930 (art. 11 et 69).

Dans cette codification nouvelle, la taxe d'apprentissage occupe les articles 34 à 47, formant le chapitre III, que voici :

CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES
(Décrets de codification fiscale, 27 déc. 1934)

CHAPITRE III. — TAXE D'APPRENTISSAGE

SECTION I. — *Entreprises imposables et base de la taxe*

Art. 34. — *Toute personne ou société passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit, inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.*

Le produit de cette taxe est affecté à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnelles nationales, des cours professionnels, ou de toutes œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle, ainsi qu'au

développement et fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Art. 35. — La taxe est établie chaque année sur le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés par le chef d'entreprise au cours de la période dont les résultats sont retenus pour l'assiette de l'Impôt cédulaire de la même année.

La base de la taxe comprend, outre les sommes payées en argent, la valeur des profits et avantages alloués en nature, ainsi que le montant des pourboires dans la mesure où ils constituent la rémunération du personnel. Le montant des salaires-pourboires est forfaitairement fixé au chiffre retenu pour le décompte des primes d'assurance contre les accidents du travail.

N'entrent pas en compte les appointements, salaires et rétributions du personnel des établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. 36. — Sont affranchis de la taxe :

1) Les chefs d'entreprise pour lesquels la base d'imposition déterminée conformément à l'article précédent n'exède pas 10.000 francs ;

2) Les personnes énumérées à l'art. 23 ci-dessus ;

3) Les Sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement (1).

SECTION II. — Etablissement de la taxe

Art. 37. — La taxe est établie au nom de chaque exploitant, pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en

(1) Ce dernier alinéa a été ajouté par le Décret du 30 octob. 1935.

France, au siège de la direction des entreprises ou, à défaut, au lieu du principal établissement.

Art. 38. — *Tout chef d'entreprise imposable est tenu de remettre chaque année au contrôleur des contributions directes dans les délais prévus à l'art. 16 ci-dessus, une déclaration indiquant :*

1) *Les nom, prénoms et, le cas échéant, la raison sociale de son entreprise ; la nature de son industrie, de son commerce ou de sa profession, le siège de la direction de son entreprise ou, à défaut, le lieu de son principal établissement ;*

2) *Le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques alloués, pendant la période imposable, en distinguant :*

- a) les sommes en argent ;*
- b) les rétributions allouées en nature ;*
- c) le montant des salaires-pourboires.*

La déclaration est produite dans la commune du siège de la direction de l'entreprise ou, à défaut, du principal établissement.

Lorsque l'entreprise comprend des établissements séparés (usines, succursales, dépôts, etc), la déclaration mentionne distinctement pour chacun d'eux les indications prévues au 2° alinéa ci-dessus.

Le contrôleur des contributions directes délivre récépissé de la déclaration et, le cas échéant, des pièces qui y sont jointes.

Art. 39. — *Le contrôleur vérifie les déclarations.*

Il entend les intéressés lorsque leur audition lui paraît utile ou lorsqu'ils demandent à fournir des explications orales.

Il peut rectifier les déclarations. Mais il fait alors connaître au contribuable la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs.

Il invite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours.

A défaut de réponse dans ce délai, le contrôleur fixe

la base d'imposition, sous réserve du droit de réclamation de l'intéressé après l'établissement du rôle.

Art. 40. — Pour le calcul de la taxe, toute fraction du montant global des appointements imposables n'excédant pas 1.000 francs est négligée.

Le taux de la taxe est fixé à 0,20 %.

Art. 41. — Le contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration dans les délais prévus à l'art. 16 ci-dessus est imposé d'office et sa cotisation est majorée de 25 %.

Art. 42. — En cas d'inexactitude relevée dans les indications de la déclaration, la taxe est doublée sur la portion des appointements, salaires et rétributions dissimulés, à condition que l'insuffisance constatée soit supérieure au dixième ou qu'elle excède 20.000 francs.

Art. 43. — Dans le cas de cession ou de cessation d'entreprise, ainsi que dans le cas de décès de l'exploitant, les dispositions de l'art. 26 ci-dessus sont applicables à la déclaration des appointements, salaires et rétributions qui n'ont pas encore donné lieu à l'application de la taxe, ainsi qu'à l'établissement et au recouvrement des cotisations correspondantes.

SECTION III. — Exonérations totales ou partielles

Art. 44. — Sur la demande des assujettis, des exonérations partielles ou totales peuvent leur être accordées dans les conditions ci-après, en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, soit directement, soit par l'intermédiaire des chambres syndicales, des chambres de commerce ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but.

Comptent seuls, pour les exonérations :

- 1) Les frais de cours professionnels et techniques de degrés divers ;
- 2) Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'ex-

clusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis ;

3) Les salaires payés aux apprentis :

a) pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) pour les heures de présence aux cours professionnels ;

4) Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études ;

5) Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Les dépenses des œuvres et écoles sont soumises au contrôle de l'inspection et des comités départementaux de l'enseignement technique.

Art. 45. — Les exonérations sont accordées par les comités départementaux de l'enseignement technique. Pour les assujettis exerçant leur industrie dans plusieurs départements, l'exonération est prononcée par le comité départemental du siège social.

Pour l'examen des demandes d'exonération, le comité départemental de l'enseignement technique prend l'avis des représentants dûment qualifiés qui demandent à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique qui statue en dernier ressort.

Art. 46. — En cas de cession ou de cessation d'entreprise, ainsi que dans le cas de décès de l'exploitant, le préfet arrête le montant des exonérations dont il y a lieu de tenir compte pour l'établissement de l'imposition immédiatement exigible. Cette imposition est ultérieurement rectifiée, s'il y a lieu, conformément à la décision du comité départemental, par voie de dégrèvement d'office ou d'imposition supplémentaire.

Art. 47. — Un règlement d'administration publique fixe les conditions d'application des art. 44 à 46 ci-dessus.

Le chapitre III du Code général des impôts directs et taxes assimilées (C.I.D.) appelle les quelques observations qui suivent (27) :

Les profits et avantages alloués en nature sont expressément compris dans le salaire. (Auparavant, il en était ainsi par simple interprétation.)

Les départements recouvrés sont expressément exonérés de la taxe.

La taxe est établie sur le montant des appointements payés « au cours de la période dont les résultats sont retenus pour l'assiette de l'impôt cédulaire de la même année » (on reconnaît ici l'assimilation de la taxe d'apprentissage aux contributions directes).

Il est spécifié que n'entrent pas en ligne de compte les fractions du montant total des salaires imposables n'excédant pas mille francs.

Le taux de la taxe d'apprentissage est incorporé dans le texte (auparavant, il faisait chaque année l'objet d'un article spécial de la loi de finances).

Le contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration dans les délais prévus par l'article 16 du C.I.D. (28) est imposé d'office et voit sa cotisation majorée de 25 %. Cette sanction n'était prévue par aucun texte antérieur ; elle aggrave les dispositions du décret du 8 avril 1931, dont l'article 7 accordait aux contribuables un délai de vingt jours après la mise en demeure prévue par l'article 7 de la loi du 29 avril 1926.

Par contre, le contribuable qui a fait une fausse déclaration n'est pénalisé de la double imposition que si l'insuffisance de déclaration est supérieure au dixième ou excède 20.000 francs.

En cas de cession ou cessation d'entreprise, l'article 46

(27) Le C.I.D. est la codification par décret du 27 décembre 1934 de l'annexe au décret de réforme fiscale du 20 juillet 1934.

(28) Avant le 1^{er} mars en général, et avant le 31 mars, pour les personnes ou sociétés qui, au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition, ont clos leur exercice comptable pendant le mois de décembre.

édicte que « le préfet arrête le montant des exonérations dont il y a lieu de tenir compte pour l'établissement de l'imposition immédiatement exigible ». S'il y a lieu, cette imposition est ensuite rectifiée « par voie de dégrèvement d'office ou d'imposition supplémentaire ». L'article 5 du décret du 9 janvier 1926 prévoyait simplement en pareil cas une déclaration faite au préfet avant le 1^{er} mars.

*
**

La taxe d'apprentissage étant ainsi minutieusement réglementée, il semble que tout texte postérieur dût être inutile. Il n'en est rien, et l'article 47 du C.I.D. prévoit un règlement d'administration publique.

Celui-ci était, en effet, indispensable pour plusieurs raisons.

D'abord, toutes les dispositions qui ont trait à l'assiette se trouvant insérées dans le C.I.D., il n'y avait plus lieu de les comprendre dans le règlement.

Ensuite, le décret du 20 juillet 1934 n'indique pas seulement que les personnes imposables à la taxe d'apprentissage sont celles qui sont passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, il pousse plus loin *l'assimilation entre les deux contributions* en indiquant que la période d'imposition à la taxe sera celle de l'imposition aux bénéfices industriels et commerciaux (art. 6 et 35). Cette période coïncidera soit avec l'exercice social lorsque le bilan de l'entreprise sera clôturé avant le 31 décembre, soit avec l'année civile (1^{er} janvier à 31 décembre).

Dans l'ancienne réglementation, la seule période d'imposition était l'année civile ; il était logique que la période pendant laquelle pouvaient être effectuées les dépenses en vue de l'exonération soit également l'année civile. En présence de la réforme fiscale, il convient de rétablir le *synchronisme* entre la période d'imposition et la période de dépenses en vue de l'exonération.

Il est indispensable, d'autre part, d'envisager la situation en 1935 d'une entreprise dont le régime financier est celui de l'exercice social. Si on suppose que cet exercice commence le 1^{er} avril et finisse le 31 mars, le contribuable

a dû déclarer les « appointements, salaires et rétributions quelconques » versés pendant les mois de janvier, février, mars 1934 ; mais, aux termes du décret du 8 avril 1931 qui n'a pas été abrogé par la réforme fiscale (art. 2), il a dû demander l'exonération pour les dépenses faites du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1934. Le rapport entre l'impôt brut et le volume des dépenses consenties établi par l'ancienne législation est détruit au préjudice de l'assujetti. Celui-ci court le risque d'obtenir, pour 1935, une exonération supérieure à sa taxe d'apprentissage calculée sur les salaires payés pendant trois mois. L'excédent ne lui sera pas remboursé par le Trésor ; en toute justice, il semble qu'il faille prévoir que cet excédent est reportable à l'année 1936 et qu'il viendra en déduction de la cotisation de l'assujetti pour cet exercice.

A côté des modifications du décret du 8 avril 1931 qui résultent de la réforme fiscale, d'autres modifications ont été suggérées par le service de l'Inspection générale des finances et incorporées dans le décret du 1^{er} septembre 1935.

a) L'abus des dépenses faites par les assujettis sous forme de subventions à des organismes de simple répartition ayant été reconnu, il a été nécessaire d'adopter une nouvelle rédaction du 5^e de l'article 2 du décret du 8 avril 1931 (29) afin de mettre en relief la nécessité pour les groupements de toutes sortes, y compris les collectivités publiques, qui prétendent à des subventions au titre de la taxe d'apprentissage, de consacrer, comme le veut la loi (art. 25, § 6), une partie de leurs ressources, c'est-à-dire une partie de leurs ressources propres, à des œuvres d'enseignement technique ou à l'apprentissage. La subvention suppose un principal qu'elle vient compléter et augmenter ;

b) Une lacune dans le contrôle des dépenses qui servent à motiver des demandes d'exonération a été ensuite signalée, les budgets et comptes des cours, écoles, laboratoires ne sont pas suffisamment contrôlés ; la mission de surveillance est, le cas échéant, confiée à un agent de l'ad-

(29) C'est la rédaction du 5^e alinéa de l'art. 2 du 9 janvier 1926.

ministration des contributions directes. (Mais, dans l'application, il a été entendu qu'il ne pourrait être fait appel à l'un de ces agents qu'après avis conforme de la direction générale des contributions directes).

c) Enfin, pour faciliter les vérifications, il y a intérêt à ce que les organismes bénéficiaires de subventions fournissent obligatoirement la liste des souscripteurs avec le montant des versements et la date à laquelle ils ont été effectués.

Le décret du 8 avril 1931 est abrogé (30) (31).

Pour en terminer avec notre première partie, « l'évolution de la taxe d'apprentissage », il nous reste à signaler, d'une part le décret du 30 octobre 1935, qui ajoute un troisième alinéa à l'article 36 du C.I.D. :

« Sont affranchis de la taxe :

3° *Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement* » ;

d'autre part, la fixité du taux de la taxe, maintenu à 0,20 %. Il est amusant de noter que les rédacteurs des lois de finances ont tellement bien pris l'habitude d'insérer chaque année l'article indiquant ce taux, que nous trouvons dans la loi du 31 décembre 1935 un article 7 : « *Le taux de la taxe d'apprentissage créée par l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est fixé pour l'année 1936 à 0,20 %* », alors que l'article 40 du C.I.D. stipule — une fois pour toutes, il nous semble — « *Le taux de la taxe est fixé à 0,20 %* ». Peut-être est-ce une erreur ? Il aurait sans doute mieux valu laisser toute souplesse de principe à la détermination du taux (32).

(30) Le texte du décret du 14 septembre 1935 se trouve en appendice.

(31) Le résumé qui précède est emprunté au rapport fait au Président de la République, lors de la présentation du décret à sa signature.

(32) Cela d'autant plus que déjà à la séance du 13 décembre 1928, un député, M. Jean Laville, avait suggéré d'élever ce taux.

* * *

Arrêtons-nous un instant, et considérons le chemin parcouru par la taxe d'apprentissage, depuis sa toute première conception — années 1908-1912 — jusqu'à sa naissance — 13 juillet 1925 — et jusqu'à sa forme définitive... provisoirement — septembre 1935.

Nous observons une évolution lente mais continue, parfois avec des stations, mais sans jamais aucune rétrogradation.

Des propositions originaires au texte de 1925, il y a eu un acheminement progressif vers une intervention de l'Etat de plus en plus active. Des projets dus aux initiatives particulières — Rouvière, Villemin — nous passons aux projets Verlot, par l'intermédiaire de M. Quentin-Bauchart. Il y a eu en quelque sorte une dégénérescence de l'idée de taxe d'apprentissage : on désirait une contribution libre, volontaire, et l'on a abouti à une « *taxe dirigée* », pour employer une expression moderne !

La prise en main de la taxe par l'Etat n'a pas altéré sa ligne d'évolution : de taxe spéciale — et spécialisée — en 1925, elle est devenue taxe d'Etat tout à fait ordinaire et à la lecture des textes les plus récents, on a bien l'impression d'un aménagement de la taxe le plus rationnel possible, le plus « fiscal » possible, qui ne tient plus guère compte que « pour la forme » de la destination particulière de la taxe, devnue en dix ans une taxe parfaitement assimilée (33).

(33) Nous verrons néanmoins, dans la troisième partie de ce volume, que la taxe d'apprentissage est plus un *impôt* qu'une *taxe*, au sens technique du mot.

DEUXIÈME PARTIE

La taxe d'apprentissage et sa réalisation pratique actuelle

Comme l'indique clairement son titre, cette partie sera réservée à l'étude des dispositions légales concernant l'aménagement et l'application de la taxe d'apprentissage.

Mais si le commentaire de la loi est ici la base de nos développements, il nous paraît indispensable de lui adjoindre des exemples empruntés au domaine de la pratique : nous entendons par là des « espèces » de la jurisprudence relative à l'application de la taxe d'apprentissage, particulièrement les arrêts du Conseil d'Etat. Quant au commentaire proprement dit, il sera complété par les explications du ministre de l'Education Nationale, données en réponse aux questions écrites à lui posées par les membres du Parlement, députés et sénateurs.

Le plan commun à tous les chapitres de cette partie ainsi indiqué, il nous reste à présenter le plan général. Celui-ci comprend six chapitres :

Chapitre Premier. — Les modalités de la taxe : le taux — la perception — l'assiette.

Chapitre II. — Les personnes assujetties.

Chapitre III. — Les exonérations et les exemptions.

Chapitre IV. — Les garanties, le contrôle et les pénalités.

Chapitre V. — Le contentieux et les recours.

Chapitre VI. — L'affectation de la taxe d'apprentissage.

CHAPITRE PREMIER

LES MODALITES D'APPLICATION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Les modalités sont les dispositions relatives à l'assiette, au taux et à la perception de la taxe. La question de l'assiette et de l'établissement des états matriciels nous retiendra plus longtemps que les deux autres. Nous exposerons donc celles-ci en premier lieu, dans deux sections, la première relative à la perception de la taxe, la seconde, à son taux ; la troisième, enfin, sera consacrée à l'étude de l'assiette. Nous aurons ainsi trois sections :

Section I. — La perception de la taxe d'apprentissage.

Section II. — Le taux de la taxe.

Section III. — L'assiette de la taxe.

SECTION I. — La perception de la taxe d'apprentissage

La perception de la taxe ne nous retiendra pas longtemps.

L'alinéa 8 de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 nous apprend que la taxe « est établie et recouvrée... comme en matière de contributions directes ». L'article 38 du C.I.D. précise que tout chef d'entreprise imposable est tenu de remettre chaque année sa déclaration au contrôleur des contributions directes, lequel délivre récépissé de la déclaration et, le cas échéant, des pièces qui y sont jointes (1).

De même qu'en matière de contributions directes, les

(1) Le C.I.D. n'a pas besoin de préciser que les règles applicables sont celles en usage pour les contributions directes, puisqu'il a intégré la taxe d'apprentissage.

rôles sont dressés par le directeur départemental des contributions directes, auquel le préfet délègue son pouvoir d'homologation, pour rendre les rôles exécutoires.

Du côté de l'assujetti, le montant de la taxe est à la fois quérable et portable : quérable en ce sens que le percepteur vient dans la commune, portable en ce sens que le contribuable apporte sa cotisation au bureau établi dans la commune par le percepteur.

En pratique, la taxe d'apprentissage est payée en même temps que les autres impôts, il n'y a aucune spécialisation ; et le contribuable n'a pas à se déranger spécialement pour aller verser sa part de taxe.

Il aurait été possible de confier la perception de la taxe à des organismes qualifiés, et indépendants de l'Etat ; d'autant que la perception d'une taxe, lorsqu'elle n'est pas une absolue nécessité, n'est jamais un fardeau dont l'Etat se soucie. Mais la difficulté était de savoir à qui attribuer le soin de percevoir la taxe. Les Chambres de commerce semblaient tout désignées, mais en 1925, moment de l'établissement de la taxe, sur cent cinquante et une Chambres de commerce, si quelques-unes faisaient beaucoup pour le développement de l'apprentissage, soixante-seize contribuaient pour *zéro* à l'enseignement professionnel ; de telle façon qu'à elle seule, la Chambre de commerce de Paris représentait la moitié de la contribution totale des Chambres de commerce !

Plutôt que d'alourdir les attributions de ces Chambres, il était préférable que l'Etat se chargeât lui-même de la perception.

SECTION II. — Le taux de la taxe d'apprentissage

Il pourrait suffire d'indiquer que ce taux, fixé pour l'année 1925 à 0,20 % des salaires par l'article 26 de la loi du 13 juillet 1925, s'est maintenu invariable dans les années suivantes, et que l'article 40 du Code général des impôts directs et taxes assimilées fixe ce taux définitivement à

0,20 % (2). Il est cependant intéressant de dire quelques mots des considérations qui ont conduit le législateur à adopter ce taux de préférence à un autre.

Nous savons déjà que le projet primitif de la taxe présenté à la Commission des Finances de la Chambre, prévoyait le taux de 0,50 %, taux adopté sans discussion par la Commission des finances.

Mais dès le 3 décembre 1924 (3) — avant même que le projet ne vînt en discussion — M. Champetier de Ribes, député, demandait à la Chambre si, tout en maintenant le principe de la taxe d'apprentissage, elle s'opposerait à une transaction qui pourra *abaisser* le taux, « de façon à permettre l'espoir de vivre à toutes les organisations professionnelles et à toutes les initiatives privées dont vous avez besoin plus que jamais. »

D'où venait, en effet, cette fixation du taux à 0,50 % ? De l'évaluation qui fut faite des salaires, et du rendement minimum qu'il *fallait* obtenir de la taxe pour couvrir les frais d'enseignement technique. S étant le montant total des salaires payés en France (4), et R le rendement nécessaire, le taux T était déterminé par la formule : $T = \frac{100 R}{S}$

(puisque, par définition, $R = \frac{S \times T}{100}$) (5). Le facteur R,

rendement, pouvait être déterminé assez facilement d'après les besoins du Sous-secrétariat de l'enseignement technique. Mais le calcul du facteur S, salaires, était susceptible

(2) Ce qui n'empêche pas la loi de finances du 31 décembre 1935 (art. 7) de stipuler que « le taux de la taxe d'apprentissage créée par l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est fixé pour l'année 1936 à 0,20 des salaires ».

(3) A la discussion générale du projet de budget.

(4) Les salaires *imposables*. C'est-à-dire excluant les salaires payés par les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, écartées de la taxe par l'article 18 du projet du gouvernement.

(5) Formule générale de l'intérêt simple produit en un an par une somme S placée au taux de T francs pour 100 francs.

d'erreurs, à tel point que dans l'évaluation faite en juillet 1924, le montant total des salaires s'élevait à 28 milliards environ, tandis que dans l'évaluation très consciencieuse et documentée de M. le docteur Chauveau (6), le total général s'élevait à 54 milliards environ, soit près du double ; et, par ailleurs, un rapport présenté à la Chambre vers la même époque (7), estimait à 25 milliards environ le montant des salaires *imposables*, compte tenu des déductions et exemptions.

Par conséquent, l'évaluation primitive avait été victime d'une sous-estimation de moitié ; il était alors normal de diviser par deux le taux prévu, puisqu'aussi bien, taux et salaires sont inversement proportionnels. C'est ce qu'avait proposé M. Constant Verlot à la Chambre des Députés, pendant la séance du 23 février 1925.

Mais le Sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, faisant valoir que le rendement prévu serait considérablement diminué du fait des exonérations, proposa d'élever le taux à 0,35 %. « Vous choisirez, dit-il ; avec 0,25, très peu de dérogations, selon toutes probabilités ; avec 0,35, dérogations aussi complètes que possibles. » Il affirmait ensuite, pour bien prouver que ce taux n'était pas exagéré, que la charge qui en résulterait pour le commerce et l'industrie serait d'un peu plus d'un millime par franc de chiffre d'affaires. Nous nous contenterons de rapporter cette affirmation, qu'il ne nous a pas été permis de vérifier (8). Il est possible, d'ailleurs, que dans son zèle à défendre les intérêts de l'Etat, comme cela était son devoir et sa mission, le Sous-secrétaire ait quelque peu diminué la charge imposée par la taxe au commerce et à l'industrie.

(6) Evaluation exposée dans un article de la Revue politique et parlementaire de novembre 1924.

(7) Par M. Grinda.

(8) Par une lettre en date du 5 mai 1938, nous avons en effet demandé à M. de Moro-Giafferi (sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique en février 1925) s'il lui serait possible de nous communiquer certains documents, entre autres ceux qui avaient servi de base au calcul de l'incidence de la taxe sur le chiffre d'affaires. Nous n'avons reçu aucune réponse.

Quoi qu'il en soit, même si le calcul de l'incidence était un peu erroné, l'incidence *vraie*, ne devait pas lui être supérieure, puisque le taux définitivement adopté fut de 0,20 % du montant total des salaires payés par le chef d'entreprise (9).

Une dernière question pourrait se poser relativement au taux de la taxe : qu'arriverait-il si dans une prochaine loi de finances, une disposition spéciale prévoyait que pour l'année à venir (10), le taux serait supérieur à 0,20 % ? Il nous semble bien (11) que toute disposition de ce genre serait entachée d'illégalité. L'article 40 du C.I.D. est formel : « *Le taux de la taxe est fixé à 0,20 %* », alors que l'alinéa 4 de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 prévoyait : « *le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi de finances...* » L'article 40 est catégorique, et si la disposition fixant dans les lois postérieures le taux à 0,20 % est seulement superfétatoire, une disposition le fixant à plus (*ou même à moins*) de 0,20 % serait illégale, à moins de disposition *formelle* contenue dans la loi, et *abrogeant expressément* le dernier alinéa de l'article 40.

SECTION III. — L'assiette de la taxe d'apprentissage

Plus importante que les précédentes est la question de l'assiette et de l'établissement des états matriciels de la taxe d'apprentissage.

Pour plus de clarté, nous diviserons cet exposé en deux sous-sections relatives l'une à l'établissement des matrices, l'autre, à l'assiette même de la taxe, et dans laquelle nous préciserons quels sont les salaires imposables.

(9) Soit une fraction du taux ayant servi de base à l'établissement du millime par franc égale à $\frac{4}{7}$ de ce taux.

(10) Nous entendons : l'année pour laquelle la loi de finances édicterait le nouveau taux.

(11) Réserve faite des réactions des milieux économiques, et toute question de l'opportunité d'une telle mesure mise à part.

I. — *L'établissement des états matriciels*

Il est actuellement soumis au droit commun des contributions directes, depuis l'année 1930. La loi de finances du 16 avril 1930 porte, dans son article 11 : « *Le paragraphe 9 de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié ainsi qu'il suit : Les états matrices sont dressés annuellement par l'administration des contributions directes, d'après les renseignements qui lui sont fournis par les chefs d'entreprises.* » Cette disposition ne se retrouve pas dans le texte du décret-loi du 20 juillet 1934. La raison en est facile à comprendre : du moment que les dispositions relatives à la taxe d'apprentissage étaient *incorporées* dans un Code des contributions directes, il est entendu par là même que la taxe est devenue une « *taxe assimilée* » ; il est donc inutile de spécifier qu'elle est traitée comme telle.

Mais il serait bon de ne pas oublier que telle n'était pas la réglementation primitive de la taxe.

La loi de 1925 édictait, en effet, dans son alinéa 9 : « LES ÉTATS MATRICES SONT DRESSÉS ANNUELLEMENT PAR LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE *d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprises. Les rôles sont établis par l'administration des contributions directes.* »

Nous avons suffisamment insisté sur l'importance doctrinale d'une telle disposition lors de notre exposé de l'évolution législative de la taxe ; aussi jugeons-nous inutile d'y revenir (12).

« Les états-matrices sont dressés *annuellement* », dit la loi. Il semble donc qu'en cas d'erreur ou omission de l'Administration des contributions directes, celle-ci ne puisse plus réclamer leur dû aux contribuables. Il n'en est rien : l'article 7 de la loi du 29 avril 1926 a rendu applicables à la taxe d'apprentissage les dispositions de l'article 54 de la loi

(12) Nous rappelons que le texte qui a servi de transition est l'article 8 de la loi de finances du 27 décembre 1927 (que le lecteur trouvera en appendice).

du 31 juillet 1917, ouvrant à l'Administration le droit de « réparer les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette d'un impôt jusqu'à l'expiration de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle l'imposition aurait dû être établie » (13).

Il en résulte que, même si les assujettis à la taxe ont fait leur déclaration loyalement et en temps utile, ils peuvent être imposés pour une certaine année sur des rôles mis en recouvrement trois, quatre ou même cinq ans plus tard (14).

La question avait été posée par le député Groussau au Ministre de l'Education Nationale en ces termes :

« Des chefs d'entreprise, ayant fait leur déclaration de salaires payés en 1927 et 1928, dans les délais légaux, viennent d'être cotisés à la taxe pour 1928 et 1929 sur des rôles mis en recouvrement le 28 juin 1932 et le 31 décembre 1932. Sur quel texte se fonde l'Administration des contributions directes pour faire échec au *principe de l'annualité*, consacré en cette matière par les articles 25 de la loi du 13 juillet 1925 et l'article 11 de la loi du 16 avril 1935 ? »

Il lui fut ainsi répondu, le 24 mars 1933 :

« L'article 7 de la loi du 29 avril 1926 a rendu applicables à la taxe d'apprentissage les dispositions de l'article 54 de la loi du 31 juillet 1917. *Le droit de répétition ouvert à l'Administration par ces dispositions peut d'ailleurs être exercé même à l'égard des contribuables qui ont produit leur déclaration dans les délais légaux*, compte tenu des dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mars 1932 qui ont ramené le délai de la prescription à trois ans, à compter du 1^{er} juillet 1932.

Les impositions visées dans la question sont donc, en principe, régulières. »

(13) Modifié par l'article 9 de la loi du 31 mars 1932, ramenant le délai à 3 ans.

(14) En réalité, trois ans seulement, depuis la loi du 31 mars 1932 (qui a ramené le délai de la prescription à trois ans, à partir du 1^{er} juillet 1932).

Le principe de l'*annualité* de l'établissement des états-matrices est donc adouci par la possibilité de dresser ces états avec trois ans de retard.

L'article 37 du C.I.D. édicte deux autres principes qui président à l'établissement des états-matriciels : « *La taxe est établie au nom de chaque exploitant, pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en France, au siège de la direction des entreprises ou, à défaut, au lieu du principal établissement.* »

Il en résulte, d'une part, que la taxe ne concerne que les établissements exploités en France (principe de la *territorialité*), et qu'il est établi un seul état matrice par entreprise (principe de l'*unicité*).

Le principe de l'*unicité* ne soulève aucune difficulté en pratique : il est relativement facile de déterminer le principal établissement. Au cas où le domicile réel du chef d'entreprise se trouve dans un autre département que le siège social ou le principal établissement, l'état matriciel sera dressé dans le département du siège social.

Par contre, le principe de la *territorialité* pose l'importante question des *entreprises à succursales multiples*.

Deux cas sont à considérer :

a) *Le siège social est dans un « ancien département » et la succursale, dans un « département recouvré »* ou dans les colonies (15). Ce n'est pas la succursale qui doit la taxe, mais le siège social. On considère, en effet, qu'en définitive, c'est lui qui paie les *salaires imposables* (16) ; il doit donc déclarer, pour le calcul de sa cotisation, « les sommes déboursées par lui à cet effet et dont il a le relevé dans sa

(15) La taxe ne s'applique même pas à l'Algérie, à plus forte raison, dans les autres territoires de l'empire colonial français.

(16) Cette expression est d'usage courant et commode. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'elle est impropre : les salaires *ne sont pas* imposables ; ils servent de base à l'établissement de la taxe, c'est différent.

comptabilité centrale (17). Par conséquent, il y a lieu de tenir compte des salaires payés dans les départements recouvrés, quoique la taxe ne s'applique pas à ces départements.

Au contraire, le Conseil d'Etat estime que (18) « en vertu du principe de la territorialité de l'impôt, une société possédant des établissements ayant une *individualité propre* dans les départements recouvrés, où la taxe d'apprentissage n'a pas été rendue applicable, n'est pas imposable à raison des salaires payés dans lesdits établissements, même si elle a son siège social dans un des anciens départements ».

En dépit des apparences, cette décision n'est pas en contradiction avec la « réponse » précédente : celle-ci envisage le cas où les salaires payés *relèvent de la comptabilité centrale* de la société-mère, tandis que celle-là envisage le cas de « succursales » ayant une *individualité propre*. c'est-à-dire d'établissements qui n'ont pas, en réalité, le caractère juridique de succursale.

b) *Le siège social est dans un département recouvert et la succursale, dans un ancien département.* (C'est le cas inverse du précédent.) Dans ce cas, le Conseil d'Etat estime (19) que les entreprises ainsi constituées sont passibles de la taxe à raison des salaires payés dans les établissements qu'elles possèdent dans les anciens départements, « considérant que... par application du principe de la territorialité de l'impôt, cette taxe doit être établie... dans l'ensemble des départements français, exception faite de ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, auxquels aucune disposition législative ne l'a étendue ».

A vrai dire, l'article 35 du C.I.D. de 1934 prévoit même expressément que « n'entrent pas en compte les appointements, salaires et rétributions du personnel des établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ».

Il y a lieu de se demander quel est le sens attribué ici

(17) Réponse du 15 février 1929 à une question de M. Grinda.

(18) Arrêt du 9 novembre 1932.

(19) Arrêt du 4 février 1932.

par la loi au terme « établissements ». Diverses interprétations nous semblent possibles.

Il se peut que la loi ait voulu désigner ainsi non seulement l'établissement principal, ou le siège social, mais aussi les succursales.

Dans le premier cas, rien n'est changé à la jurisprudence antérieure, qui est seulement affirmée en ce sens qu'il ne subsiste aucun doute quant à la question de savoir si une entreprise principale située dans les départements recouverts doit déclarer les salaires payés dans les anciens départements : une telle entreprise doit déclarer les dits salaires.

Dans le second cas — c'est-à-dire si le mot « entreprise » désigne également une succursale — la jurisprudence antérieure (20) doit être considérée comme « nulle et non avenue », et les salaires payés dans un département recouvert par la succursale d'un établissement ayant son siège social dans un ancien département ne doivent pas être déclarés pour la détermination de l'assiette de la taxe.

Cependant, cette dernière interprétation paraît devoir être rejetée : outre qu'on ne voit pas trop la raison d'une semblable disposition, celle-ci ouvrirait la porte à une évasion fiscale par trop enfantine. Il serait trop facile à une entreprise ayant son siège social dans un ancien département de s'arranger pour avoir des succursales en « Alsace-Lorraine » (21).

Il semble donc bien que l'article 35 ne vienne pas bouleverser la jurisprudence antérieure, et que son seul intérêt est de préciser *formellement* que les départements recouverts sont exclus de la taxe, alors qu'auparavant, il n'en était de même que par simple *interprétation* des travaux préparatoires de la loi de 1925. Il serait, toutefois, préféré-

(20) D'après laquelle les salaires payés par les succursales doivent entrer en ligne de compte pour l'assiette de la taxe.

(21) C'est ainsi, par exemple, que les maisons de couture feraient exécuter leurs modèles par les ouvrières d'une succursale d'Alsace-Lorraine, au lieu d'avoir leurs ateliers à Paris; et de même, pour une multitude d'autres entreprises.

nable, afin d'éviter toute controverse de ce genre, que le texte de l'article 35 du C.I.D. fût remanié, et ainsi rédigé :
« *N'entrent pas en compte les appointements, salaires et rétributions quelconques du personnel des établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, et dont le siège social se trouve dans les dits départements.* »

II. — *Les salaires sur lesquels est assise la taxe*

L'article 35 du C.I.D., qui énumère les salaires entrant en compte pour l'assiette de la taxe, est ainsi rédigé :

« *La taxe est établie chaque année sur le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés par le chef d'entreprise au cours de la période dont les résultats sont retenus pour l'assiette de l'impôt cédulaire de la même année.* »

La base de la taxe comprend, outre les sommes payées en argent, la valeur des profits et avantages alloués en nature, ainsi que le montant des pourboires dans la mesure où ils constituent la rémunération du personnel. Le montant des salaires pourboires est forfaitairement fixé au chiffre retenu pour le décompte des primes d'assurance contre les accidents du travail.

N'entrent pas en compte les appointements, salaires et rétributions du personnel des établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. »

Le dernier alinéa vient d'être étudié, nous n'y reviendrons pas.

Le premier alinéa se comprend de lui-même. Il appelle la seule observation que la période pendant laquelle ont été payés les salaires déclarés est rattachée à la période d'imposition de l'impôt cédulaire.

Ainsi, au cas où la période prise en considération pour l'assiette de l'impôt cédulaire serait comprise entre le 1^{er} juillet et le 30 juin de l'année suivante, les salaires déclarés pour l'établissement de la taxe d'apprentissage seraient ceux versés pendant la même période du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante.

L'intérêt de la concordance de ces deux périodes est une simplification évidente, qui supprime tout décalage éventuel entre les deux périodes d'imposition. La loi du 13 juillet 1925, article 25, alinéa 4 prévoyait que la base de la taxe serait le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés *pendant l'année précédente* par le chef d'entreprise. Ainsi, au moment où l'on fit partir l'année budgétaire et fiscale du 1^{er} avril (au lieu du 1^{er} janvier), il y avait un empiètement d'une période sur l'autre, ce qui compliquait étrangement la détermination de la contribution *globale* due par un contribuable assujetti à la fois à l'impôt cédulaire et à la taxe d'apprentissage. C'est pour éviter le retour éventuel d'un désagrément semblable que le législateur de 1934 édicta la nouvelle disposition contenue dans l'article 35, alinéa premier, du C.I.D.

Remarquons, d'ailleurs, que cette disposition avantage au moins autant le contribuable que l'Administration. Celui-là n'a, de cette façon, pas besoin de tenir plusieurs comptabilités, l'une pour les salaires versés, l'autre pour les bénéfices réalisés, ou le chiffre d'affaires, et partant de dates différentes.

Il nous échoit maintenant d'étudier le deuxième alinéa de l'article 35 du C.I.D. Celui-ci pose plusieurs questions, que nous allons examiner successivement.

En premier lieu, *doivent être déclarés les salaires versés en nature*, c'est-à-dire la nourriture, le logement, parfois le chauffage, le blanchissage, etc. Cette disposition est relativement récente ; elle n'existait pas dans l'article 25 de la loi de 1925, qui tenait uniquement compte des « *appointements, salaires et rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise* », sans spécifier qu'il y avait lieu de tenir compte des avantages en nature. Ces salaires n'étaient déclarés que par *interprétation* de l'expression « *rétributions quelconques* » employée par la loi.

Les réponses du ministre aux questions écrites sont, à cet égard, significatives.

Non seulement les salaires en nature entrent en compte pour asseoir la taxe, mais encore s'ils existent seuls, ils doivent aussi être déclarés ; c'est ainsi que doit être déclarée la seule nourriture (*sans traitement ni salaire*) donnée par un hôtelier à son personnel (bonne, chasseur, concierge, gouvernante, liftier, lingère, femme de chambre et valet de chambre) (22).

Le 17 février 1927, il est répondu dans le même sens à la question de M. Lesaché au sujet des « fournitures » (nourriture et logement).

Le 1^{er} août 1928, le ministre fait savoir à M. Henry-Paté qu'est assujetti à la taxe le patron qui paie 9.000 francs de salaires-espèces et 9.000 francs de salaires-nature ; il ajoute même qu'en ce cas, le préfet a le droit de demander au Comité départemental de l'Enseignement technique (alors chargé de l'établissement des rôles) l'inscription d'office au rôle de la taxe.

Cette interprétation semble d'autant plus hardie que l'alinéa 5 de l'article 25 de la loi de 1925 spécifie *expressément* : « ...ne seront pas soumises à la taxe... les personnes... qui dans l'année n'auront pas payé en espèces plus de 10.000 francs de salaires ». Mais une réponse du 25 mars 1926, à M. Penancier, sénateur, indique bien que « l'argument tiré de l'exception contenue à l'article 25, alinéa 5, ne paraît pas devoir faire fléchir cette interprétation. La question ne s'est jamais posée devant les tribunaux, mais le décret du 8 avril 1931 confirme cette façon de voir, dans l'article 1^{er}, 2^e paragraphe : « *Tout chef d'entreprise... est tenu de remettre... une déclaration indiquant... ; 2^e le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés pendant l'année précédente en distinguant : a) les sommes versées en argent, b) les rétributions allouées en nature...* »

En second lieu, se pose la question des salaires versés aux ouvriers travaillant à domicile.

Des diverses réponses du ministre, il apparaît nettement que le critérium adopté pour déterminer si, oui ou

(22) Réponse du 6 février 1926.

non, il y a lieu de tenir compte de ces salaires, est celui de l'existence d'un *contrat de louage de services*.

« La loi du 13 juillet 1925 ne fait aucune distinction entre les *ouvriers travaillant à domicile* et les ouvriers travaillant dans les locaux de l'employeur. Ils sont *les uns et les autres liés vis-à-vis de l'entreprise par un contrat de louage de services*. Il n'est donc pas douteux que les entrepreneurs de broderies doivent comprendre dans leur déclaration faite au titre de la taxe d'apprentissage les salaires payés par eux aux *ouvrières travaillant à domicile pour leur compte* » (23).

Une réponse du 1^{er} février 1926 — (à M. Grinda) — spécifie qu'il en est de même si les salaires sont versés aux ouvriers et façonniers travaillant à domicile sous forme de pourcentage dans les bénéfices, car cela n'empêche pas que ces ouvriers et façonniers soient liés à l'entreprise par un *contrat de louage de services*.

La même solution doit encore s'appliquer aux « *façonniers qui travaillent chez eux, aux pièces, pour plusieurs maisons, sans être assurés contre les accidents par ceux qui les emploient* — à condition toutefois que la matière première soit fournie par le maître à l'ouvrier à domicile » (24) ; on reconnaît ici le critérium, déjà indiqué, du *contrat de louage de services* : si la matière première était fournie par l'ouvrier lui-même, il y aurait, en effet, non plus *contrat de louage de services*, mais *contrat d'entreprise*. Dans ce dernier cas, l'ouvrier considéré comme entrepreneur indépendant, ne reçoit pas un *salaire* au sens juridique ; et les sommes à lui versées par le chef d'entreprise ne doivent pas entrer dans l'assiette de la taxe due par celui-ci.

De son côté, le Conseil d'Etat spécifie (25) que la taxe ne doit être assise que sur la partie de la rétribution rémunérant *le travail proprement dit*, à l'exception de la part représentant les frais généraux de l'ouvrier et le remboursement des matières premières. Et le rapporteur de l'arrêt

(23) Réponse au sénateur Masot, le 6 juillet 1926.

(24) Réponse du 31 janvier 1928 à M. Grinda.

(25) Arrêt du 4 décembre 1931.

au « Recueil Lebon » ajoute en note, pour le cas, sans doute, où l'on n'aurait pas bien compris le sens de l'arrêt : « La taxe d'apprentissage s'applique à toutes les rémunérations versées à des ouvriers ou employés et correspondant à un travail quelconque, *y compris le travail à domicile*. En ce qui concerne ce dernier, entrent en compte les sommes correspondant à la *rémunération du travail*, à l'exclusion de toute somme représentant le prix des fournitures et des frais généraux. »

En troisième lieu, *quid* des appointements versés aux *administrateurs et gérants de sociétés* ?

Une réponse du 25 mars 1926 à M. Machet, sénateur, et une réponse du même jour à M. Bertrand, député, prévoient toutes deux qu'il y a lieu d'assimiler aux traitements et salaires les jetons de présence et allocations fixes attribués aux *membres des conseils d'administration, administrateurs délégués ou administrateurs gérants* (nous reviendrons tout à l'heure sur la question des gérants) des sociétés anonymes, par voie de prélèvement sur les frais généraux de l'entreprise et *indépendamment de l'existence de tout bénéfice réalisé par la société*. Il en est de même des émoluments des *commissaires aux comptes* et des traitements proportionnels des *directeurs*, qui doivent être retenus en vue de l'assiette de la taxe d'apprentissage.

En ce qui concerne les *associés en nom collectif*, leurs émoluments sont assimilés aux « appointements, salaires et rétributions quelconques » quand ils sont prélevés sur les frais généraux de l'entreprise et *indépendamment de tout bénéfice réalisé par la société* (26).

Le critérium adopté ici est non plus la nature du contrat qui lie la société et ses associés ou administrateurs, mais le *fonds* sur lequel sont prélevés les émoluments de ces divers collaborateurs : quand ils sont prélevés sur les frais généraux de l'entreprise, il y a lieu d'en tenir compte pour l'assiette de la taxe d'apprentissage ; s'ils sont prélevés

(26) Réponses du 28 janvier 1927 et du 10 février 1926, toutes deux à M. Grinda.

sur les bénéfices, il n'y a pas lieu d'en tenir compte. C'est ainsi que « *les participations ou tantièmes* ayant le caractère d'une distribution de bénéfices — et frappés en vertu de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, lequel est avancé par la société mais *supporté par les bénéficiaires* — ne sont pas assujettis à l'impôt sur la taxe d'apprentissage » (27).

On se fonde, pour faire cette distinction entre émoluments payés sur les frais généraux et émoluments payés sur les bénéfices, sur ce que les premiers sont réellement payés par la société elle-même, tandis que les seconds sont en réalité payés par les bénéficiaires, qui reçoivent des dividendes moindres.

Il y a un cas qui pourrait prêter à confusion : celui où l'apport de l'associé consiste en son travail ou ses connaissances, et est rémunéré par un prélèvement sur les bénéfices. N'y a-t-il pas là rémunération d'un travail, qui doit entrer, quoique prélevé sur les bénéfices, dans la base de l'assiette ? La réponse doit être négative : ce salaire apparent est en réalité la rémunération d'un *apport* ; peu importe que cet apport ait la forme de *travail*.

Quant aux *gérants de sociétés*, la question est un peu plus complexe, en ce sens qu'il s'agit de déterminer soigneusement la situation juridique du gérant vis-à-vis de la société. En principe, les appointements des gérants font partie de la base de l'assiette de la taxe d'apprentissage. C'est ce qui a été décidé le 5 février 1932 par le Conseil d'Etat, décision reprise le 17 juin de la même année pour « l'Union des docks ».

« L'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 a une portée absolument générale et les chefs d'entreprise sont passibles de la taxe d'apprentissage à raison des rémunérations de toute nature qu'ils versent à leurs collaborateurs.

Donc, des rétributions proportionnelles aux ventes qu'ils traitent, versée par une société d'alimentation aux gérants de ses succursales, doivent être comprises dans les bases de la taxe. »

Cependant, s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, les appointements des gérants ne doivent être déclarés, pour l'établissement de la contribution à la taxe d'apprentissage, que si les gérants en question possèdent moins que la moitié — ou exactement la moitié — du capital social. Dans ce cas, en effet, on ne peut les considérer comme associés indéfiniment responsables, mais comme employés. De la même façon, les appointements fixes alloués à son ou à ses gérants par : une société en nom collectif, une société en commandite simple, ou une société en commandite par actions ne doivent être déclarés que si les gérants sont de simples employés, et ne doivent pas être déclarés s'ils sont des associés indéfiniment responsables (28).

Nous devons examiner, en quatrième lieu, la condition des commissions versées aux *représentants et voyageurs de commerce*.

En dépit des apparences — multitude de questions posées au ministre et jurisprudence abondante — les principes applicables aux commissions des représentants sont extrêmement nets : d'une part, les termes très généraux de la loi, « appointements, salaires et rétributions *quelconques* », s'appliquent aux *gratifications* accordées au personnel, aux *remises* et *commissions proportionnelles* aux affaires traitées qui constituent la rémunération de certains agents d'une entreprise (29) ; d'autre part, la rémunération correspondant aux frais de déplacements n'entre pas en compte pour la base de l'assiette de la taxe d'apprentissage.

Mais il y a lieu de faire une distinction entre deux groupes de représentants : ceux qui ont une personnalité professionnelle indépendante de celle de l'entreprise dont ils placent les produits, et ceux qui n'ont pas de personnalité professionnelle indépendante. Seules entrent en compte, pour l'assiette de la taxe, les commissions versées aux intermédiaires qui n'ont pas de personnalité professionnelle indépendante. Il s'agit alors de déterminer *qui*

(28) Réponse du 28 mai 1931 au député Brocard.

(29) Réponse du 25 mars 1926.

a ou n'a pas de personnalité professionnelle indépendante. Le critérium adopté est très simple : jouissent d'une personnalité professionnelle indépendante les voyageurs, représentants ou placiers de commerce et d'industrie qui ne sont pas liés à l'entreprise par le contrat prévu à l'article 66 de la loi du 16 avril 1930 (30).

Il serait faux de croire que seuls entrent en compte les salaires des représentants exemptés de la patente : il se peut fort bien qu'un représentant, lié par un contrat envers une certaine entreprise, soit « intermédiaire libre » vis-à-vis d'une autre ; en ce cas, il est soumis à la patente, en même temps que les salaires à lui versés par la première entreprise doivent être déclarés en vue de l'assiette de la taxe due par cette entreprise.

Quand le représentant n'a pas de personnalité professionnelle indépendante de celle de l'entreprise dont il place les produits, ses appointements doivent être déclarés pour l'assiette de la taxe d'apprentissage, *sous quelque forme qu'ils lui soient versés* : appointements fixes, remises proportionnelles, commissions, etc., et ce, même si le représentant est obligé, pour obtenir des commandes, de dépenser une proportion très importante de sa rémunération chez ses clients (31). Seule, la part de la rétribution correspondant aux frais de déplacements est exempte de déclaration pour l'assiette de la taxe ; *à condition toutefois* que le chef d'entreprise verse à ce titre, aux voyageurs et repré-

(30) Loi de finances du 16 avril 1930, article 66 :

L'article 2 de la loi de finances du 30 juin 1923 est modifié comme suit :

Sont inscrits à l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880, parmi les exemptés de la patente, les voyageurs, représentants ou placiers de commerce et d'industrie, qu'ils travaillent pour le compte d'une ou plusieurs maisons, qu'ils soient rémunérés par des remises proportionnelles ou des appointements fixes, à la condition qu'ils ne fassent aucune opération pour leur compte personnel et qu'ils soient liés aux maisons qu'ils représentent par un contrat écrit indiquant la nature des marchandises à vendre, la région dans laquelle ils doivent exercer leur action, le taux des commissions ou remises proportionnelles qui leur sont allouées.

(31) Par exemple, placiers en vins et liqueurs qui visitent la clientèle des hôteliers, restaurateurs et cafetiers.

sentants attachés à sa maison, une *allocation spéciale*, distincte des commissions. Lorsque ces frais sont laissés à la charge de l'intéressé, l'employeur n'est pas admis à en déduire le montant dans le décompte des rétributions qu'il doit déclarer pour l'établissement de la taxe d'apprentissage ; il en est de même si l'employeur alloue uniquement des commissions proportionnelles au montant des affaires traitées, alors même que le taux en est calculé, d'une part de façon à rétribuer l'activité des intéressés, d'autre part, de manière à couvrir les frais de voyages qu'ils engagent pour l'exercice de la profession (32).

Il n'y a pas lieu de distinguer suivant que l'activité des intéressés s'exerce en France ou à l'étranger.

Enfin, en l'absence du contrat visé par l'article 66 de la loi de finances du 16 avril 1930, le représentant est considéré, nonobstant la teneur du certificat qui a pu lui être délivré pour l'obtention de la carte d'identité professionnelle, comme ayant la qualité d'intermédiaire libre vis-à-vis de la maison dont il place les produits. En pareilles circonstances, les courtages, commissions ou remises qui lui sont alloués ne doivent pas être compris dans les bases de la taxe d'apprentissage due par la maison, mais l'intéressé ne remplit pas les conditions exigés par la loi pour bénéficier personnellement de l'exemption de la contribution des patentes (33-34).

(32) Voyez à ce sujet le projet de loi de MM. de Grandmaison et Pagnac, cité dans la première partie de cet ouvrage.

(33) Ces diverses solutions sont celles indiquées par les réponses des 5 février 1926, 25 mars 1926, 15 novembre 1927, 8 mars et 31 octobre 1928, 9 mars et 11 avril 1932, 2 et 19 mai, 30 juin 1933, 18 mai 1934, 26 février 1935, 5 novembre 1936, et par les arrêts du Conseil d'Etat des 20 novembre et 4 décembre 1931, 3 novembre 1933, 2 février et 11 mai 1934, 10 février 1936.

(34) Le critérium de la *personnalité professionnelle indépendante* n'est pas réservé aux représentants. C'est ainsi que le Conseil d'Etat (22 juillet 1935) décide que ne doivent pas entrer en compte les rémunérations allouées par un entrepreneur à des « ramasseurs de lait » qui « dans les circonstances de l'espèce doivent être regardés comme exerçant une activité professionnelle indépendante de celle de l'entreprise en question ».

De même, ne sont pas passibles de la taxe les commissions pour

En cinquième lieu, les pourboires entrent dans la base de la taxe d'apprentissage, « *dans la mesure où ils constituent la rémunération du personnel* » (article 35, alinéa 2, du C.I.D.). Pour déterminer le montant de ces pourboires, on recourt à une évolution forfaitaire : « *le montant des salaires-pourboires est forfaitairement fixé au chiffre retenu pour le décompte des primes d'assurance contre les accidents du travail* ».

En théorie, cette disposition a un grave inconvénient : l'assurance contre les accidents du travail n'est pas rendue obligatoire par la loi ; mais en pratique, personne n'ose se priver d'une semblable assurance.

La jurisprudence antérieure à la loi du 16 avril 1930 — dont l'article 69 prévoit pour la première fois l'assujettissement des pourboires à la déclaration des salaires servant de base à l'assiette de la taxe d'apprentissage — décidait, au contraire, que les pourboires ne devaient pas entrer en compte (arrêt Leballeur, 22 février 1929).

Par contre, le 19 novembre 1937, le ministre de l'Education nationale faisait savoir à M. Laurens, député, que « *le montant des pourboires versés par un industriel à des charretiers ou à des camionneurs livrant des matériaux ne sont pas passibles de la taxe d'apprentissage, étant entendu que ces livreurs ou camionneurs ne font pas partie du personnel occupé par l'industriel en question* ». Cette solution nous paraît évidente : c'est à titre de « particulier » que l'industriel verse ces pourboires, et non à titre d'employeur.

Nous n'avons plus, en dernier lieu, qu'à étudier quelques cas divers où *les salaires sont ou non assujettis à la taxe*. (35).

émission d'actions versées à des *intermédiaires* qui ne dépendent pas de l'entreprise (Conseil d'Etat, 11 mars 1935).

Par contre, quelle que soit l'indépendance dont jouissent les ouvriers quant aux *conditions* de leur travail, leurs salaires sont assujettis à la taxe, quand ils sont personnellement assurés aux ouvriers par l'entrepreneur (Conseil d'Etat, 11 mars 1935).

(35) Nous répétons que malgré sa commodité, cette expression est incorrecte.

Les cachets versés à des artistes par une entreprise commerciale (en particulier par la Société du casino de Vichy) sont assujettis à la taxe, « nonobstant la circonstance qu'aucune partie du produit de la taxe d'apprentissage n'est attribuée aux conservatoires et écoles où les dits artistes sont formés » (36).

Les salaires qu'un commerçant alloue à ses enfants doivent entrer dans le décompte du montant global des salaires à raison duquel est due la taxe d'apprentissage (37).

Par contre, le salaire qu'un commerçant alloue à sa femme ne doit pas être compris dans les bases de la taxe d'apprentissage lorsque, pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, il n'est pas susceptible d'être admis dans les frais généraux (38).

Il arrive que certaines entreprises chargent des *professeurs de facultés* ou des *professeurs de grandes écoles* (polytechnique, centrale, etc.), de certains travaux scientifiques, par exemple du calcul de la résistance de matériaux ou de produits fabriqués (39). Les honoraires qui leur sont versés dans ce cas ne doivent pas entrer en ligne de compte pour l'établissement de la taxe d'apprentissage (40), pas plus que les honoraires d'avocats-conseils, de notaires ou d'avoués (41).

Les salaires doivent-ils enfin être déclarés en tenant compte des retenues opérées pour les assurances sociales ? Le prélèvement fait par le chef d'entreprise sur les salaires, à titre de cotisation pour l'application de la loi sur les assurances sociales, constitue bien une part du salaire payé par le chef d'entreprise, et doit être en conséquence déclaré en vue de la détermination de la taxe d'apprentissage (42).

(36) Conseil d'Etat, 5 janvier 1934.

(37) Réponse du 11 août 1931 à M. Audiffret-Pasquier.

(38) Réponse du 19 mars 1930 à M. Amiard.

(39) Ou simplement, leur demandent des « consultations ».

(40) Réponse du 19 septembre 1931 à M. Minvielle.

(41) Réponse du 25 mars 1926 à M. Bertrand.

(42) Réponse du 4 novembre 1930 à M. Jean Philip.

Un autre argument conduisant à la même solution est qu'aucune disposition légale expresse n'autorise les employeurs à défalquer de la déclaration des salaires la contribution ouvrière aux assurances sociales, alors que cette déduction est *formellement* prévue par la loi (article 64, 2°, du C.I.D.) pour l'assiette de l'impôt sur les traitements et salaires dû par les intéressés.

*
**

En résumé, les salaires qui servent de base à l'établissement des états matriciels de la taxe d'apprentissage sont *tous les salaires* payés par l'entrepreneur, quelle que soit leur forme : salaires en espèces ou en nature, salaires versés sous forme d'allocations fixes ou proportionnelles, salaires versés aux ouvriers travaillant à domicile.

Sont seules exclues de la base de la taxe d'apprentissage les rémunérations versées aux individus qui jouissent d'une personnalité professionnelle indépendante de celle de l'entreprise pour qui ils travaillent, même si à l'égard d'autres entreprises, ils ne jouissent pas d'une personnalité professionnelle distincte.

Doit enfin être déclarée la totalité du salaire versé, sans déduire la part de la contribution ouvrière aux assurances sociales (43).

(43) Et sans tenir compte de toute fraction du montant global des appointements imposables n'excédant pas 1.000 francs (article 40 du C.I.D.).

CHAPITRE II

LES PERSONNES ASSUJETTIES A LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Nous déterminerons dans ce chapitre, d'une part, les personnes qui doivent faire une déclaration spéciale de salaires pour l'établissement des états-matrices, en vue de l'imposition à la taxe d'apprentissage, d'autre part, la forme et le contenu de ces déclarations.

Nous étudierons ces deux questions en sections distinctes.

Section première : la déclaration des salaires.

Section deuxième : les personnes physiques et morales assujetties à la taxe.

SECTION I. — La déclaration des salaires

Tandis que la loi du 13 juillet 1925 laissait à un décret le soin d'indiquer les formes requises pour la déclaration des salaires servant de base à l'assiette de la taxe d'apprentissage, le décret-loi du 20 juillet 1934 contient à cet égard toutes dispositions utiles :

Art. 38. — *Tout chef d'entreprise imposable est tenu de remettre chaque année au contrôleur des contributions directes dans les délais prévus à l'art. 16 ci-dessus, une déclaration indiquant :*

1) *Les nom, prénoms et, le cas échéant, la raison sociale de son entreprise ; la nature de son industrie, de son commerce ou de sa profession, le siège de la direction de son entreprise ou, à défaut, le lieu de son principal établissement ;*

2) *Le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques alloués pendant la période impossible, en distinguant :*

- a) *les sommes en argent ;*
- b) *les rétributions allouées en nature ;*
- c) *le montant des salaires-pourboires.*

La déclaration est produite dans la commune du siège de la direction de l'entreprise ou, à défaut, du principal établissement.

Lorsque l'entreprise comprend des établissements séparés (usines, succursales, dépôts, etc.), la déclaration mentionne distinctement pour chacun d'eux les indications prévues au 2° alinéa ci-dessus.

Le contrôleur des contributions directes délivre récépissé de la déclaration et, le cas échéant, des pièces qui y sont jointes.

Une comparaison du texte de 1934 et du décret du 9 janvier 1926 (1) montre qu'il y a fort peu de différences entre les deux réglementations.

L'article 38 du C.I.D. appelle les quelques rapides observations suivantes :

La déclaration doit être remise au contrôleur des contributions directes. Mais la loi paraît, au premier abord, ne pas spécifier de quel contrôleur il s'agit, celui du domicile réel ou celui du lieu du principal établissement. En réalité, cette pseudo-lacune est comblée un peu plus loin, par le même article : « la déclaration est produite dans la commune du siège de la direction de l'entreprise ou, à défaut, du principal établissement ». La détermination de ce « principal établissement » n'a donné lieu, en pratique, à aucune difficulté, aussi n'insisterons-nous pas.

A la différence du décret du 9 janvier 1926, l'article 38 ne prévoit pas que la déclaration doit être faite en double exemplaire. En principe, il suffit donc d'un exemplaire unique.

(1) Qui se trouve en appendice à la fin du volume.

L'assujetti doit indiquer, dans sa déclaration, s'il y a lieu, la raison sociale de son entreprise et si cette entreprise comprend des établissements séparés ; si oui, il fera pour ces établissements distincts les mêmes déclarations que pour l'entreprise-mère, c'est-à-dire déclaration du lieu de leur situation, et déclaration des salaires payés. Parmi ceux-ci, la loi spécifie *expressément* qu'il faut mentionner *dans des rubriques distinctes* les salaires payés en argent, les rétributions allouées en nature, et le montant des salaires pourboires.

C'est la première fois qu'un texte ayant force de loi édicte en termes exprès que les salaires en nature doivent être déclarés. (Cette précision avait été donnée dans le règlement d'administration publique du 8 avril 1931.) Quant aux pourboires, l'article 69 de la loi du 16 avril 1930 imposait déjà de les inclure dans la déclaration.

Enfin, le contrôleur des contributions directes délivre récépissé de la déclaration et, le cas échéant, *des pièces qui y sont jointes*. Les pièces auxquelles il est ici fait allusion sont les demandes d'exonération partielle ou totale de la taxe (2). Il est curieux que le chapitre III du C. I. D. n'établisse pas la réglementation des demandes d'exonération, alors qu'il règle si soigneusement la déclaration des salaires ; nulle part dans la loi, on ne trouve l'explication des « pièces qui y sont jointes », et il faut attendre le décret du 14 septembre 1935 pour savoir exactement quelles sont ces pièces (3).

Il nous reste encore quelques mots à dire au sujet du *délai* imparti au chef d'entreprise pour faire la déclaration des « appointements, salaires et rétributions quelconques ». La loi de 1925 ne prévoyait aucun délai ; le décret du 9 janvier 1926, par contre, imposait aux chefs d'entreprises de faire leur déclaration avant le 1^{er} mars de chaque année. Le décret-loi de 1934 applique à la déclaration des salaires

(2) Qui seront étudiées dans un prochain chapitre.

(3) Au vrai dire, les décrets antérieurs (1926-1928-1931) étaient, à ce sujet, suffisamment explicites.

« les délais prévus à l'article 16 ci-dessus ». Voici le texte de l'article visé, article 16 du C.I.D. :

Les contribuables dont le chiffre d'affaires dépasse 300.000 fr. ou 400.000 fr. suivant la distinction indiquée à l'article 13 ci-dessus, ainsi que les sociétés assujetties au droit de communication des agents de l'enregistrement sont tenus de remettre au contrôleur des contributions directes, avant le 1^{er} mars de chaque année, une déclaration du montant de leur bénéfice net de l'année ou de l'exercice précédent.

Le délai fixé à l'alinéa ci-dessus est étendu jusqu'au 31 mars pour les personnes ou sociétés qui, au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition, ont clos leur exercice comptable pendant le mois de décembre.

Si l'entreprise a été déficitaire, la déclaration du montant du déficit est produite dans les mêmes délais.

En d'autres termes, la déclaration doit être faite avant le 1^{er} mars de chaque année, sauf si l'assujetti a clos son exercice comptable au mois de décembre ; dans ce cas, le délai est prolongé d'un mois, jusqu'au 31 mars.

SECTION II — Les personnes physiques et morales assujetties à la taxe d'apprentissage

Est assujettie à la taxe d'apprentissage, nous dit l'article 34 du C.I.D., toute personne ou société *passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* ».

Le principe est clair, d'autant plus que dans ses premiers articles, le Code des Impôts directs et taxes assimilés (4) prend bien soin de spécifier les personnes et sociétés imposables à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux. Ces personnes sont toutes celles qui exercent une profession industrielle ou commerciale, ou celles qui, sans *exercer* à proprement parler une *profession commerciale*, se livrent *habituellement* à des actes de commerce ; ce sont

(4) Celui-là même que nous désignons sous l'appellation de C.I.D.

aussi les concessionnaires de services publics, les personnes se livrant à l'exploitation minière (5), et enfin, certaines sociétés énumérées limitativement par l'article 3, que voici :

Art. 3. — Les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée sont soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, quel que soit leur objet.

Sont également passibles du dit impôt :

1) *Les sociétés coopératives de consommation, lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises.*

2) *Les sociétés coopératives et unions de coopératives d'artisans.*

3) *Les sociétés coopératives ouvrières de production.*

4) *Les personnes et sociétés se livrant à des opérations d'intermédiaires pour l'achat ou la vente des immeubles ou des fonds de commerce ou qui, habituellement, achètent en leur nom les mêmes biens en vue de les revendre.*

5) *Les personnes et sociétés qui procèdent au lotissement et à la vente, après exécution de travaux d'aménagement et de viabilité, de terrains leur appartenant.*

6) *Les personnes et sociétés qui donnent en location un établissement commercial ou industriel muni du mobilier ou de matériel nécessaire à son exploitation, que la location comprenne, ou non, tout ou partie des éléments incorporels du fonds de commerce ou d'industrie.*

Le texte de l'article 34 est donc d'une application excessivement simple : sont automatiquement imposables à la taxe d'apprentissage les assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, — et rien que ceux-là, semble-t-il (6). L'article 34, par son éclatante netteté est, en cela, bien supérieur à l'alinéa 1^{er} de l'article 25 de la loi de 1925; d'après lequel était assujettie à la taxe toute personne exerçant une profession industrielle ou commer-

(5) Innovation du décret loi du 20 juillet 1934, incorporé dans le C.I.D.

(6) Nous expliquerons tout à l'heure la raison de cette restriction.

ciale (7) : il pouvait parfois être délicat de déterminer une telle profession, lorsque, par exemple, il s'agissait d'une profession non soumise à l'impôt cédulaire et pourtant industrielle ou commerciale. L'article 34 supprime toute difficulté d'interprétation de ce genre.

Cependant, le 11 février 1935, c'est-à-dire postérieurement au décret-loi de juillet 1934 codifié en décembre 1934, le Conseil d'Etat arrêta qu'une société coopérative de sélection et de vente de semences de l'Anjou (Société des grands moulins d'Angers) était soumise à la taxe d'apprentissage, non pas comme imposée à la cédula des bénéfices industriels et commerciaux, mais comme *exerçant une profession commerciale*. C'est donc, six mois après l'avènement de la législation nouvelle, l'application du critère ancien (8).

Le 6 juillet 1936, un autre arrêt du Conseil d'Etat adopte, une fois de plus, le critère de la *profession industrielle*. Il s'agissait d'une coopérative de distillation, assujettie à la taxe par un considérant plutôt inattendu :

« ...ces opérations constituent des opérations industrielles, de nature à entraîner l'assujettissement de la société, *nonobstant son caractère coopératif*, à la taxe d'apprentissage ». Or, l'article 3 du C.I.D. prévoit expressément que *certaines* sociétés coopératives (9) sont soumises à l'impôt cédulaire et, par voie de conséquence, à la taxe d'apprentissage. Le Conseil d'Etat aurait-il ignoré jusqu'en 1936 l'existence de la réforme fiscale de 1934 ? Une réponse

(7) Ainsi que les concessionnaires de services publics et les exploitants de mines (alors pas soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux). Mais le critérium de la soumission à l'impôt cédulaire était implicitement adopté par la loi de 1925, dont l'alinéa 5 exonérait de plein droit de la taxe les personnes non soumises à l'impôt cédulaire.

(8) Encore qu'ici le Conseil d'Etat ait dû appliquer l'ancienne législation, il n'en est pas de même dans l'arrêt suivant.

(9) En réalité, toutes les coopératives, sauf les coopératives de consommation qui ne possèdent aucun « établissement, boutique ou magasin pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises », ainsi que les coopératives agricoles.

affirmative est inadmissible. Il est plus logique d'interpréter les deux arrêts comme prouvant la volonté délibérée du Conseil d'Etat de s'attacher au critérium de la *profession*, de préférence à celui de l'*assujettissement à l'impôt cédulaire* sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Corroborant cette interprétation, nous pouvons signaler ici une réponse du Ministre de l'Education Nationale adressée le 29 août 1936 à M. Alphonse Dupont, député, et d'après laquelle est assujettie à la taxe d'apprentissage une congrégation religieuse régulièrement autorisée comme hospitalière, exploitant à titre onéreux un asile d'aliénés, avec le concours d'un personnel laïque rétribué. La réponse ne le précise pas, mais le fondement de l'assujettissement à la taxe doit, comme précédemment, être trouvé dans l'*exercice d'une profession commerciale* (10).

Malgré les apparences, le décret-loi de 1934 n'a donc rien changé, sur ce point, à la législation et à la jurisprudence antérieures, et le critérium adopté pour déterminer les personnes assujetties à la taxe continue à être l'exercice d'une profession industrielle et commerciale (11).

Il s'est élevé, dans la pratique, quelques difficultés relatives à l'assujettissement à la taxe ; les voici : il s'agit particulièrement de sociétés, de coopératives et de banques.

En ce qui concerne les *sociétés*, les *sociétés anonymes* étant commerciales quel que soit leur but (loi du 1^{er} août 1893) sont assujetties à la taxe d'apprentissage (12). Est

(10) Bien entendu, ce critérium est employé concurremment avec celui du décret de 1934, et non à l'exclusion de celui-ci. C'est ainsi que le 6 août 1935, le ministre fit savoir à M. Denais que la taxe est due par les *Sociétés immobilières* quand, étant constituées sous la forme de Sociétés par actions ou à responsabilité limitée, elles sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux en vertu de l'article 3, 1^{er} alinéa, du C.I.D.

(11) Cette conclusion explique pourquoi nous avons dit plus haut qu'il semblait que seuls les assujettis à l'impôt cédulaire étaient assujettis à la taxe d'apprentissage.

(12) Elles doivent donc, en particulier, déclarer les salaires par elles payés à leurs *ouvriers agricoles*.

même assujettie à la taxe une société anonyme qui borne exclusivement son activité à l'*exploitation de domaines ruraux* et d'immeubles de rapport, quoique non assujettie pour cela à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; il en est encore de même d'une société immobilière *anonyme par actions*, qui se contente d'agir en propriétaire foncier et se borne à donner en location les immeubles dont elle est propriétaire.

Les *sociétés coopératives* indiquées à l'article 3 du C.I.D. sont seules assujetties à la taxe. La jurisprudence antérieure à 1934 n'a donc plus d'intérêt en ce qui concerne de telles sociétés ; remarquons toutefois que cette jurisprudence était en parfait accord avec le texte de 1934 : les coopératives agricoles étaient exonérées de la taxe comme n'exerçant pas une profession commerciale (13) (et elles ne figurent pas dans l'énumération de l'article 3), tandis que des coopératives de production (qui figurent à l'article 3) y étaient soumises (14), comme exerçant une profession commerciale.

Les *banques* sont soumises à la taxe d'apprentissage comme étant soumises à l'impôt cédulaire. La solution admise avant 1934 était la même, mais pour le motif « qu'elles ne rentrent pas dans les catégories spécialement exemptées de la taxe par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925, en particulier, l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 » (15).

En résumé, sont assujetties à la taxe d'apprentissage toutes les personnes assujetties à l'impôt cédulaire sur le revenu des professions industrielles et commerciale ainsi que toutes celles qui, même non soumises à l'impôt cédulaire, exercent néanmoins une profession industrielle ou commerciale — *sauf celles exonérées de plein droit* par l'article 36 du C.I.D., qui sera étudié dans le chapitre suivant.

(13) Conseil d'Etat, 5 décembre 1930, 5 février 1932, 7 avril 1933.

(14) Conseil d'Etat, 29 janvier 1932.

(15) Conseil d'Etat, 3 février 1933.

Une question encore est à envisager : *qui* devra la taxe d'apprentissage en cas de cession ou cessation d'entreprise, et en cas de décès du chef d'entreprise ?

La loi de 1925 est complètement muette à cet égard. Seul, le décret du 9 janvier 1926 prévoit dans son article 5 que « *tout assujetti qui cesse d'être soumis à la taxe, comme se trouvant dans un des cas d'exception prévus par le paragraphe 5 de l'article 25 de la loi, doit en faire la déclaration au préfet avant le 1^{er} mars de chaque année* ». Cet article pouvait, à la grande rigueur, être interprété extensivement, et appliqué au cas où l'assujetti cesserait d'être soumis à la taxe comme cédant ou cessant son entreprise. Encore l'assujetti ne savait-il pas alors ce qui l'attendait ! Deux réponses du Ministre de l'Education Nationale nous renseignent à ce sujet.

Le 18 juin 1929, il est répondu à M. Jean Philip, sénateur, que « toute personne assujettie à la taxe, ayant cessé d'exercer la profession d'industriel ou de commerçant au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, ne peut être astreinte à effectuer la déclaration de salaires prescrite par la loi et ne saurait être imposée à la taxe d'apprentissage », solution évidente, aucun salaire n'ayant plus été payé dans l'année de l'imposition.

Dans le cas plus général où l'entreprise est cédée ou a cessé *au cours de l'année de l'imposition*, il est répondu à M. Baudouin-Bugnet le 23 février 1931 qu' « un industriel qui cède ou qui cesse son entreprise en cours d'année n'est pas susceptible d'être assujetti à la taxe d'apprentissage à raison des appointements payés par lui pendant la période écoulée du 1^{er} janvier jusqu'au jour de la cession ou de la cessation ; le cessionnaire ne peut d'ailleurs être imposé, au titre de l'année suivante, que d'après le montant des appointements payés par lui, à compter du jour où il a personnellement exploité l'entreprise ». En cas d'exploitation commencée en cours d'année, le Conseil d'Etat adopte la deuxième partie de la réponse ci-dessus (et exonère de la taxe l'entrepreneur qui, ayant commencé son entreprise le

6 décembre, a payé moins de dix mille francs de salaires du 6 au 31 décembre (16).

Mais en cas de cession — ou cessation — il paraît choquant que le cédant ne paie pas la taxe sur les salaires payés au cours de la période pendant laquelle il exploitait encore son entreprise.

Le décret-loi du 20 juillet 1934 met fin à cette situation anormale, par son article 43 : « dans le cas de cession ou de cessation d'entreprise, ainsi que dans le cas de décès de l'exploitant, les dispositions de l'article 26 ci-dessus sont applicables à la déclaration des appointements, salaires et rétributions qui n'ont pas encore donné lieu à l'application de la taxe, ainsi qu'à l'établissement et au recouvrement des cotisations correspondantes ».

L'article 26 auquel il est fait allusion est le suivant :

Art. 26. — Dans le cas de cession ou de cessation, en totalité ou en partie, d'une entreprise, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû en raison des bénéfices qui n'ont pas encore été taxés est immédiatement établi.

Pour les contribuables soumis au régime du forfait, le bénéfice imposable est le montant du bénéfice forfaitaire réduit au prorata du temps écoulé du 1^{er} janvier jusqu'au jour où la cession ou la cessation est devenue effective, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

Les redevables de cette catégorie doivent, dans un délai de dix jours déterminé comme il est indiqué ci-après, aviser le contrôleur de la cession ou de la cessation et lui faire connaître la date à laquelle elle a été ou sera effective, ainsi que, s'il y a lieu, les nom, prénoms et adresse du cessionnaire.

Les contribuables non assujettis au forfait sont tenus de faire parvenir au contrôleur, dans le même délai, outre les renseignements ci-dessus, la déclaration de leur bénéfice réel accompagnée d'un résumé de leur compte de profits et pertes. Le délai de dix jours dont il est question commence à courir :

Lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'un fonds

de commerce, du jour où la vente ou la cession a été publiée dans un journal d'annonces légales, conformément aux prescriptions de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi du 17 mars 1909, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 31 juillet 1913 ;

Lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'autres entreprises, du jour où l'acquéreur ou le cessionnaire a pris effectivement la direction des exploitations ;

Lorsqu'il s'agit de la cessation d'entreprises, du jour de la fermeture définitive des établissements.

Si les contribuables ne produisent pas les renseignements visés aux alinéas 3 et 4 du présent article, ou si, invités à fournir à l'appui de la déclaration de leur bénéfice réel les justifications nécessaires, ils s'abstiennent de les donner dans les dix jours qui suivent la réception de l'avis qui leur est adressé à cet effet les bases d'imposition sont arrêtées d'office et il est fait application de la majoration de droits prévue à l'article 24.

En cas d'inexactitude dans les renseignements fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel, les intéressés sont passibles de la majoration de droits prévue par l'article 25.

Les cotes établies dans les conditions prévues par le présent article sont immédiatement exigibles pour la totalité.

En cas de cession, qu'elle ait lieu à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'il s'agisse d'une vente forcée ou volontaire, le cessionnaire peut être rendu responsable solidairement avec le cédant, du paiement des impôts afférents aux bénéfices réalisés par ce dernier pendant l'année ou l'exercice de la cession jusqu'au jour de celle-ci, ainsi qu'aux bénéfices de l'année ou de l'exercice précédent lorsque, la cession étant intervenue pendant le délai normal de déclaration, ces bénéfices n'ont pas été déclarés par le cédant avant la date de la cession.

Toutefois, le cessionnaire n'est responsable que jusqu'à concurrence du prix du fonds de commerce, si la cession a été faite à titre onéreux, ou de la valeur retenue pour la liquidation du droit de mutation entre vifs si elle a eu lieu à titre gratuit, et il ne peut être mis en cause que pendant

un délai de trois mois, qui commence à courir du jour de la déclaration prévue par les alinéas 3 et 4 du présent article, si elle est faite dans le délai imparti par les dits alinéas, ou du dernier jour de ce délai, à défaut de déclaration.

Les dispositions du présent article sont applicables dans le cas de décès de l'exploitant. Dans ce cas, les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt sont produits par les ayants-droit du défunt dans les six mois de la date du décès.

En cas de cession ou de cessation d'entreprise, ou de décès de l'exploitant, la taxe d'apprentissage est donc immédiatement établie, à raison des salaires payés du 1^{er} janvier au jour de la cession — ou cessation ; la déclaration de cession — ou cessation — doit être faite dans un délai de dix jours (17) (déterminé par l'article 26), sous peine de sanctions (majoration de la taxe ou application du double droit). Les cotes ainsi établies sont *immédiatement exigibles* pour la totalité.

Cette réglementation nous paraît beaucoup plus logique que l'exonération de la taxe.

*
* *

Nous avons ainsi examiné quelles sont les personnes assujetties à la taxe d'apprentissage. Il nous faut voir maintenant quelles sont les personnes exemptées et exonérées de la taxe.

(17) En cas de décès, la déclaration à faire par les ayants droit peut l'être dans un délai de six mois, à compter du jour du décès.

CHAPITRE III

LES EXONERATIONS ET LES EXEMPTIONS DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Le titre de ce chapitre surprendra peut-être, au premier abord : « exonération » et « exemption », n'est-ce pas la même chose ? Oui, dans le langage courant ; mais, ici, les deux termes désignent deux choses différentes : l'exemption est l'affranchissement de plein droit de la taxe, et s'oppose à l'*assujettissement*, tandis que l'exonération est l'affranchissement qui résulte d'une situation particulière existant au profit d'un assujetti.

Les exemptions sont prévues par la loi dans les termes : « ne sont pas assujetties les personnes qui... » ; les exonérations, par contre, sont prévues en terme propre.

Les personnes exemptées sont, en réalité, tout à fait *étrangères* à la taxe d'apprentissage ; les personnes exonérées sont des *assujettis* qui paieront moins que leur redevance normale, ou même, qui ne paieront aucune redevance.

Ces indispensables explications données, nous passerons immédiatement à l'étude des exonérations et des exemptions prévues par la loi, étude qui sera divisée en deux sections :

Section I. — Les exemptions.

Section II. — Les exonérations.

SECTION I. — Les personnes et les entreprises exemptées de la taxe d'apprentissage

« Sont *affranchis* de la taxe, nous dit l'article 36 du C.I.D. : 1) *les chefs d'entreprise pour lesquels la base d'im-*

position déterminée conformément à l'article précédent n'excède pas 10.000 francs.

2) les personnes énumérées à l'article 23 ci-dessus.

3) les sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement ».

Le dernier paragraphe, exemptant de la taxe les sociétés ayant pour objet l'enseignement, n'a été ajouté que par un décret-loi en date du 30 octobre 1935. Nous l'avons néanmoins fait figurer dans le texte même de la loi, comme le veut le décret :

« L'article 36 du Code général des impôts directs est complété ainsi qu'il suit : 3° les sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement. »

Cette disposition est tout à fait naturelle : l'assujettissement à une taxe dont le produit est spécialement affecté au développement de la préparation professionnelle des jeunes gens est difficilement compatible avec l'objet même d'organismes qui consacrent toute leur activité à l'enseignement de la jeunesse. Mais pourquoi aucun texte antérieur ne prévoyait-il cette exemption ? La réponse est simple : avant la réforme fiscale de 1934, de telles sociétés, *quelle que fût leur forme*, étaient passibles de l'impôt sur les bénéfices des *professions non commerciales* ; par conséquent, elles n'étaient pas soumises à la taxe d'apprentissage ; or l'article 3 cité plus haut soumet à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux *toutes* les sociétés par actions et sociétés à responsabilité limitée, *quel que soit leur objet*, donc y compris les sociétés ayant pour objet l'enseignement. Il était donc nécessaire, si on ne voulait pas qu'elles fussent soumises à la taxe à raison de leur *forme*, de les exempter expressément (1).

(1) Mais la loi n'ayant pas d'effet rétroactif, les sociétés dont s'agit sont soumises à la taxe pour l'année 1935, à raison des salaires payés en 1934, dès lors qu'aucune exemption n'était prévue en leur faveur par la législation en vigueur au 1^{er} janvier 1935.

(Réponse ministérielle du 24 avril 1936 à M. Schumann.)

Le deuxième groupe de personnes non soumises à la taxe sont celles énumérées à l'article 23 :

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires, et en tenant compte des réductions pour chargés de famille que comporte cette cédule :

1) Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autres concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de dix-huit ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du Livre I^{er} du Code du Travail.

Tout ouvrier qui, pensionné en vertu de la loi du 31 mars 1919 ou en vertu de la loi du 9 avril 1898, a été obligé de changer de profession en raison de l'incapacité de travail résultant de la guerre ou d'un accident, peut, quelque soit son âge, être employé comme apprenti pendant une année, sans que cet emploi entraîne contre l'employeur la déchéance du bénéfice du présent article.

Le nombre des compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon, exécutant séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, reçoit du chef d'atelier une quote-part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixée conformément aux usages locaux de la corporation.

2) Les artisans travaillant chez eux ou au dehors qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autres concours que celui des personnes énumérées au § 1^{er}.

3) La veuve de l'ouvrier et celle de l'artisan travaillant dans les conditions prévues aux § 1^{er} et 2 ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession précédemment exercée par son mari.

Les dispositions des § 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus s'appliquent dans tous les cas prévus, sans qu'il y ait à distinguer suivant que le façonnier ou l'artisan travaille à titre individuel, en société en nom collectif ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé ;

4) Les personnes qui vendent elles-mêmes et pour leur compte, en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés, des marchandises de faible valeur ou de menus comestibles, à la condition que ces personnes soient munies d'autorisations administratives et que les marchandises destinées à la vente soient transportées autrement que par véhicule automobile ou que par voiture attelée ;

5) Les mariniers propriétaires d'un seul bateau qu'ils conduisent et gèrent eux-mêmes, à la condition que le bateau ne soit pas automoteur ;

6) Les chauffeurs et cochers propriétaires d'une ou deux voitures qu'ils conduisent et gèrent eux-mêmes, à la condition que les deux voitures ne soient pas mises simultanément en service, qu'elles ne comportent pas plus de quatre places et que les prix de transport soient conformes à un tarif réglementaire ;

7) Les pêcheurs se livrant personnellement à la pêche des poissons, crustacés, coquillages et autres produits de la mer ou d'eau douce, ainsi que les veuves de ces pêcheurs lorsqu'elles continuent à exploiter le bateau dont se servait leur mari ;

8) Les cultivateurs effectuant accessoirement des transports pour autrui, au moyen des attelages qu'ils entretiennent pour les besoins de leur exploitation agricole ;

9) Les ramasseurs de lait qui, n'effectuant pas d'autres opérations de transport pour autrui, se bornent à recueillir le lait dans les fermes pour le compte d'industriels, de commerçants ou de coopératives, s'ils n'emploient que les concours prévus au § 1^{er} ci-dessus et s'ils n'utilisent qu'une voiture automobile ou deux voitures attelées, la deuxième voiture ne devant, dans ce cas, que servir acces-

soirement et pour amener à la première le lait d'une partie de la tournée pendant la période de forte production.

La présente disposition est applicable, suivant les mêmes distinctions, à ceux qui effectuent le ramassage du lait au moyen d'un bateau mû mécaniquement ou de deux bateaux mûs à bras ou à voiles ;

10) Les inscrits maritimes exerçant la profession de batelier et propriétaires d'une ou de deux embarcations qu'ils conduisent et gèrent eux-mêmes, à condition que les deux embarcations ne soient pas mises simultanément en service, qu'elles ne mesurent pas plus de huit mètres à la flottaison et que les prix de transport soient conformes à un tarif établi par l'autorité municipale.

Si l'on examine attentivement le texte de l'article 23, on voit qu'il s'agit, en réalité, de petits entrepreneurs n'employant pas d'ouvriers, mais versant ou non des salaires à leurs femme, père et mère, enfants, petits-enfants, à un compagnon et un apprenti de moins de 18 ans (avec qui un contrat régulier d'apprentissage a été passé). L'intérêt de l'article 23 est alors d'exempter de la taxe d'apprentissage de tels petits patrons, même si les salaires versés aux personnes ci-dessus énumérées dépassent 10.000 francs.

Sont, de même, exemptés les « camelots » et « marchands de quatre-saisons » (alinéa 4), les mariniers et inscrits maritimes, dans certaines conditions (alinéas 5 et 10), les chauffeurs et cochers, les pêcheurs, les cultivateurs effectuant accessoirement des transports pour autrui, ainsi que les ramasseurs de lait.

Remarquons encore que dans cette dernière énumération, seuls les ramasseurs de lait sont soumis, pour bénéficier de l'exemption, à l'obligation de n'employer que le concours des personnes prévues à l'alinéa 1^{er} ; enfin, les trois premiers alinéas, concernant les façonniers et artisans, sont applicables même si ces artisans travaillent en société en nom collectif ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé.

Enfin, sont exempts de la taxe d'apprentissage les chefs d'entreprise ne payant pas plus de 10.000 francs de

salaires. Le Conseil d'Etat applique strictement la lettre de la loi, et exempte de la taxe le chef d'entreprise qui paie *exactement* 10.000 francs de salaires (2).

Le texte de 1925 portait que : « ...ne seront pas soumises à la taxe les personnes... qui, dans l'année n'auront pas payé *en espèces* plus de 10.000 francs de salaires ». Nous avons vu qu'en réalité, malgré cette rédaction, entraient aussi bien en compte les salaires *en nature* que les salaires en espèces ; donc, le décret-loi de 1934 n'altère en rien la pratique antérieure ; il se contente de préciser que, dans l'évaluation des salaires, on tiendra compte des salaires-nature, et d'ajouter qu'on tiendra compte des salaires-pourboires.

Les cas d'exemption ainsi déterminés ne donnent lieu à aucune difficulté en pratique. Remarquons seulement qu'ils sont actuellement assez restreints ; quel est le chef d'entreprise qui ne paie pas plus de 10.000 francs de salaires ? Un seul ouvrier coûte maintenant plus de 10.000 fr. à son patron !

*
**

A quels sentiments le législateur a-t-il obéi, en édicant ces exemptions ?

D'une part, à un souci de *simplification* en faveur de l'Administration : la multiplication des petites cotes aurait exigé un nombre incalculable de « paperasses administratives », alors que le rendement de ces cotes minimales aurait été relativement négligeable.

D'autre part, à un souci *d'équité* en faveur des petits patrons : on a considéré que les patrons payant des salaires annuels aussi exigus que 10.000 francs ne devaient vraiment pas employer des ouvriers aussi qualifiés, qu'il faille faire participer les dits patrons aux œuvres d'enseignement technique !

Cette double considération n'a rien perdu de sa force,

(2) 22 avril 1932.

depuis 1925, bien au contraire ; à tel point que les exemptions prévues par le décret-loi de 1934 nous paraissent insuffisantes, actuellement, pour atteindre le but visé à l'origine.

SECTION II. — Les personnes exonérées partiellement ou totalement de la taxe d'apprentissage

De même que, s'agissant des personnes assujetties, nous avons examiné successivement les déclarations à faire et les conditions de l'assujettissement, nous suivrons un plan analogue pour exposer les conditions de fond et de forme de l'exonération :

Sous-section I. — La déclaration des dépenses pouvant entraîner l'exonération partielle ou totale.

Sous-section II. — Les dépenses pouvant entraîner l'exonération partielle ou totale.

I. — La déclaration des dépenses pouvant entraîner l'exonération

Sous quelle forme doit être faite la demande d'exonération ? Le décret-loi du 20 juillet 1934, codifié le 27 décembre de la même année, ne prévoit rien à cet égard, laissant à un règlement d'administration publique (intervenu le 14 septembre 1935) le soin d'édicter toutes dispositions. Les articles 1 et 2 de ce règlement (décret du 14 septembre 1935) sont ainsi conçus :

Article premier. — *Toute personne ou société assujettie à la taxe d'apprentissage joint, s'il y a lieu, à sa déclaration des « appointements, salaires et rétributions quelconques », remise au contrôleur des contributions directes dans les délais prévus à l'article 16 du décret du 27 décembre 1934 portant codification des impôts directs et taxes assimilées, une demande d'exonération partielle ou totale*

de la taxe, en raison des dépenses qu'elle a effectuées en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage au cours de l'année précédente ou de la période dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile.

Lorsque la demande d'exonération concerne plusieurs établissements, des états annexes devront être présentés pour chacun d'eux.

Le contrôleur des contributions directes délivre récépissé de la demande d'exonération en même temps que de la déclaration.

Art. 2. — Dans sa demande, le chef d'entreprise rappelle pour mémoire le montant total, par établissement, des appointements, salaires et rétributions quelconques, payés, et il indique :

1° Le nombre des ouvriers et employés âgés de plus de dix-huit ans ;

2° Le nombre des ouvriers et employés âgés de moins de dix-huit ans ;

3° Le nombre des apprentis. Sont, à cet égard, considérés comme apprentis les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, sans distinction de nationalité, âgés de moins de dix-huit ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et munis d'un contrat d'apprentissage écrit ;

4° S'il y a lieu, les conditions dans lesquelles l'assujetti assure l'apprentissage de son personnel et organise, pour lui, l'enseignement technique, avec l'énumération des charges qu'il supporte du fait de l'apprentissage et de l'enseignement technique et qui rentrent dans une des catégories suivantes :

a) Les frais de premier établissement et de fonctionnement des cours professionnels et techniques de degrés divers lorsque ces cours sont reconnus suffisants après avis de la commission locale professionnelle ou après avis de l'inspection de l'enseignement technique dans les conditions prévues par la loi du 25 juillet 1919 ;

b) Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maximum d'un technicien pour dix apprentis ;

c) Les salaires payés aux apprentis pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique et complet pendant toute la durée de l'apprentissage, ainsi que les salaires payés pour les heures de présence aux cours professionnels, contrôlés par l'usage du livret prévu à l'article 45 de la loi du 25 juillet 1919 (Loi Astier).

d) Les subventions en espèces ou en nature aux écoles techniques publiques ou reconnues par l'Etat ou aux écoles dont l'enseignement aura été reconnu suffisant par l'inspection générale de l'enseignement technique, après consultation, s'il y a lieu, de l'administration publique plus spécialement intéressée, les bourses et allocations d'études dans lesdites écoles, avec le nom et l'adresse des bénéficiaires, ainsi que toutes indications sur l'utilisation de ces sommes ;

e) La participation aux frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage, qui comprennent l'orientation professionnelle, le préapprentissage, l'enseignement ménager et les laboratoires de sciences appliquées à l'industrie, lorsqu'ils comportent une organisation d'enseignement professionnel ;

5° S'il y a lieu, le montant des subventions, cotisations, centimes additionnels à l'imposition des patentes versées, à titre de participation, à des chambres syndicales, à des chambres de commerce ou à toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à des dépenses comprises dans l'énumération qui figure aux paragraphes précédents.

La demande d'exonération doit donc être adressée au contrôleur des contributions directes, et non au préfet, quoique l'article 45 du C.I.D. spécifie que les exonérations sont accordées par les Comités départementaux de l'enseignement technique. En réalité, la demande d'exonération

ne fait que passer entre les mains du contrôleur, afin de lui permettre de savoir qu'une exonération est demandée : sinon, il risquerait d'établir comme taxe *nette* la seule taxe brute. Cet envoi de la demande au contrôleur pourrait être évité si la déclaration des salaires portait une mention indiquant qu'une demande d'exonération est dirigée vers le Comité départemental. Le contrôleur des contributions prend note de la demande d'exonération et la transmet au préfet du département dans lequel a été souscrite la déclaration.

Celle-ci indique le nombre des ouvriers et employés âgés de plus ou de moins de dix-huit ans, ainsi que le nombre des apprentis. Le décret définit exactement ce qu'il faut entendre par *apprenti* (3), donc il n'y a pas de difficulté à ce sujet. Ces déclarations sont obligatoires : « Dans sa demande, le chef d'entreprise... *indique...* » Les autres déclarations envisagées ne sont faites que « *s'il y a lieu* », et sont relatives aux conditions dans lesquelles l'assujetti assure l'apprentissage de son personnel et organise pour lui l'enseignement technique, avec l'énumération des charges qu'il supporte du fait de l'apprentissage et de l'enseignement technique. Ces charges rentrent dans l'une des cinq catégories spécifiées par le décret, à la lecture duquel nous prions le lecteur de bien vouloir se reporter (art. 2). Cette énumération est limitative ; l'assujetti peut bien indiquer des charges autres que celles prévues, mais il n'en sera alors pas tenu compte par le comité départemental (4).

Le préfet transmet la demande d'exonération au Comité départemental de l'enseignement technique, lequel examine le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la *réalité* de la dépense qu'à celui de l'*utilisation* qui lui a été donnée (article 7). Les dépenses en vertu desquelles on

(3) Les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, *sans distinction de nationalité*, âgés de moins de dix-huit ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et *munis d'un contrat d'apprentissage écrit*.

(4) Par exemple, des subventions à des écoles dont l'enseignement n'aurait pas été reconnu suffisant par l'inspection générale de l'enseignement technique.

demande décharge de la taxe doivent donc avoir été *utilisées* au moment de la demande. Au surplus, les versements invoqués par les assujettis doivent avoir été opérés l'année ou l'exercice social précédant l'exercice pour lequel la taxe est due, c'est-à-dire l'année ou l'exercice social du paiement des salaires déclarés.

Il importe de souligner à cet égard que le décret du 20 juillet 1934 (C.I.D.) avait, par la fixation des délais de la déclaration des salaires, détruit le synchronisme qui existait jusque là entre la période d'imposition et la période d'exonération (5-6) et qui a été rétabli par le décret du 14 septembre 1935 (7) dont l'article 20 précise que les Comités départementaux peuvent, à titre de mesure transitoire, s'il s'agit, par exemple, d'une entreprise dont l'exercice est clos le 1^{er} mars, accorder une exonération réelle pour 1935 sur la base de la taxe brute calculée, en l'espèce, sur les salaires versés du 1^{er} janvier 1934 au 1^{er} mars 1934 ; puis, si l'exonération dépasse la taxe brute de l'exercice 1935, reporter l'excédent sur l'année 1936, lequel excédent viendra d'office en déduction de la cotisation due pour cet exercice par l'assujetti.

Donc, actuellement, les *dépenses déclarées* à fin d'exonération de la taxe d'apprentissage doivent, d'une part, avoir été faites pendant la période dans laquelle ont été payés les salaires déclarés par l'assujetti, d'autre part, avoir été utilisées au moment de la réception, par le comité départemental, de la demande d'exonération.

II. — *Les dépenses pouvant entraîner l'exonération partielle ou totale*

L'article 44 du C.I.D. prévoit que sur la demande des assujettis, des exonérations partielles ou totales *peuvent*

(5) Nous l'avions déjà indiqué dans notre historique.

(6) Les salaires déclarés sont ceux payés pendant le dernier *exercice social*, et les dépenses déclarées en vue de l'exonération, celles de l'année précédente : or, année civile et exercice social ne coïncident pas nécessairement.

(7) Lequel indique que les dépenses déclarées sont celles effectuées au cours de la période dans laquelle ont été payés les salaires déclarés.

leur être accordées dans les conditions ci-après, *en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage*, soit directement, soit par l'intermédiaire des Chambres syndicales, des Chambres de commerce ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but.

Le texte de la loi est suffisamment compréhensif pour qu'il soit inutile de le préciser davantage : seront exonérés, partiellement ou totalement, tous les assujettis « qui favorisent l'enseignement technique et l'apprentissage », soit directement (en organisant eux-mêmes des établissements ou des cours d'enseignement technique, ou en assurant l'apprentissage de leur personnel, ou en formant chez eux des apprentis), soit indirectement, en versant des cotisations ou des subventions à tout organisme consacrant une partie de ses ressources au développement de l'enseignement professionnel.

Cependant, la loi a cru devoir spécifier de plus près les frais et charges supportés par le chef d'entreprise et lui ouvrant droit de demander l'exonération (8). Ces frais et charges sont les suivants :

Comptent seuls, pour les exonérations :

1) *Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers ;*

2) *Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis ;*

3) *Les salaires payés aux apprentis :*

a) *pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;*

b) *pour les heures de présence aux cours professionnels ;*

(8) Nous disons bien : « droit de demander l'exonération » et non pas « droit à l'exonération ».

4) *Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études ;*

5) *Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.*

Les dépenses des œuvres et écoles sont soumises au contrôle de l'inspection et des comités départementaux de l'enseignement technique.

De cette énumération, il ressort que seuls sont admis pour base d'une demande d'exonération les frais occasionnés *directement* par les établissements d'enseignement professionnel et l'apprentissage (qu'il s'agisse d'établissements étrangers au chef d'entreprise et simplement subventionnés par lui, ou d'établissements organisés par lui), ainsi que les frais occasionnés *indirectement* par les mêmes œuvres, établissements, etc..., sous forme de subventions ou cotisations versées à des groupements s'occupant des dits établissements, œuvres, etc. Parmi les frais indirects, cette forme de contribution aux œuvres d'enseignement professionnel est la seule qui puisse être invoquée à l'appui d'une demande d'exonération ; c'est ainsi que ne pourrait être invoqué à l'appui d'une telle demande le fait que l'emploi d'apprentis augmente le prix de la production ou diminue la qualité de celle-ci, faisant ainsi baisser les bénéfices nets du chef d'entreprise : seuls entrent en compte les frais directs, et parmi les frais indirects, ceux de subventions ou cotisations accordées à certains groupements.

De plus, pour éviter les fraudes, les établissements et œuvres en question sont soumis à un certain contrôle, dont il sera parlé au chapitre suivant.

Quelques difficultés d'application se sont élevées relativement à certains détails.

En premier lieu, avant le décret du 25 juin 1929, pris en considération de la loi du 25 mars 1928 sur le contrat d'apprentissage, la définition de l'apprenti manquait de netteté. Certains chefs d'entreprise étaient même allés jusqu'à prétendre qu'un apprenti pouvait être âgé de plus de dix-huit ans, nonobstant la précision donnée à ce sujet par le

décret du 9 janvier 1926 ; l'affaire ayant été portée devant le Conseil d'Etat, celui-ci décida que « le règlement d'administration publique du 9 janvier 1926 a pu *légalement* spécifier que pour l'application de la loi du 13 juillet 1925, l'apprenti devait être âgé de moins de dix-huit ans » (9). Depuis le 25 juin 1929, la question ne se pose plus, l'article 1^{er} du décret spécifiant que l'apprenti doit *à la fois* être âgé de moins de dix-huit ans et muni d'un contrat d'apprentissage écrit.

En second lieu, le décret du 9 janvier 1926 prévoyait parmi les causes d'exonération « la participation aux frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage », sans autres indications. Pour plus ample informé, M. le sénateur Courtier demanda si, en particulier, un office d'orientation professionnelle créé par une municipalité faisait partie des « œuvres complémentaires ». Il lui fut répondu affirmativement le 24 février 1926 ; la réponse spécifiait en outre que « les subventions versées pour l'établissement et le fonctionnement de ces offices sont susceptibles de donner lieu à exonération par le Comité départemental de l'enseignement technique ».

Le décret du 8 avril 1931 a supprimé toute équivoque à ce sujet, en comprenant expressément parmi les œuvres complémentaires « l'orientation professionnelle, le préapprentissage, l'enseignement ménager et les laboratoires de sciences appliquées à l'industrie, lorsqu'ils comportent une organisation d'enseignement professionnel ». Le décret de 1931 a été abrogé par le décret du 14 septembre 1935, mais ce dernier a repris les termes mêmes de 1931, de sorte que les œuvres complémentaires de l'enseignement technique sont parfaitement déterminées.

En troisième lieu, s'il est bien fait état par la loi des « salaires payés aux apprentis », aucune disposition ne prévoit — même actuellement — le cas où les salaires des apprentis seraient payés en nature. Il semble qu'il n'y aurait alors pas lieu d'en tenir compte, étant donné la formule

(9) Conseil d'Etat, 26 avril 1929.

dubitative employée par le Conseil d'Etat (10) : « à supposer même que les avantages en nature accordés aux apprentis puissent être tenus pour équivalents à un salaire... » Ce qui est certain, par contre, d'après l'arrêt où nous avons relevé la précédente expression, c'est que les avantages en nature ne peuvent servir de base à une demande d'exonération, « à supposer même... qu'ils puissent être tenus pour équivalents à un salaire », *dès lors qu'ils ne sont acquis aux apprentis que sous condition résolutoire*. Il nous paraît, alors, que même les salaires en espèces ne sauraient entraîner une exonération, dès lors qu'ils ne seraient acquis aux apprentis que sous condition résolutoire. Pour être susceptibles d'entraîner une exonération de la taxe d'apprentissage en faveur de l'employeur, les salaires payés aux apprentis doivent donc être « purs et simples » et non pas conditionnels (11).

Une autre question s'élève, en quatrième lieu, au sujet des sections professionnelles annexées aux écoles primaires supérieures. Une jurisprudence constante de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique permet d'affirmer que les subventions accordées aux écoles primaires supérieures par des industriels et commerçants (12) ne sont pas susceptibles d'entraîner le dégrèvement de la taxe d'apprentissage. En est-il de même quand, à ces écoles, sont annexées des sections professionnelles, industrielles, commerciales, hôtelières ou ménagères ? (13) :

Une distinction s'impose, d'après la jurisprudence de

(10) 16 juin 1933.

(11) Ce terme est pris dans le sens juridique de « affecté d'une condition », qui n'est pas nécessairement suspensive, comme on l'entend couramment.

(12) Aux termes d'une circulaire ministérielle du 1^{er} décembre 1927, les directeurs d'Écoles primaires supérieures sont invités à solliciter l'aide matérielle des industriels et des commerçants. Cela explique que ceux-ci subventionnent les écoles, sachant bien qu'ils ne pourront pas être exonérés de la taxe d'apprentissage en vertu de ces versements.

(13) L'enseignement ménager fait partie, nous l'avons vu, des œuvres complémentaires de l'enseignement technique.

la Commission permanente : ce n'est que dans le cas où cette section a été transformée en « école pratique de commerce et d'industrie », ou en « section d'enseignement technique » (par arrêté du 6 septembre 1934) que les dépenses faites en faveur de l'école primaire supérieure sont susceptibles d'entraîner l'exonération de la taxe ; tandis que toute exonération est refusée au chef d'entreprise qui subventionne une école primaire supérieure, même s'il lui est annexée une section professionnelle, quand cette section n'a pas été transformée en « section d'enseignement technique » ou en « école pratique de commerce et d'industrie ».

Il reste, en dernier lieu, à examiner l'importante question du taux de l'exonération accordée. La loi prévoit bien la possibilité d'accorder des exonérations partielles, voire même totales, mais sur quelles bases ces exonérations seront-elles calculées ?

La loi laisse à cet égard toute latitude aux Comités départementaux de l'enseignement technique et, en appel, à la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique. Ces organes ont plein pouvoir d'appréciation, et peuvent même refuser l'exonération qui leur est demandée.

Une réponse ministérielle du 29 novembre 1935, à M. Gaillemin, précise que « des exonérations dont le taux varie suivant la *qualité de l'apprentissage*, reconnue par une inspection, et l'*importance des dépenses* engagées, peuvent être accordées par les Comités départementaux de l'Enseignement technique aux industriels formant des apprentis. Il s'agit, dans chaque cas, de l'*appréciation particulière de l'effort de l'assujetti*, appréciation qui peut aller d'une exonération partielle (et même nulle, ajouterons-nous) à l'exonération totale » (14).

(14) En pratique, la Commission permanente exonère jusqu'à 30 % de la taxe brute les chefs d'entreprises qui subventionnent les cours professionnels assurant la formation théorique des apprentis. Des instructions sont données aux Comités départementaux pour que les exonérations accordées ne dépassent pas la moitié de la taxe imposée, l'autre moitié devant être versée dans les caisses du Trésor.

En résumé, toute personne assujettie à la taxe d'apprentissage a le droit de solliciter une exonération, à raison de dépenses faites par elle en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, dépenses que nous avons déterminées tout à l'heure. Mais en aucun cas, les assujettis ne peuvent *exiger* de bénéficier de l'exonération, ni réclamer une exonération supérieure à celle qui leur a été accordée.

Ajoutons enfin que le degré d'exonération dépend du seul montant de la dépense faite, et non de sa nature : c'est-à-dire qu'il n'existe pas de groupe de dépenses entraînant exonération totale, de préférence à d'autres (15).

Mais ce barème n'est *imposé* ni aux Comités départementaux, ni aux assujettis ; c'est une simple *suggestion*, une méthode de travail, acceptée dans leur très grande majorité par les groupements professionnels qui ont compris qu'on ne pouvait grossir démesurément les moyens financiers d'une école ou d'un cours privilégiés, alors que d'autres œuvres d'enseignement technique ne peuvent se développer, faute de ressources. Il y a lieu de remarquer que cette « répartition de l'effort » semble conforme à l'intérêt général, sans être contraire au décret du 20 juillet 1934.

(15) On pourrait aussi bien dire qu'il n'y a pas de *classification hiérarchique* des dépenses.

CHAPITRE IV

LES GARANTIES, LE CONTROLE ET LES PENALITES EN MATIERE DE TAXE D'APPRENTISSAGE

Nous avons indiqué, au chapitre III, que les Comités départementaux de l'enseignement technique, en premier ressort, la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique, en appel, jouissent des plus larges pouvoirs d'appréciation en ce qui concerne les demandes d'exonération.

Il faut, néanmoins, éviter que le contribuable soit soumis à l'arbitraire des Comités et de la Commission, et lui donner certaines *garanties*. En contrepartie de ces garanties, il a été nécessaire d'organiser un *contrôle* des déclarations et des dépenses effectuées, contrôle qui peut sanctionner par des pénalités infligées au contribuable les fautes (fraudes) commises par celui-ci.

Toutefois, si les garanties sont accordées principalement en ce qui concerne l'examen des demandes d'exonération, le contrôle s'exerce tant sur les déclarations des salaires payés que sur les demandes d'exonération.

Ce chapitre sera divisé en deux sections :

Section I : Les garanties accordées à l'assujetti.

Section II : Le contrôle des déclarations et les pénalités infligées.

SECTION I. — Les garanties accordées à l'assujetti

En ce qui concerne la *déclaration* obligatoire annuelle des « appointements, salaires et rétributions quelconques » remise par l'assujetti au contrôleur des contributions direc-

tes, les garanties accordées sont les mêmes qu'en matière de contributions directes ordinaires (1).

Le contribuable peut demander à fournir des explications orales, sans que le contrôleur puisse refuser de l'entendre. Si le contrôleur rectifie de lui-même les déclarations, il doit en aviser le contribuable et lui indiquer les *motifs* de la rectification. A partir de ce moment, l'assujetti a vingt jours pour faire parvenir au contrôleur soit son acceptation, soit ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, le contrôleur fixe la base de l'imposition. Mais l'intéressé conserve son droit de réclamation, par les voies ordinaires (gracieuses et contentieuses), après l'établissement du rôle.

—*
**

Plus importantes et plus originales sont les garanties accordées à l'assujetti en ce qui concerne les *exonérations* sollicitées par lui.

La première de ces garanties réside dans la constitution même des Comités départementaux chargés d'examiner les demandes d'exonération. La loi prévoit que le comité, en vue de l'examen des demandes, prend l'avis des représentants dûment qualifiés qui demandent à être entendus par lui. Le texte de la loi (article 45 du C.I.D.) est un peu vague. De quels représentants s'agit-il ? et si aucun représentant ne « demande à être entendu », la garantie sera-t-elle ainsi rendue illusoire ? Fort heureusement, le décret-loi du 14 septembre 1935 vient nous tirer de notre perplexité (2). Son article 3 précise que le comité départemental *s'adjoit* — et non pas seulement « prend l'avis des représentants qui *demandent* à être entendus par lui — des représentants dûment qualifiés *des professions intéressées*. Ces représentants sont ainsi déterminés : ce sont des délégués des groupements professionnels patronaux et ouvriers,

(1) Nous ne donnons à ce terme aucun sens technique particulier.

(2) A vrai dire, le décret de 1935 ne fait que reprendre les termes du décret du 18 avril 1928.

en *nombre égal*. On a voulu par là éviter que les délégués patronaux fussent seuls à donner leur avis : il eût été à craindre qu'ils n'accordent trop libéralement les exonérations ; l'élément ouvrier jouera ici le rôle d'élément modérateur, et donnera son avis sur la valeur des œuvres subventionnées par les patrons.

Au cas où il n'existerait pas, dans le département intéressé, de groupements professionnels de ce genre, le préfet appellera des personnes désignées, d'une part par les Chambres de commerce (élément patronal), d'autre part par les Conseils de prud'hommes (élément ouvrier) (3). Prévoyant toutes les hypothèses, le décret indique que si l'un de ces organismes (Chambres de commerce et Conseils de prud'hommes) *dûment consulté* ne désigne pas de délégués (4), le préfet procédera à des désignations d'office ; il en est de même si le département ne possède pas les organismes chargés de faire les désignations. Enfin, pour parer à toute éventualité, il est désigné pour chacun des délégués un *suppléant* chargé de remplacer dans ses fonctions le titulaire absent. Si, malgré toutes ces précautions, d'autres personnes « qualifiées » demandent à être entendues, le Comité devra faire droit à leur demande et prendre leur avis.

Ainsi constitué, le Comité départemental semble devoir donner aux intéressés toutes garanties d'impartialité (5).

La deuxième garantie accordée réside dans le fait que les assujettis peuvent demander à être entendus ou à présenter, par écrit, des explications complémentaires, au cas où le Comité départemental (ou l'une de ses sections, constituées comme il est dit en note) (5) conteste le bien-fondé

(3) Il serait plus exact de dire « élément *salaarié* » ; rien n'empêche, en principe, les employés de commerce, par exemple, de faire partie du comité.

(4) Et ce, dans le délai imparti par le préfet.

(5) Le décret prévoit que le comité ainsi composé peut constituer des *sections*. Leur nombre et celui des membres qui les composent sont déterminés par le Comité départemental. Chaque section est composée, indépendamment du président, pour un tiers de membres patrons, pour un tiers de membres ouvriers ou employés, et pour un tiers de membres choisis dans les autres catégories. Le président de

de la demande. Le délai accordé est de dix jours, à compter de celui où l'assujetti a été avisé de la contestation.

Enfin, la décision du comité départemental est *motivée* (6), et notifiée par le préfet à l'intéressé et à l'administration des contributions directes (7).

A partir du jour de la *notification* de la décision à l'intéressé, celui-ci jouit d'autres garanties.

C'est ainsi que les décisions du comité départemental ne sont rendues qu'en « premier ressort » : l'assujetti peut en faire appel devant le Conseil supérieur de l'enseignement technique. Mais cette question ressort aux *recours* et sera étudiée ultérieurement (8).

Nous devons simplement mentionner ici que devant la Commission permanente du conseil supérieur, de même qu'en « première instance », l'assujetti peut demander à être entendu (9).

Une importante garantie est encore à la disposition de l'assujetti : au cas où il ferait appel, devant la Commission permanente, de la décision du Comité départemental, il peut *surseoir au paiement* de la partie contestée de la taxe, mais ce, sous réserve, évidemment, de la constitution de garanties.

chaque section est désigné par le Comité départemental et choisi, soit parmi les inspecteurs de l'enseignement technique du département, soit parmi les membres ordinaires du Comité. S'il existe plusieurs sections, une section générale tripartite, dont feront partie de droit les présidents de sections, pourra être constituée en vue d'assurer une unité de jurisprudence (articles 4 et 5).

(6) Quand la demande a été instruite par une section, le Comité départemental statue au vu du rapport de la section.

(7) Il est impossible aux Comités départementaux de rejeter *sans examen* les demandes d'exonération : ils sont dans l'*obligation* d'examiner le bien-fondé de *chaque* demande.

(8) Si la décision du Conseil Supérieur ne lui donne encore pas satisfaction, il peut présenter une requête au Conseil d'Etat.

(9) Chapitre V, 2^e section.

Sont enfin accordées des garanties de *discrétion* : les renseignements fournis à l'administration des contributions directes, ainsi qu'aux Comités départementaux et à la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, sont *confidentiels*. Tous les avis et communications échangés entre les agents et les organismes qui participent à l'assiette de la taxe ou adressés par eux aux contribuables doivent être transmis sous *enveloppe fermée*.

De plus, si les contribuables sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles de la taxe d'apprentissage, ils ne peuvent le faire qu'en ce qui concerne leurs propres cotisations : ceci constitue une garantie de discrétion en faveur des contribuables *autres* que ceux qui demandent l'extrait.

*
**

L'assujetti à la taxe d'apprentissage se trouve donc en possession de toutes les garanties souhaitables, tant en matière de déclaration de salaires qu'en matière de demande d'exonération : impartialité absolue, discrétion complète, et possibilité de recours.

SECTION II. — Le contrôle des déclarations et les pénalités infligées

Il nous faut distinguer, pour l'étude du contrôle et des sanctions, suivant qu'il s'agit de la déclaration des salaires ou de la demande d'exonération.

I. — *Le contrôle et les sanctions en matière de déclaration des salaires*

L'article 39 du C.I.D. édicte que les déclarations sont vérifiées par le contrôleur des contributions directes auquel elles sont adressées, mais il ne précise pas quels sont les moyens de vérification mis à la disposition du contrôleur. Ce sont les moyens d'investigation dont jouit normalement le contrôleur ; c'est ainsi qu'il peut demander des

renseignements à d'autres contrôleurs, consulter les déclarations de revenus faites par les employés et ouvriers du déclarant, afin de confronter les renseignements fournis par les salariés avec ceux du chef d'entreprise, il peut aussi demander à prendre connaissance de la comptabilité du déclarant, pour voir quelle part des frais généraux représentent les salaires versés, etc.

* * *

Quant aux pénalités, elles sont différentes selon qu'elles sanctionnent une inexactitude relevée dans la déclaration ou une absence de déclaration.

S'il s'agit d'une simple *inexactitude* dans la déclaration — c'est-à-dire d'une dissimulation d'une partie des salaires payés — le contrôleur fixe de lui-même la base d'imposition réelle, en *taxant doublement* la portion des « appointements, salaires et rétributions quelconques » qui a été dissimulée. Pour cela, il taxe séparément les salaires déclarés — ou plus exactement, il *assoit* séparément la taxe sur les salaires déclarés, et sur les salaires dissimulés ; le produit de la taxe calculée sur la portion dissimulée est ensuite doublée et ajouté au produit de la taxe calculée sur les salaires déclarés.

La loi applique la sanction du double-droit sur la partie omise, sans tenir compte de la bonne ou de la mauvaise foi du déclarant. Si le principe du droit commun est que « la bonne foi est toujours présumée », en matière fiscale la présomption est renversée : non seulement l'administration des contributions n'a pas à prouver la mauvaise foi du déclarant, mais de plus, même si celui-ci arrivait à prouver sa bonne foi, il se verrait soumis à la sanction du double-droit. Cependant, la loi atténue la rigueur de ce principe en précisant que la taxe sera perçue au simple même sur la portion dissimulée, dans le cas où celle-ci est inférieure au dixième (10), *sans toutefois dépasser vingt mille francs*.

(10) Sans préciser s'il s'agit du dixième des salaires déclarés ou

On a estimé que ceci était une suffisante marge de bonne foi, et on a voulu éviter que l'assujetti payant plus de 200.000 francs de salaires annuels pût impunément en dissimuler plus de 20.000 francs. Cela eût risqué de constituer une grosse perte pour le Trésor, en même temps que c'eût été une prime à la dissimulation, d'autant plus importante que l'assujetti aurait lui-même été plus important ! L'inégalité ainsi consacrée eût été particulièrement choquante. Il était donc tout à fait indiqué qu'en plus de la proportion du dixième, la loi déterminât une valeur maxima que pouvait impunément atteindre ce dixième ; impunément : nous voulons dire : « sans être soumis au double-droit ».

Précisons encore que dans le cas d'une omission de déclaration, d'une *dissimulation*, le double droit est dû sur la *totalité* de la partie dissimulée, et non pas seulement sur la différence entre la portion omise et le dixième ou vingt mille francs ; cela est l'évidence même,

S'il s'agit, au contraire, d'une *absence totale* de déclaration — et il y a absence de déclaration dès que celle-ci n'a pas été souscrite dans les délais impartis par l'article 38 du C.I.D. (qui renvoie à l'article 16) — la sanction n'est plus celle de la double imposition, qui risquerait d'être par trop sévère. En pareil cas, le contribuable est imposé d'office, et voit sa cotisation majorée de 25 % (article 41), c'est-à-dire du *quart*, et non plus du double (11).

Toutes proportions gardées, la dissimulation partielle est huit fois plus punie que l'omission de déclaration (12). Cela s'explique aisément si l'on considère qu'une dissimulation est une manifestation de mauvaise foi dès qu'elle

du dixième des salaires réels. Il semble qu'il y ait lieu d'interpréter cette disposition en faveur du déclarant, donc de considérer le dixième du montant réel des salaires.

(11) Le décret de 1934 supprime « la mise en demeure demeurée infructueuse » prévue par l'article 7 de la loi du 24 avril 1926.

(12) Nous répétons qu'il y a omission de déclaration dès le moment où le délai de la déclaration est échu sans que celle-ci ait été faite.

atteint une certaine importance, tandis que le retard apporté à la déclaration peut n'être qu'une simple manifestation de négligence (13).

II. — *Le contrôle et les sanctions en matière de demande d'exonération*

La question des sanctions en matière de *demande d'exonération* de la taxe d'apprentissage ne nous retiendra pas longtemps : en cas d'inobservation des conditions, qu'elles soient de forme (le cas ne peut pratiquement se produire, des formules de demande d'exonération étant mises à la disposition des contribuables qui n'ont qu'à les remplir) ou de fond, la seule sanction possible est le refus de l'exonération sollicitée.

C'est ainsi qu'une demande d'exonération avait été *rejetée* par la Commission permanente, avec le motif « que malgré des demandes réitérées, la requérante (14) n'a pas fourni à l'administration les éléments d'appréciation pouvant permettre à la Commission permanente l'instruction du pourvoi ». A vrai dire, cette décision fut annulée par le Conseil d'Etat (15) parce que fondée sur un fait matériellement inexact : une seule demande de renseignement avait été adressée à la requérante, non pas « des demandes réitérées ». Il n'en reste pas moins vrai que la sanction de l'absence d'une des conditions requises pour obtenir l'exonération est le *rejet de la demande*.

*
* *

Bien plus intéressant est le contrôle réservé aux Comi-

(13) L'Administration ne peut, dans ce cas, accuser le non-déclarant de mauvaise foi : celui-ci peut toujours prétendre qu'il s'agit d'un retard dû à sa négligence.

(14) Il s'agissait de la Supérieure d'un orphelinat religieux.

(15) 28 mai 1935.

tés départementaux, s'agissant de l'examen des demandes d'exonération.

L'article 44 du C.I.D. indique, sans plus y insister, que « *les dépenses des œuvres et écoles sont soumises au contrôle de l'inspection et des comités départementaux de l'enseignement technique* ». Tel est le principe. Encore faut-il l'appliquer !

L'organisation pratique de ce contrôle est aménagée soigneusement par le décret du 14 septembre 1935, dont l'article 7 précise avant toute autre considération : « *Le comité départemental ou les sections examinent le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la réalité de la dépense qu'à celui de l'utilisation qui lui a été donnée.* »

Le Comité départemental a donc un double contrôle à exercer : le contrôle de la déclaration matérielle de la dépense faite, et le contrôle de l'utilisation des sommes dont le versement par le chef d'entreprise sert de base à la demande d'exonération par lui adressée au Comité départemental (16).

Le contrôle de la réalité de la dépense est facile. Demande peut être adressée par le Comité départemental à l'assujetti de « fournir la preuve des charges qu'il a déclaré supporter, et produire toutes justifications nécessaires » : le Comité n'a pas à apporter la preuve que la dépense alléguée n'a pas réellement été effectuée ; la charge de la preuve de la matérialité de la dépense ou des frais incombe à l'intéressé. Mais cette preuve peut être faite par tous moyens propres à justifier de la dépense ; l'assujetti ne se voit pas imposer un mode spécial de preuves. C'est ainsi que s'il veut prouver qu'il a organisé l'apprentissage de son personnel, il lui suffira, par exemple, de produire sa comptabilité, où l'on verra figurer parmi les frais généraux les salaires versés aux techniciens chargés de la formation des

(16) Rappelons que cette demande est, en réalité, adressée au contrôleur des contributions directes, lequel la remet au préfet qui, à son tour, la soumet au Comité départemental.

apprentis. S'il veut prouver le versement d'une cotisation ou d'une subvention à une « association consacrant une partie de ses ressources à des dépenses comprises dans l'énumération de l'article 2 du décret de 1935 », il lui suffira de produire la quittance de versement *datée*, puisque la dépense doit avoir été effectuée l'année précédant celle de l'établissement du rôle (17).

Le *contrôle de l'utilisation* de la dépense donne lieu à plus de complications. A cet égard, l'article 9 (18) indique qu'il sera procédé à des *enquêtes*. Ces enquêtes sont de deux sortes : les unes sont d'ordre budgétaire ou comptable, les autres, d'ordre technique.

Les *enquêtes techniques* sont celles qui tendent à vérifier les conditions dans lesquelles l'apprentissage est réalisé à l'atelier, ainsi que les conditions dans lesquelles est organisé l'enseignement dans les cours et écoles d'enseignement technique, et dans les laboratoires. Ces enquêtes détermineront le *caractère de la dépense* : il faut, en effet, vérifier si les établissements, auxquels ont été versées les subventions servant de base à la demande d'exonération, rentrent bien dans l'une des catégories énumérées par la loi. Il faudra constater, par exemple, que le laboratoire indiqué par l'assujetti comme ayant reçu une subvention (19) est bien « un laboratoire de sciences appliquées à l'industrie et qu'il comporte une organisation d'enseignement professionnel ». Il faut vérifier aussi que les dépenses des organismes prévus à l'article 2, 5°, du décret, qui ont bénéficié de versements dont est demandée exonération de la taxe d'apprentissage, sont bien des dépenses prévues par la loi comme pouvant servir de base à une demande d'exonération.

Le Comité départemental ne peut évidemment pas se

(17) Ou pendant la période dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan.

(18) Décret du 14 septembre 1935.

(19) Cette subvention peut être faite sous forme de don en nature.

livrer lui-même à ces enquêtes parfois fort minutieuses ; il en charge alors des inspecteurs de l'enseignement technique, des inspecteurs du travail, ou des ingénieurs des mines, ou même des délégués désignés parmi ses membres par lui-même ou par le préfet. Pour éviter toute inquisition abusive de pseudo-délégués, les délégués désignés comme il vient d'être dit doivent être porteurs d'une lettre de mission officielle.

Mais l'enquête technique doit nécessairement être complétée par une *enquête comptable* qui déterminera l'*utilisation* de la dépense : il ne suffit pas que l'établissement désigné par l'assujetti comme ayant reçu de lui une subvention soit reconnu appartenir à l'une des catégories énumérées par la loi ; il faut encore qu'il ait correctement utilisé l'argent reçu. A l'effet de vérifier cette utilisation, les délégués du Comité départemental — choisis, pour les vérifications comptables, de préférence parmi des agents de l'administration des contributions directes (20) — ont le droit de prendre connaissance sur place des livres ou feuilles de paye constatant les salaires ou traitements payés aux techniciens chargés de la formation des apprentis, ainsi qu'aux apprentis eux-mêmes. Ils ont aussi la faculté de demander communication des budgets et des comptes des cours, écoles et laboratoires, et de se rendre compte de l'utilisation des dépenses réellement effectuées. Par exemple, si le budget d'une école mentionne l'achat de matériaux à l'usage des élèves, les délégués pourront demander à voir ces matériaux, ou à recevoir des détails sur l'emploi qui en a été fait.

En dernier lieu, les Chambres syndicales, les Chambres de commerce ou toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à des dépenses d'enseignement technique et d'apprentissage, qui ont bénéficié de versements dont est demandée exonération de la taxe d'appren-

(20) Qui doivent aussi être porteurs d'une lettre de mission officielle.

tissage, sont tenues de fournir, à la requête de l'administration ou sur demande du Comité départemental (ou d'une de ses sections), la liste des assujettis ayant opéré ces versements, avec le montant de chaque versement et la date à laquelle il a été effectué.

■
* * *

Ce n'est qu'une fois en possession des résultats de ces enquêtes multiples que le Comité départemental de l'enseignement technique pourra statuer en connaissance de cause sur la demande d'exonération de la taxe d'apprentissage.

CHAPITRE V

LE CONTENTIEUX ET LES RECOURS EN MATIERE DE TAXE D'APPRENTISSAGE

Nous avons, à plusieurs reprises, déjà indiqué les questions relatives au contentieux de la taxe d'apprentissage. Aussi, plutôt qu'un développement original, le lecteur trouvera-t-il ici un rappel de notions précédemment exposées, que nous avons jugé utile de rassembler en un chapitre indépendant. Ici, comme précédemment, il nous faut distinguer des questions relatives à la déclaration des salaires celles relatives à la demande d'exonération ; nous les exposerons en deux sections :

Section I. Le contentieux de la déclaration des salaires servant d'assiette à la taxe d'apprentissage.

Section II. Le contentieux de la demande d'exonération.

SECTION I. — Le contentieux de la déclaration des salaires servant d'assiette à la taxe d'apprentissage

Au point de vue de la déclaration des « salaires assujettis » (1), la taxe d'apprentissage est soumise aux règles générales en matière de contributions directes.

Le contrôleur des contributions directes peut rectifier les déclarations ; mais il doit alors faire connaître au contribuable la rectification envisagée ainsi que ses motifs.

L'intéressé doit faire parvenir son acceptation de la modification proposée par le contrôleur, ou ses observa-

(1) C'est-à-dire — répétons-le une fois de plus — des salaires sur lesquels est assise la taxe.

tions, dans un délai de vingt jours. Quoique la loi ne le précise pas, le délai court du jour où le contribuable a reçu la notification du contrôleur.

Si l'intéressé ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, le contrôleur fixe d'office la base de l'imposition, cependant que l'intéressé conserve son droit de réclamation, même une fois le rôle établi. La réclamation peut être gracieuse, et adressée au préfet (ou au sous-préfet) ; elle peut aussi être contentieuse et adressée à l'administration. Les voies de recours ordinaires épuisées, l'intéressé peut adresser une requête au Conseil d'Etat ou recourir pour excès de pouvoir, suivant en cela les prescriptions normales du contentieux administratif.

Rappelons enfin, pour mémoire, qu'en cas de non-déclaration ou de déclaration tardive, le contribuable est imposé d'office et voit sa cotisation majorée du quart de son montant normal ; en cas d'inexactitude dans la déclaration, la taxe est doublée sur la portion des salaires dissimulés, quand cette portion excède le dixième (du montant total) ou vingt mille francs.

SECTION II. — Le contentieux de la demande d'exonération de la taxe d'apprentissage

Nous connaissons déjà le contentieux en « *première instance* » de la demande d'exonération : le Comité départemental de l'enseignement technique, après les multiples enquêtes qu'il a ordonnées, statue sur la demande. S'il en conteste le bien-fondé, il doit en aviser l'intéressé ; cet avis prend, dans la pratique, le nom d'*avertissement*. Dans les dix jours qui suivent la réception de cet avertissement, l'intéressé peut demander à être entendu ou à présenter, par écrit, des explications complémentaires. Le Comité ne peut refuser d'entendre l'intéressé ni de prendre connaissance des observations écrites.

Le Comité prend ensuite sa décision, qui doit être *motivée et notifiée* à l'intéressé, ainsi qu'à l'Administration

des contributions directes ; la notification est faite par le préfet, président du Comité départemental.

Cette *notification* est très importante, car c'est elle qui ouvre le délai accordé à l'assujetti pour faire appel de la décision du Comité devant la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, de même qu'elle ouvre le délai imparti au préfet pour faire appel dans les mêmes conditions (2).

Il s'ensuit que, tant que la notification n'aura pas été adressée à l'intéressé, celui-ci ne pourra pas interjeter appel devant la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, pas plus que ne courra le délai. La non-notification pourrait ainsi servir, dans la pratique, d'instrument de déni de justice, en ce sens qu'elle fermerait toute voie de recours. Un autre inconvénient d'une telle situation est que le rôle de la taxe sera dressé sans tenir compte des exonérations possibles. Donc, par la voie de la non-notification, une double injustice serait perpétrée à l'égard du contribuable innocent.

La pratique, à défaut de texte, accorde alors à l'assujetti deux moyens de se tirer d'une aussi fâcheuse situation : il peut réclamer contre le défaut de notification, en même temps qu'il peut interjeter appel, nonobstant le défaut de notification.

Examinons ces deux possibilités.

La réclamation contre le défaut de notification de la décision du Comité départemental de l'enseignement technique en matière d'exonération de la taxe d'apprentissage doit être *adressée au directeur des contributions directes*. C'est prématurément, en effet, que le contribuable a été

(2) Mais tandis que le délai imparti au contribuable est de quinze jours seulement, le délai d'appel du préfet est de trois mois. Cet appel n'étant pas inclus dans le Code de Procédure civile n'a pas vu son délai réduit par le décret-loi de 1936, ramenant à un mois tous les délais d'appel.

imposé. Si la réclamation est reconnue fondée, *l'assujetti est déchargé momentanément de son imposition* et le dossier est renvoyé par le directeur des contributions directes au Comité départemental de l'enseignement technique qui reprend l'affaire, et *notifie*, cette fois, sa décision à l'assujetti. Si, à la suite de cette procédure, l'assujetti n'est pas exonéré complètement de la taxe d'apprentissage par le Comité départemental, il est inscrit sur un rôle supplémentaire, car les dispositions de l'article 54 de la loi du 31 juillet 1917 sont applicables à la taxe d'apprentissage.

L'assujetti peut donc obtenir la notification de la décision du Comité départemental en s'adressant à la direction des contributions directes. Par un détour ingénieux — mais nécessaire — on a estimé que l'intéressé imposé avant d'avoir reçu notification de la décision était « prématurément imposé », dès lors qu'il pouvait éventuellement bénéficier d'une exonération dont le Comité *doit* examiner la demande.

Par ailleurs, et beaucoup plus simplement, il nous faut signaler que la *Commission permanente* du conseil supérieur de l'enseignement technique a toujours *accepté des recours* contre les décisions non notifiées des comités départementaux ; elle considère, dans ce cas, l'appel recevable lorsqu'il est fait dans le délai de quinze jours à partir de la réception de *l'avertissement* (3). (A noter que l'assujetti peut, dans sa requête, demander le sursis de paiement et que ses droits sont ainsi sauvegardés.)

Cette tolérance de la Commission permanente oblige ainsi indirectement le Comité départemental à notifier sa décision dans les 15 jours qui suivent l'envoi de l'avertissement, sous peine de voir sa décision portée en appel devant la Commission permanente ; comme le délai imparti à l'assujetti par le décret du 14 septembre 1935 pour présenter

(3) Qui fait normalement partir le délai de 10 jours pendant lesquels l'assujetti peut présenter ses observations au Comité départemental.

ses observations au Comité départemental est de dix jours, il suit de là que le Comité doit notifier sa décision dans les cinq jours qui suivent le dixième jour de l'envoi de l'avertissement.

Remarquons aussi que cette procédure extra-légale est une garantie supplémentaire accordée à l'intéressé (4).

*
**

Quelle est la procédure « *en appel* », c'est-à-dire devant la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique ?

Avant de statuer définitivement, la Commission permanente procède à l'*examen préparatoire* des pourvois et à l'*audition* des intéressés qui en auraient fait la demande (Décret 14 septembre 1935, article 13). Pour ce faire, elle peut s'adjoindre des sections (5) composées de membres appartenant à la Commission permanente, et élus par elle, et de membres étrangers choisis par elle, soit parmi les inspecteurs départementaux et régionaux de l'enseignement technique, soit parmi les chargés de mission temporaire d'inspection, soit parmi le personnel des écoles *publiques* d'enseignement technique. En outre, de même que pour les membres adjoints au Comité départemental, la Commission permanente désigne un suppléant pour chaque membre des sections (6).

Une fois achevé l'examen préparatoire et entendu l'assujetti, la Commission permanente statue sur le rapport de la section. Elle doit, par l'intermédiaire du préfet, *notifier* sa décision *motivée* au contribuable et à l'administration des contributions directes.

(4) Garantie dont nous avons annoncé l'existence au chapitre IV, en en renvoyant l'étude au présent chapitre. Voilà qui est fait.

(5) De même que le Comité départemental s'adjoignait une assemblée bipartite de « représentants autorisés ».

(6) Le nombre des sections est déterminé par la Commission permanente. Chaque section doit être composée de membres en nombre impair et comprendre 5 membres au moins (y compris le président, lequel doit être choisi de préférence parmi les membres ordinaires de la commission) (article 14 du décret).

Il semblerait, à s'en tenir au texte des décrets-lois des 20 juillet 1934 et 14 septembre 1935, que toute voie de recours s'arrêtât là.

En réalité, il n'en est rien ; il ne faut, en effet, pas oublier que nous sommes au cœur d'une matière administrative, et que jouent ici les règles applicables au contentieux administratif. En d'autres termes, le contribuable peut encore porter un recours ou une requête devant le Conseil d'Etat, lequel statuera *en droit*.

C'est ainsi qu'il rejette les recours formés contre des décisions de la Commission permanente refusant une exonération en vertu de ce que « les œuvres subventionnées ne présentent pas le caractère d'œuvres complémentaires de l'enseignement technique » ou bien, de ce que « l'apprentissage organisé par la Société requérante est insuffisant pour conduire les jeunes ouvrières à l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, et ne présente pas, ainsi, le caractère méthodique et complet voulu par la loi ».

Le Conseil d'Etat estime qu'en décidant ainsi, « la Commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique se livre à une appréciation souveraine des faits, dont le Conseil d'Etat n'a pas à connaître ; la société requérante n'est dès lors pas recevable à discuter cette appréciation par la voie du recours pour excès de pouvoir » (7).

Par contre, le Conseil d'Etat annule les décisions de la Commission permanente quand elles sont fondées sur un fait matériellement inexact : par exemple, la Commission permanente avait refusé une demande d'exonération sous prétexte que « malgré des demandes réitérées, la requérante n'avait pas fourni à l'administration les éléments d'appréciation pouvant permettre à la Commission permanente l'instruction du pourvoi. Or, il résultait des pièces du dossier qu'une seule demande ayant cet objet avait été adressée à la requérante ». Le Conseil d'Etat a annulé cette décision (8).

(7) Conseil d'Etat, 6 décembre 1933, et 25 janvier 1935.

(8) Conseil d'Etat, arrêt du 28 mai 1935 déjà cité.

De même, sont annulées les décisions de la Commission permanente dont les motifs et le dispositif sont contradictoires : la Commission permanente avait accordé une exonération de 80 %, le dispositif accordait une exonération de X francs, somme inférieure à 80 % de l'imposition fixée. La décision fut annulée (9).

Le Conseil d'Etat a eu enfin mainte occasion de garantir le contribuable contre des rejets de demandes d'exonération émanés d'une juridiction incompétente, en particulier du Conseil de préfecture :

« Il n'appartient qu'au Comité départemental de l'enseignement technique, et en appel, à la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique de connaître des demandes d'exonération de la taxe ; par suite, il n'appartient pas au Conseil de préfecture d'y statuer et c'est par une inexacte application de la loi que ce conseil ne s'est pas déclaré incompétent » (10).

*
**

Ainsi, le contribuable dispose de plusieurs voies de recours contre les décisions du Comité départemental, et les décisions de la Commission permanente ne sont pas définitives : le contentieux de la taxe d'apprentissage apporte à l'assujetti des garanties qui s'ajoutent à celles expressément prévues par la loi, et que nous avons étudiées au chapitre précédent.

(9) Conseil d'Etat, 18 janvier 1933.

(10) Conseil d'Etat, 1^{er} août 1926, 14 déc. 1928, 21 mars 1930.

CHAPITRE VI

L'AFFECTATION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Dans nos développements antérieurs, les questions relatives aux exonérations mises à part, nous n'avons guère remarqué de différences entre la taxe d'apprentissage et tout autre impôt. Il n'en est plus de même dans le chapitre que nous abordons maintenant, où nous verrons apparaître un caractère de la taxe d'apprentissage exorbitant du droit fiscal commun : *l'affectation*. Il existe bien, dans notre droit fiscal, certaines taxes perçues pour un usage particulier (1), mais elles entrent dans l'ensemble des recettes budgétaires, lesquelles ne sont pas spécialisées.

S'agissant, au contraire, de la taxe d'apprentissage, l'article 34 du C.I.D. spécifie que : « *Toute personne ou société passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit, inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.* »

Le produit de cette taxe est AFFECTÉ à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnelles nationales, des cours professionnels, ou de toutes œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle, ainsi qu'au développement et fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées.

(1) Nous insisterons davantage sur cette question au chapitre de la place de la taxe d'apprentissage dans le droit fiscal.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis. »

Ainsi, non seulement cette taxe est perçue pour un usage déterminé — le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, et les dépenses des laboratoires scientifiques — mais elle est *spécialement et expressément affectée* à cet usage. En d'autres termes, au lieu de se confondre dans l'ensemble des recettes budgétaires, le produit de la taxe gardera son individualité propre. Théoriquement, il y aura chaque année, en recette, une ligne du budget : « Produit de la taxe d'apprentissage... X francs » en regard d'une ligne de dépense : « Développement de l'enseignement technique, de l'apprentissage et des laboratoires... Y francs ».

Dès lors, si X est inférieur à Y, le surplus de la dépense sera comblé par les recettes ordinaires et générales ; si, au contraire, X est supérieur à Y, la différence, au lieu d'atténuer d'autres dépenses, sera *reportée* à l'exercice suivant et ajoutée au produit de la taxe pendant cet exercice suivant.

Voici pour le *principe* de l'affectation. Quant aux *dépenses* mêmes auxquelles est affectée la taxe, quelles sont-elles ?

Le texte de 1934 — de même que celui de 1925 — s'y prend à deux fois pour expliquer l'affectation donnée à la taxe ; la première indication est d'ordre général : la taxe *contribue* (non pas : « *couvre* ») aux dépenses de l'enseignement technique, de l'apprentissage et des laboratoires. Mais sous cette forme, on serait porté à croire que *toutes* les dépenses du budget de l'enseignement technique peuvent être atténuées par le produit de la taxe, y compris les frais généraux de l'administration.

Il n'en est rien : par une deuxième indication, la loi détermine avec soin les seules dépenses qui pourront être couvertes par la taxe d'apprentissage. Il s'agit uniquement de l'extension des écoles professionnelles — même des

écoles professionnelles *nationales*, alors qu'il semblerait logique que leurs dépenses fussent couvertes par l'Etat, c'est-à-dire par la collectivité des contribuables — et de toutes œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation professionnelle des enfants ; une dernière dépense à couvrir par la taxe est celle relative au développement des laboratoires. Enfin, pour encourager plus directement l'apprentissage, la taxe pourra servir à alimenter des bourses d'apprentissage et à allouer des primes aux petits patrons formant des apprentis.

Il est curieux de constater que les dépenses auxquelles est ainsi affectée la taxe d'apprentissage ne coïncident pas exactement avec celles prévues par l'article 44 du C.I.D. comme pouvant servir de base à une demande d'exonération : c'est ainsi que la taxe est affectée au développement des laboratoires de sciences pures et appliquées, mais que seules les subventions privées aux laboratoires de *sciences appliquées à l'industrie et comportant une organisation d'enseignement professionnel* sont prises en compte pour les exonérations ; inversement, les subventions aux œuvres complémentaires de l'enseignement technique peuvent faire accorder une exonération, alors qu'elles ne sont pas prévues parmi les dépenses auxquelles est affectée la taxe (2).

La taxe d'apprentissage est ainsi exclusivement affectée aux dépenses de l'enseignement technique — *industriel et commercial* — et à celles des laboratoires. Ce sont les seules dépenses qu'on puisse faire payer par les industriels et les commerçants, encore qu'il y ait eu d'importantes discussions concernant la participation des industriels aux frais des laboratoires (3).

Sont exclues de l'affectation de la taxe — l'énumération de la loi est *limitative* — les dépenses de l'enseigne-

(2) On pourrait prétendre qu'elles font partie du développement de « toutes autres œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage » ou la préparation professionnelle des enfants. Mais les œuvres d'enseignement *ménager*, par exemple, entrent-elles dans l'une de ces catégories ?

(3) Voir le chapitre II de la première partie.

ment professionnel *maritime* et celles de l'enseignement professionnel *agricole*. Cela ne veut pas dire que l'Etat abandonne ces deux importantes questions à l'initiative privée ; non, cela signifie que les dépenses relatives à ces deux ordres d'enseignement professionnel seront couvertes par la collectivité des recettes budgétaires, et non par une recette spécialisée, particulièrement affectée à ces dépenses.

* * *

Pour compléter cette étude pratique de la taxe d'apprentissage, il serait intéressant, croyons-nous, de donner quelques renseignements d'ordre statistique (4).

Les salaires imposables avaient été évalués, en 1924, à 25 milliards. L'expérience a prouvé que depuis 1924, la moyenne annuelle des salaires imposés a été de 55 milliards (5) ; le minimum a été de 40 milliards en 1930, le maximum a été de 68 milliards en 1931 (6) ; les autres années s'écartent peu de la moyenne indiquée.

La moyenne annuelle des contribuables imposés a été de 251.000, avec un maximum de 273.000 assujettis en 1936 et un minimum de 213.000 en 1929.

La moyenne annuelle du *rendement brut* de la taxe (c'est-à-dire sans déduction du montant des exonérations) a été de 102 millions. En réalité, la moyenne des salaires ayant été de 55 milliards, le rendement moyen de la taxe, au taux de 0,20 % aurait dû être de 110 millions, et non pas 102. La différence provient de ce que les diverses sources statistiques que nous avons pu consulter ne donnent pas des renseignements tout à fait concordants ; et les chiffres que nous indiquons sont le résultat de recoupements. Loin de déplorer la différence des 8 millions ci-dessus,

(4) Malheureusement, nous n'avons pas pu faire entrer en ligne de compte les résultats de 1937, non encore définitifs au moment où nous rédigeons ce chapitre.

(5) Non compris l'année 1937, pour la raison donnée tout à l'heure en note.

(6) N'oublions pas que les 40 milliards de salaires imposés en 1930 ont été payés, en réalité, en 1929.

nous nous félicitons, au contraire, de son peu d'importance relative (7) ! Le maximum du rendement brut a été 158 millions en 1932 et le minimum 61 millions en 1930 (8).

La moyenne annuelle du *rendement net* est beaucoup plus intéressante. Nous appelons rendement net le montant de la taxe réellement perçu par l'administration ; c'est le rendement brut, diminué du montant des exonérations accordées.

Le rendement net a été, annuellement, de 77,5 millions environ, avec un maximum de 93 millions en 1932 et un minimum de 60 millions en 1925.

Or, en remarquant que, de 1924 à 1936, le budget de l'enseignement technique a passé de 50 millions à 180 millions, en progressant d'une façon continue et qu'en 1925, il dépassait déjà 100 millions (9), on est bien obligé de conclure que jamais le produit de la taxe d'apprentissage n'a dépassé le montant des crédits inscrits au budget de l'enseignement technique ; la majeure partie des dépenses de cet enseignement a toujours été couverte par les ressources générales de l'Etat.

On ne peut donc prétendre, en toute impartialité, que la taxe d'apprentissage ait jamais été détournée de son affectation.

(7) L'erreur *relative* ainsi commise est environ un quatorzième.

(8) Notons que la moyenne de ces deux extrêmes — soit 110 millions — est juste égale à la moyenne théorique ; ceci corrobore l'honnêteté des chiffres que nous indiquons.

(9) C'est-à-dire plus que le maximum du rendement net de la taxe.

TROISIÈME PARTIE

La taxe d'apprentissage et sa technique

La connaissance de l'évolution et de l'aménagement pratique de la taxe d'apprentissage va nous permettre de dégager les principes qui ont servi de base à son élaboration, et de déterminer la place qu'elle occupe dans l'ensemble du droit fiscal français.

Notre troisième partie sera donc tout naturellement divisée en deux chapitres :

Chapitre Premier : Les principes directeurs de la taxe.

Chapitre II : La place de la taxe dans le droit fiscal.

Ces deux chapitres ne sont en réalité qu'une synthèse de tous les éléments exposés jusqu'ici. Cette remarque justifie leur extrême brièveté.

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Nous ne reviendrons pas ici sur la situation de l'apprentissage avant 1925, mais il nous faut rappeler au lecteur que dans un louable souci de rénovation économique, l'Etat n'hésita pas à se charger d'une œuvre considérable : le redressement et le développement de l'enseignement professionnel.

Nous n'avons jamais prétendu qu'en 1924, l'enseignement technique fût dans un marasme parfait (1) ; au contraire, nous reconnaissons le désintéressement de certains particuliers, chefs d'entreprises ou autres (2), qui payaient de leur peine et de leur argent les frais occasionnés par les établissements d'enseignement professionnel par eux créés. Mais l'œuvre accomplie (3) n'était qu'une très faible parcelle de celle qui restait à accomplir. Quand bien même l'initiative privée aurait été encore davantage développée, une question se serait posée : comment *coordonner* les différents efforts, les diverses initiatives ? Comment assurer une « unité de vue » aux œuvres d'apprentissage ?

D'autre part, il est des établissements qui coûtent cher à créer, à entretenir et à faire fonctionner. Par exemple, les frais d'établissement et de fonctionnement d'un labo-

(1) Cette affirmation exagérée est due au zèle de certains défenseurs de la taxe.

(2) Nous faisons ici allusion à certains groupements économiques : entre autres, les Chambres de Commerce, les syndicats patronaux et ouvriers, etc.

(3) Quoique déjà importante, nous ne saurions trop le répéter.

ratoire (4) modèle peuvent dépasser de beaucoup les possibilités d'un simple particulier ou d'un groupe de particuliers. D'où l'idée de constituer une « caisse centrale » subventionnée par tous ceux à qui profiteraient les institutions dont il s'agit. Mais cette « caisse centrale », personne n'en voulait prendre la charge (5).

Ce fut donc l'Etat qui se chargea de ce soin, ou plutôt de celui d'organiser sur un plan rationnel d'après des méthodes non moins rationnelles, un enseignement technique national, tenant compte des nécessités à la fois professionnelles et régionales (6).

Mais les crédits dont il dispose ne peuvent pas suffire à couvrir toutes les dépenses incombant à l'Enseignement technique. Nous avons déjà vu que c'est cette insuffisance de crédit qui conduisit l'Etat à faire sienne une idée déjà longtemps proposée, et à instituer la taxe d'apprentissage.

Le développement de l'Enseignement professionnel profite directement aux « employeurs » qui ont besoin de main-d'œuvre qualifiée, et indirectement (7) à la nation tout entière. Il eût été très compréhensible que l'Etat instituât un nouvel impôt général de façon à disposer de davantage de recettes.

Cette solution ne fut même jamais envisagée (8). Par contre, on fit place à une solution plus élémentaire, con-

(4) Le véritable apprentissage de certains auxiliaires de l'industrie ne peut se faire que dans les laboratoires (ingénieurs chimistes, métallurgistes, etc.).

(5) Les vœux des Chambres de Commerce tendent à créer non pas un organisme central, mais des organismes professionnels ou régionaux. Nous dirons en conclusion ce qu'il y a lieu de penser de semblable conception.

(6) Pour l'organisation de l'Enseignement professionnel, qui sort du cadre de notre étude, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer le lecteur aux nombreux rapports, études et conclusions déposés devant les Chambres à ce sujet depuis 1919, ainsi qu'aux décrets d'avril 1938.

(7) Voir notre Introduction à la Première Partie.

(8) D'ailleurs, elle aurait sans doute été mal accueillie à l'époque du projet de budget pour 1925, lequel resserrait le contrôle fiscal, augmentait le taux de certains impôts et créait déjà trois nouvelles contributions.

sistant à demander une contribution aux *seuls intéressés directs* au développement de l'enseignement technique.

Le *principe fondamental* sur lequel repose la taxe est donc : « Qui profite du service, le paie » (9).

Ce principe a besoin de quelques explications d'une part, et de quelques atténuations d'autre part.

Les explications seront brèves :

« Qui profite du service, le paie ». Qu'est-ce à dire ? Il faut déterminer les individus qui tirent un avantage particulier d'une meilleure organisation de l'enseignement technique. Or, ces individus appartiennent à deux catégories différentes :

d'un côté, *les employeurs*, qui se voient mieux servis par un personnel instruit, et peuvent ainsi produire à des conditions meilleures en rendement et en qualité ;

de l'autre côté, *les employés* qui se voient « appréciés » des patrons, et disposent ainsi d'un salaire plus élevé, en même temps qu'ils sont moins soumis aux risques de chômage (10).

Pourtant, il n'a jamais été question de faire payer la taxe par ces derniers.

Il faut donc bien comprendre, quand on parle du principe de la taxe d'apprentissage, qu'il s'agit seulement de la contribution des usagers *patrons* aux frais d'apprentissage engagés par l'Etat.

Cette contribution est-elle *totale ou partielle* ? Autrement dit, les frais d'Enseignement technique sont-ils couverts entièrement ou partiellement par les assujettis à la taxe ?

Il faut distinguer entre les frais d'apprentissage pro-

(9) Principe sur lequel tout le monde a toujours été d'accord.

(10) Sans compter la satisfaction morale que doit sans doute ressentir l'ouvrier qualifié qui n'est plus une simple mécanique, un « anneau de la chaîne ».

prement dit (11) et les frais généraux de l'Enseignement technique, lesquels se divisent en frais d'aménagement de l'enseignement professionnel et en frais administratifs. Pour ces derniers, aucun doute n'est possible : ils doivent être couverts par les crédits ordinaires.

Quant aux frais d'apprentissage proprement dit et d'enseignement professionnel en général, le taux de la taxe a été fixé de façon telle (12), en 1924, que les dépenses d'apprentissage devaient être largement couvertes, de même que celles de l'enseignement technique. Le rapporteur se vantait même que la taxe laisserait un bénéfice à l'Etat (13).

Pareille situation était incompatible avec le principe fondamental de la taxe : les usagers doivent payer le service, et rien que le service.

Aussi le taux fut-il abaissé, et le rendement prévu était tel qu'il couvrirait uniquement les frais d'apprentissage proprement dit *et* d'enseignement technique.

Comme, de plus, on avait fixé *d'abord* le rendement à obtenir de la taxe, et ensuite seulement le taux à appliquer pour arriver à ce résultat, il nous est permis de considérer la taxe comme une *taxe de répartition*, non pas comme une taxe de quotité, nonobstant le texte de la loi : « une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit... *contribue* aux dépenses... » et non pas : « *couvre* les dépenses ». Il est vrai que par la suite, la taxe fonctionna comme taxe de quotité, le taux restant immuable (14), mais l'examen approfondi des travaux préparatoires de la loi de 1925 prouve sans aucun doute que dans *l'esprit* de

(11) Les œuvres d'apprentissage proprement dit sont *exclusivement* : l'apprentissage à l'atelier, les cours d'apprentissage existant dans les écoles jumelées, les cours professionnels, les écoles de métiers ou associations spéciales à l'apprentissage, les écoles pratiques de commerce et d'industrie.

(12) On avait approximativement déterminé le rendement de la taxe avant son application.

(13) En réalité, il n'en fut rien, comme nous l'avons démontré à la fin de la deuxième partie.

(14) En pratique d'abord, puis légalement (Décret de juillet 1934).

ses promoteurs, le *principe* était qu'il fallait considérer la taxe comme une *taxe de répartition* (15). Le fait que le taux devait être variable suivant les besoins permet la même déduction.

De même, dans l'esprit du législateur, la taxe est une *taxe affectée spécialement* à un emploi déterminé (16) : l'aménagement de l'enseignement technique (17).

En résumé, le principe fondamental à la base de la taxe est : « qui profite du service, le paie », étant entendu que ce principe est appliqué de façon restrictive. De plus, la taxe est spécialement affectée, tout en étant une taxe de répartition (18).

* * *

Ces rapides explications données, examinons les atténuations apportées au principe fondamental, d'après lequel tous les employeurs de main-d'œuvre sont assujettis à la taxe.

La stricte application du principe devrait conduire à imposer uniformément tous les employeurs de main-d'œuvre : chaque patron paierait une somme de ... francs. L'injustice de ce procédé est évidente : le patron qui n'emploie-

(15) Ceci est la réponse à la question du début de ce paragraphe. La contribution est totale. Le projet initial présentait même une disproportion frappante entre les dépenses prévues pour l'enseignement technique et la somme beaucoup plus considérable demandée à la taxe.

(16) Ceci est indiqué dans le texte de loi, mais ne pouvait être davantage spécifié, en vertu des principes de l'unité budgétaire et de l'universalité budgétaire.

(17) Nous avons assez insisté sur cette idée, par ailleurs, pour qu'il soit inutile de la développer ici une fois de plus.

(18) Nous insistons bien sur ce fait que c'est par *interprétation* que nous attribuons ce principe à la taxe ; par la suite, la taxe se comporta en taxe de quotité. Ce n'est qu'en 1934 — art. 40 du C.I.D. — que la *fixation* du taux transforma légalement la taxe en taxe de quotité.

rait qu'un ouvrier paierait autant que le chef d'une entreprise occupant plusieurs centaines d'ouvriers. Sans compter qu'il est illogique de répartir la taxe « par tête de patron », alors qu'elle est destinée à former du personnel. On peut améliorer le principe et frapper le patron d'une contribution de ... francs *par ouvrier employé*.

Le procédé avait été proposé (19).

Mais il se serait produit que certains patrons employant quelques ouvriers très spécialisés auraient payé moins que d'autres, employant un plus grand nombre d'ouvriers non spécialisés. C'aurait été injuste, puisque ceux-là profiteraient davantage que ceux-ci du développement de l'apprentissage, tout en payant moins.

Il était donc nécessaire de *proportionner* la taxe à certains éléments, dont le choix était délicat.

On proposa d'asseoir la taxe sur la surface des chaudières, ou le nombre de chevaux-vapeur pour l'industrie, de moteurs automobiles pour l'agriculture (20). Ce principe d'assiette fut écarté, car « c'est là où la force est la moins nécessaire que l'habileté de l'ouvrier est la plus utile » (21). L'argument nous paraît spécieux : plus il y a de machines, moins la force est nécessaire, semble-t-il, donc plus utile est l'habileté de l'ouvrier !

On pouvait asseoir la taxe sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais il est fort peu populaire ; ou bien, sur le chiffre d'affaires, mais il varie perpétuellement ; ou bien encore sur la valeur du fonds, mais ce critérium est bien fragile, et l'on ne voit pas bien la relation existant entre ouvriers spécialisés et valeur du fonds, laquelle dépend de quantité d'éléments absolument étrangers au personnel employé.

On aurait pu asseoir la taxe sur le chiffre de la pa-

(19) Voir la première partie.

(20) C'est le système employé en Belgique.

(21) Louis Serre, au Sénat, 2^e séance du 9 juillet 1925.

(22) Autre argument : la taxe ne s'appliquerait pas aux exploitations minières. Mais cet argument n'a plus de valeur depuis que le décret-loi du 20 juillet 1934 a soumis ces exploitations au dit impôt.

tente (23) ; l'inconvénient est qu'en 1924, la loi de 1848 n'avait pas encore été modifiée, et certaines entreprises de la première classe ne donnaient plus de bénéfices, alors que d'autres, de troisième, quatrième... classe, étaient devenues fort importantes.

L'inconvénient commun à toutes les propositions ci-dessus (à l'exception de la première, qui est appliquée en Belgique) est que la patente, l'impôt sur le chiffre d'affaires ou sur les bénéfices peuvent être profondément modifiées par une simple loi, et bouleverser ainsi la taxe d'apprentissage dans sa base même.

Il fallait trouver un critérium beaucoup plus voisin de la *valeur* du personnel employé : le salaire. C'est le système qui présente le moins d'inconvénients, et qui a le grand avantage d'être en relation directe avec l'habileté des employés. Plus le salaire est élevé, plus il y a lieu de croire l'ouvrier apte à accomplir sa tâche, et plus il y a profit pour le patron. Or, l'ouvrier habile est, presque sans exception, celui qui a fait un consciencieux apprentissage.

Mais ce système de taxe proportionnelle aux salaires versés subit une importante dérogation en faveur des patrons qui participent (24) aux œuvres d'apprentissage (25). Ce principe va de soi. Il serait injuste que deux patrons payant le même salaire total soient soumis à une égale imposition quand l'un contribue à des œuvres d'apprentissage et l'autre pas. Ce serait la mort de l'initiative privée en matière d'enseignement professionnel ; l'Etat, en accordant le principe des exonérations, a montré par là même qu'il n'entendait pas se substituer à l'initiative privée pour

(23) Nous rappelons que c'était le principe de certaines propositions antérieures à 1925.

(24) De la façon étudiée au chapitre III de notre deuxième partie.

(25) On lui avait en effet reproché de vouloir « accaparer » l'enseignement technique. Il n'en est rien ; l'Etat demande au contraire un large concours à l'initiative privée.

organiser un enseignement professionnel d'Etat (26). Ces exonérations, nous l'avons vu, sont partielles ou totales, suivant le degré de participation des chefs d'entreprises aux œuvres d'enseignement professionnel.

On avait proposé une autre modalité d'application du principe de discrimination entre « bons » et « mauvais » patrons (27) : au lieu de « détaxer » les bons patrons, on aurait « surtaxé » les mauvais patrons. Mais ceci ressemblerait fort à une pénalité infligée aux patrons qui se refusent à former des apprentis, ou à payer des cotisations à des organismes d'enseignement professionnel (28).

Signalons, pour terminer, le principe d'après lequel la taxe ne devait pas être établie par l'administration des contributions directes. Le législateur affirmait ainsi le caractère extraordinaire de la taxe. Mais ce principe a disparu et il n'y a plus lieu de s'y attarder.

*
**

Ainsi, la taxe dite d'apprentissage repose sur le principe de la *participation* des contribuables aux frais dont ils profitent directement, sur le principe de l'*affectation* des recettes aux dépenses, sur le principe de *répartition* entre les assujettis des frais d'enseignement technique, sur le principe de la *proportionnalité* aux salaires versés et sur le principe de la *discrimination* entre patrons assujettis.

(26) Rappelons que, dans un souci de simplification, les *petits patrons* ne sont pas assujettis à la taxe.

(27) Les « mauvais » patrons sont ceux qui restent indifférents en présence des efforts de développement de l'enseignement technique.

(28) Rappelons le principe : « *Nulla poena sine lege* ».

CHAPITRE II

LA PLACE DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE DANS LE DROIT FISCAL

La considération des principes sur lesquels repose la taxe d'apprentissage va nous permettre d'assigner à celle-ci une certaine place dans l'ensemble de notre législation des contributions directes.

Auparavant, il nous paraît utile de rappeler en quelques lignes les principes classiques essentiels de notre droit fiscal. Nous nous bornerons, bien entendu, aux contributions directes et taxes assimilées.

Dominant toute la réglementation fiscale, se dressent les quatre règles fondamentales qui gouvernent notre système budgétaire : unité, universalité, non-affectation des recettes aux dépenses et annualité (1).

S'agissant de contributions directes, on distingue le service de l'assiette et celui de la perception.

L'assiette est confiée à l'administration des contributions directes, chargée d'établir les rôles, dressés en conformité avec les états-matrices, qui mentionnent les bases individuelles de cotisation des contribuables (avec leurs nom, adresse, etc.).

La perception se fait en deux étapes : mise en recouvrement des rôles, rendus exécutoires par un arrêté collec-

(1) Unité, règle d'après laquelle toute spécialisation est exclue : un seul budget pour tous les services.

Universalité : règle d'après laquelle toutes les recettes et toutes les dépenses doivent être inscrites, sans compensations.

Non-affectation : les recettes forment un tout, et ne gagent pas certaines dépenses définies, plutôt que d'autres.

Annualité : le budget est voté pour un an.

tif du préfet (qui délègue son pouvoir d'homologation au directeur départemental des contributions directes), et encaissement.

Les réclamations sont soit contentieuses, soit gracieuses (dans ce cas, elles sont adressées au préfet ou au sous-préfet).

Ces règles générales s'appliquent aux *taxes* dites assimilées, dont le caractère commun, d'ordre administratif, est d'être des impôts de quotité recouvrés au moyen de rôles nominatifs.

La taxe, au sens technique du mot, est le prix d'un service rendu par l'Etat.

Il existe trois catégories de taxes perçues pour le compte de l'Etat :

a) les taxes somptuaires : taxes sur les chevaux et voitures, cercles et lieux de réunions, etc.

b) les redevances prélevées sur certaines industries sur lesquelles l'Etat exerce un droit de contrôle : droits de vérification des poids et mesures, taxe de surveillance des fraudes, etc.

c) les taxes représentatives d'autres contributions ou de charges particulières : redevance des mines, taxe des biens de main-morte.

L'Administration des contributions directes est astreinte au secret professionnel.

L'impôt est impersonnel ; enfin, il doit obéir aux quatre règles d'Adam Smith : la justice, la certitude, la commodité, l'économie.

*
* *

La taxe d'apprentissage participe-t-elle à ces caractères essentiels ? Dans laquelle des trois catégories de taxes assimilées entre-t-elle ?

Pour répondre à ces deux questions, il suffit de nous reporter au chapitre précédent dans lequel ont été mis en évidence les principes qui gouvernent la taxe.

Jusqu'en 1930, la taxe d'apprentissage était exorbitante du droit commun, pour la raison que la confection des états matriciels *n'était pas* confiée à l'administration des contributions directes. La loi du 16 avril 1930 (article 11) a supprimé cette différence essentielle. Mais d'autres subsistent.

La taxe d'apprentissage est, dans sa conception primitive, une *taxe de répartition*, alors que *toutes* nos contributions sont de quotité. Dans la pratique, la taxe s'est comportée comme étant de quotité : son taux était invariablement fixé à 0,20 %. Le décret de codification de 1934 entérina cette pratique par une disposition ayant force de loi.

La taxe d'apprentissage est une *taxe affectée* : elle fait donc échec au principe capital de la non-affectation. Si, dans une certaine année, le rendement de la taxe est supérieur aux dépenses de l'Enseignement technique, l'excédent est reporté au budget de l'année suivante (2).

A cause de son affectation encore, la taxe fait échec au principe de l'unité.

La taxe d'apprentissage fait une *discrimination* entre les assujettis, « bons » ou « mauvais » patrons. Ce principe lui confère un caractère de *taxe personnelle*. Mais il est juste d'observer qu'il existe un principe analogue en matière de contributions directes ordinaires : par exemple, l'intérêt d'une dette vient en déduction de cette dette (par dégrèvement de l'impôt foncier s'il s'agit d'une dette hypothécaire, ou abattement du revenu s'il s'agit d'une dette chirographaire), ou bien des réductions pour charges de famille sont accordées, etc. L'ensemble de ces cas particuliers conduit à penser qu'il est normalement fait déduction des charges incombant aux contribuables. Ainsi, l'apparence de caractère de *taxe personnelle* que nous avons attribuée à la taxe d'apprentissage peut fort bien s'expli-

(2) A en croire les déclarations faites au moment des travaux préparatoires ; aucun texte ne prévoit cette procédure, et ne pouvait la prévoir, en raison de l'impossibilité de faire échec par un texte au principe de la non-affectation. En pratique, la question ne s'est jamais posée, puisqu'il n'y a jamais eu d'excédent.

quer par l'application du principe de la déduction des charges. Nous conserverons donc notre reproche de personnalité pour un prochain paragraphe !

Le principe de la *proportionnalité* de la taxe aux salaires versés va à l'encontre de la tendance actuelle à la progressivité.

Mais il est un caractère de la taxe d'apprentissage qui, à lui seul, suffit à lui désigner une place à part : nous faisons allusion au principe de la *participation* des assujettis au service qui leur est rendu par l'Etat.

Nous avons rappelé tout à l'heure qu'une taxe est le prix d'un service.

Or, examinons attentivement la situation. Y a-t-il réellement un service rendu ? Oui, au sens habituel du mot, non au sens fiscal. L'Etat n'accorde pas à l'assujetti à la taxe l'usage d'un bien, il ne fait pas non plus un travail pour le compte de l'assujetti, et puis il ne faut pas oublier que cet assujetti peut fort bien employer des ouvriers n'ayant jamais profité des bienfaits de l'apprentissage, et pourtant, il paie la taxe (3). Si cette taxe était réellement le prix du service rendu à l'employeur, celui-ci ne devrait la payer qu'autant qu'il emploierait d'anciens apprentis ou d'anciens élèves d'établissements d'enseignement professionnel, et sur leurs seuls salaires, à l'exclusion des salaires payés au personnel non spécialisé.

Nous savons, au contraire, que la taxe est due à raison de l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale, quel que soit le personnel employé (4). Le voilà, le reproche de personnalité !

(3) Par exemple, les salaires des emballeurs, expéditionnaires, etc, d'un magasin entrent en ligne de compte pour l'établissement de la taxe. Or, il arrive très souvent que ces employés arrivent dans la maison sans jamais avoir fait le travail considéré. De même pour les salaires des veilleurs de nuit, surveillants, garçons de bureau : il n'existe aucun établissement d'apprentissage pour de semblables métiers.

(4) De plus, s'il s'agissait réellement du prix d'un service, les bénéficiaires employés devraient y participer eux aussi.

La taxe d'apprentissage n'est donc pas une taxe au sens technique du mot : elle est bien plus un *impôt* prélevé sur une catégorie spéciale de citoyens.

Mais cet impôt diffère essentiellement *en principe* — et en principe seulement — des autres contributions : nous avons vu, au fur et à mesure de la présentation des caractères de la taxe, que dans la pratique, les principes originaux sur lesquels elle repose s'effacent, et se fondent avec les principes normaux en matière de contributions directes (5).

*
**

La taxe d'apprentissage, *en principe* *taxe particulière*, est donc *en réalité* un véritable *impôt* (6).

Seulement, au moment de sa création, le gouvernement n'a pas voulu avouer qu'il ajoutait un nouvel impôt à ceux existants : il a alors créé un être hybride qu'il a baptisé *taxe* et doué de caractères non seulement différents de ceux des autres contributions, mais encore opposés aux principes les plus solidement établis, y compris les règles d'unité et d'universalité. En réalité, cette taxe était bel et bien un impôt : sans en avoir le nom, elle en a tous les caractères (7) en même temps qu'on les lui conteste énergiquement (8), et qu'on l'appelle (improprement) *taxe* !

*
**

(5) L'établissement de la taxe, son recouvrement, et les réclamations sont les mêmes qu'en matière de contributions directes.

(6) Surtout depuis son incorporation dans le Code des *Impôts directs et taxes assimilées* (27 décembre 1934).

(7) Que nous avons vu s'affirmer progressivement au cours de l'évolution législative, 1925-1934.

(8) Si les milieux officiels s'efforcent de prouver que cette taxe n'est pas un impôt, et quelle est *taxe* et *spéciale*, les milieux économiques, eux, ne s'y sont jamais trompés !

De sorte que, tout en étant presque un impôt normal (9), la taxe d'apprentissage a l'aspect d'une monstruosité fiscale (10).

(9) Les différences avec un impôt normal sont : 1) que la taxe d'apprentissage est soumise, *en ce qui concerne les exonérations*, au contrôle d'une administration distincte de celle des contributions directes et à un contentieux différent de celui des contributions directes; 2) que la taxe d'apprentissage est *affectée*.

(10) C'est souvent ce qui se produit quand, pour masquer le véritable caractère d'une institution, on essaie de lui attribuer officiellement un caractère différent : on aboutit à la création d'un monstre hybride.

QUATRIÈME PARTIE

La taxe d'apprentissage et son accueil dans les milieux économiques

Une étude sur la taxe d'apprentissage, si modeste soit-elle, ne saurait être complète si elle ne mentionnait l'accueil réservé à la taxe par les milieux économiques.

Il semblerait, de prime abord, que la taxe dût être très favorablement accueillie par ceux-là mêmes qui la proposèrent (1). Il n'en fut rien, bien au contraire, et de toutes parts, des critiques s'élevèrent contre la taxe proposée en 1924 par le Gouvernement. Nous osons même affirmer que ces critiques furent *unanimes*, de la part des milieux industriels et commerçants. Ceci est d'autant plus curieux que le *principe* de la taxe ralliait tous les suffrages : les seules modalités soulevèrent la commune réprobation des assujettis.

Il est juste d'ajouter que ces critiques n'étaient pas seulement destructives, et qu'elles étaient complétées par des propositions tendant à l'aménagement de la taxe, telle que conçue par les intéressés.

Nous traiterons donc cette quatrième et dernière partie en deux chapitres :

Chapitre I : Les critiques adressées à la taxe.

Chapitre II : Les solutions proposées.

(1) Nous avons montré que l'idée première de la taxe est due à des chefs d'industrie.

CHAPITRE PREMIER

LES CRITIQUES ADRESSEES A LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Ce chapitre, ainsi que le suivant, se contentera d'*exposer* les faits ou les doctrines, que nous nous réserverons de discuter dans notre conclusion.

Les reproches adressés à la taxe d'apprentissage sont de deux ordres différents ; les uns sont relatifs au principe même de l'ingérence de l'Etat dans le domaine de l'apprentissage, les autres sont dirigés contre la taxe d'apprentissage elle-même. Seuls, ces derniers font strictement partie de notre sujet ; nous croyons pourtant intéressant d'indiquer très sommairement les premiers, d'autant qu'on peut les considérer comme dirigés contre le principe même d'une *taxe perçue par l'Etat*. Nous verrons, en effet, que les autres critiques portent sur l'*aménagement* de la taxe telle que conçue par le législateur, et non sur le fait de sa réglementation par l'Etat.

Dans le premier ordre de reproches, on relève en premier lieu la crainte que l'*Etat ne monopolise* à son profit le domaine de l'enseignement technique. On lui reproche que la création de la taxe est un prétexte qui, en réalité, lui servira de premier jalon sur le chemin de l'accaparement des œuvres d'enseignement professionnel. On lui prête l'intention de vouloir multiplier les écoles publiques au risque de méconnaître les initiatives privées, de créer enfin un enseignement professionnel d'Etat, hors duquel il n'y aurait point de salut pour les apprentis... ni pour les patrons.

Un autre reproche est celui-ci : la création de nouvelles écoles de commerce et d'industrie aura pour conséquence d'attirer à la ville nombre de jeunes gens qui, autrement, seraient restés à la campagne et seraient devenus des cultivateurs. A quoi le rapporteur du budget de l'enseignement technique, M. Jean Locquin, répond (1) que l'action de l'Etat s'exerce plus en *profondeur* qu'en *étendue*. « Nous ne cherchons pas à augmenter le nombre des salariés... ce que nous voulons, c'est *améliorer le rendement* de ceux qui se sont déjà orientés de ce côté et dont l'éducation professionnelle n'est pas encore faite. » Et puis, rien n'empêche de faire à l'apprentissage agricole sa place parmi les autres ordres d'enseignement, au besoin de créer une *taxe d'apprentissage agricole* !

On craint aussi que l'enseignement technique ne supprime celui des écoles primaires supérieures « *au détriment de la saine culture générale* ». Nous ne voyons pas bien la base de ce reproche d'ordre pédagogique.

Enfin, on se refuse de reconnaître à l'Etat assez d'intelligence pour *mener à bien* une vaste réforme de l'enseignement technique, pour nommer des professeurs qualifiés, etc.

On devine assez de quel côté du Parlement émanent ces critiques (2).

*
**

Passant immédiatement aux reproches dirigés contre l'*aménagement* de la taxe, nous constaterons qu'ils émanent pour la plupart, sinon tous, de groupements économiques divers (3).

(1) A la tribune de la Chambre, 27 août 1924 (Doc. Parl. Chambre, 1924, N° 515).

(2) Ces critiques ont été formulées uniquement dans les milieux officiels. Aucun organisme économique ne les a faites siennes. Au contraire, les syndicats patronaux et *ouvriers* ont reconnu que « l'apprentissage ayant besoin d'être rénové, organisé, développé, stimulé, l'action de l'Etat en la matière, à défaut, ou devant l'insuffisance des libres initiatives, devait s'exercer avec une intensité accrue ».

(3) On trouvera en fin d'ouvrage la liste des documents consultés par nous et émanant de groupements économiques variés.

Il s'est bien élevé au Sénat une voix — celle de M. Dominique Delahaye (4) — pour reprocher à la taxe d'apprentissage d'être une « *abominable taxe de spoliation et d'injustice* qui fait supporter au commerce et à l'industrie une dépense qui revient au budget général » (5), mais une telle... indignation est chose rare.

Le premier mécontentement des milieux économiques est dû à ce que la taxe d'apprentissage *tombe dans le budget général*, et soit ainsi soumise au principe de non-affectation.

M. Contenot, dans un rapport très documenté et précis, fait à la Chambre de Commerce de Paris, le 4 novembre 1925, au nom de la Commission de l'Apprentissage, rappelle que :

« Si le principe d'une *taxe d'apprentissage* a été accepté par le patronat et même réclamé par un grand nombre d'industriels ou de commerçants pour permettre d'atteindre les patrons réfractaires à l'apprentissage, la condition *sine qua non* de cette acceptation a toujours été que cette taxe devait servir à former une *caisse spéciale et autonome pour les besoins exclusifs de l'apprentissage*. » (6)

M. Contenot, examinant l'exposé des motifs du projet de loi de finances pour 1925, dans lequel il est spécifié que le produit de la taxe « *sera intégralement et exclusivement consacré aux œuvres d'apprentissage et d'enseignement professionnel* », rappelle ensuite, pour justifier sa méfiance, que « la taxe en faveur du développement du commerce extérieur produit 21.564.000 francs, alors que pour tous les services du commerce extérieur, il n'est dépensé que 13.081.000 francs, en sorte que 8 millions sont noyés dans le gouffre budgétaire ; de même, le produit de la taxe im-

(4) C'est le même Dominique Delahaye qui déplorait amèrement la disparition des écoles congréganistes, sans lesquelles tout enseignement professionnel était voué à l'échec, et qui rendait responsables de tous les maux accablant l'enseignement technique... les Francs-Maçons !

(5) Nous rappelons que nous faisons ici un simple exposé, et que nous critiquerons plus tard.

(6) Les passages en italique sont en italique dans le texte.

posée aux Compagnies d'assurances par la loi du 18 avril 1898, pour subvenir aux frais d'entretien des corps de sapeurs-pompiers, est de 4 millions de francs, alors que dans le budget de 1925, il est inscrit, pour l'entretien des corps de sapeurs-pompiers, un crédit de 700.000 francs seulement. »

On comprend que M. Contenot — et avec lui, les représentants du monde économique — soit un peu inquiet !

De son côté, « Le Journal du Bâtiment et des Travaux publics » écrit, dans son numéro du 4 décembre 1924 : « Nous avons dit combien avait été vive, dans les milieux industriels et commerciaux, l'émotion causée par le projet de taxe sur l'apprentissage, *non point tant à cause de la taxe elle-même, dont le principe était généralement admis par les intéressés, qu'en raison de ce fait que l'Etat prétend s'en attribuer la libre disposition et qu'il tend à la détourner de son objet naturel en l'affectant au paiement de toutes les dépenses de l'enseignement technique*, si bien que sous forme d'une contribution spéciale prélevée en vue d'un cas spécial, on imposerait à l'industrie et au commerce de subvenir à des dépenses d'intérêt général. »

Nous pourrions citer encore quantité de passages, tous dans le même sens, mais nous nous en abstenons, étant donné le manque d'intérêt que présenterait pareille énumération ; et nous terminerons sur ces mots l'exposé de la critique relative à l'affectation de la taxe : « Il est de toute justice qu'une pareille taxe, exclusivement payée par les industriels et les commerçants, reste sous leur contrôle et que soit strictement maintenue l'affectation particulière en vue de laquelle elle a été créée » (7).

(7) Tous les textes envisagés spécifient nettement que le produit de la taxe doit être consacré aux œuvres d'apprentissage proprement dites (limitativement énumérées dans la note 11 du chapitre premier de la troisième partie), à l'exclusion des écoles nationales et des institutions techniques, dont les dépenses doivent être couvertes par le budget de l'enseignement technique et supportées logiquement par la collectivité.

Relativement à l'affectation de la taxe, la Chambre de Commerce de Lyon, dans une lettre adressée à tous les sénateurs, se plaint de ce que, *même en ce qui concerne l'apprentissage proprement dit, le domaine de l'emploi du produit de la taxe soit trop étendu.*

A cet égard, elle distingue trois catégories d'industries :

« 1° Celles qui n'ont pas à former d'apprentis... »

2° Celles qui pratiquent couramment l'apprentissage à l'atelier et qui sont dans la nécessité de continuer ce système...

3° Celles qui estiment que la formation de leurs apprentis ne peut être faite que par l'école », et elle estime que l'effort de l'Etat devrait se borner, pour commencer, à cette création d'écoles. Cette limitation aurait par ailleurs le double avantage de contribuer à l'abaissement du taux de la taxe et de restreindre le nombre des assujettis : seules paieraient la taxe les corporations directement intéressées à la création de ces écoles d'apprentissage.

Une autre critique témoigne de la crainte des milieux économiques que le rendement de la taxe étant reconnu insuffisant, *l'Etat ne soit amené à en élever le taux* (8), ce qui arrêterait les souscriptions des industriels en faveur des écoles *privées* d'enseignement technique. Voici à cet égard une lettre adressée à la Chambre des Députés par une Chambre syndicale, et lue en séance du 1^{er} juillet 1925 :

« Il est à craindre que l'Etat, qui n'aurait accompli qu'un acte purement théorique en instituant la taxe précitée, ne soit amené à constater que l'importance de l'œuvre à accomplir nécessiterait des ressources supérieures à celles prévues et fixées par la loi.

De ce fait, on serait peut-être forcé d'élever successivement le taux de l'impôt, qui finirait ainsi par constituer une charge écrasante pour le commerçant.

(8) On reconnaît ici le caractère de « taxe de répartition » indiqué précédemment.

... L'annonce d'une taxe sur l'apprentissage, telle qu'elle a été prévue par la loi de finances, a eu pour effet d'arrêter presque complètement la souscription en faveur de notre école. Plusieurs de nos adhérents nous ont fait savoir que, la loi en préparation devant retomber évidemment sur tout le commerce en général, ils ne voyaient plus l'utilité de continuer un effort qu'ils avaient été heureux de réaliser jusqu'à ce jour. »

Dans le rapport Contenot cité plus haut, nous trouvons une critique différente, qui en suit une autre relative au peu de précision avec laquelle la loi prévoit des exonérations :

« Quant au principe d'une contribution obligatoire en faveur de l'apprentissage, nous l'admettons sous réserve que cette contribution *sera demandée à tous les employeurs sans exception*. Il faut... que toutes les industries paient, car il est inadmissible que les charbonniers, par exemple, ne paient rien, sous prétexte que, pour eux, la question de l'apprentissage ne se pose pas. Car qui consomme leurs charbons, si ce n'est l'industrie en général qui, elle, a besoin d'apprentis ? »

Nous ne nous attarderons pas à développer et à commenter cette critique, que nous n'avons trouvée dans aucun texte autre que celui cité ci-dessus. Nous nous contenterons de souligner ici qu'elle est postérieure à la promulgation de la loi de 1925 (9).

*
* *

A l'encontre de l'observation de M. Contenot se dresse la Chambre de Commerce de Lyon, dans une lettre adressée le 20 janvier 1925 à M. Nicolle, député du Nord (10).

(9) Le rapport Contenot est du 4 novembre 1925.

(10) En réponse à une demande de renseignements de celui-ci, relative au fonctionnement des œuvres d'apprentissage dans le ressort de la Chambre de Commerce.

La Chambre de Commerce s'élève contre la disposition du projet de loi prévoyant une *taxe uniforme* pour tous les chefs d'entreprises.

La Chambre de Commerce de Lyon estime qu'avant de frapper d'une taxe commune tous les commerçants et industriels, il est nécessaire de déterminer ceux qui ont besoin de former des apprentis manuels : « Les industriels ayant besoin d'apprentis ne forment qu'une petite minorité parmi le gros ensemble des commerçants et des industriels n'ayant pas besoin de l'apprentissage (11) ; il serait (12) d'injustice criante de faire payer les mêmes sommes à ceux qui n'ont nul besoin d'apprentis. »

La Chambre entend par là — cela résulte très clairement du contexte — qu'il est nécessaire de faire une *différenciation du taux* selon les groupes d'industrie, et que l'application du taux uniforme prévu par la loi est une « injustice criante ». C'est de cette façon qu'il y a lieu d'interpréter l'expression « les mêmes sommes » employée par la Chambre.

La même critique se trouvait déjà dans un rapport fait à la Chambre de Commerce de Paris le 3 décembre 1924 par M. Boucheron, qui est d'avis que « les commerçants proprement dits, sans être exonérés de la taxe (car la situation de l'industrie a nécessairement une répercussion sur la prospérité des affaires commerciales), pourraient supporter une taxe à un taux inférieur à celui auquel sont soumis les industriels » ; dans l'idée de M. Boucheron, cette discrimination de taux entre industriels et commerçants aurait le grand intérêt de ne pas grossir démesurément le prix d'une marchandise qui ferait l'objet de plusieurs transactions commerciales (13).

(11) La Chambre ne se contente pas de poser cette affirmation : elle la soutient pertinemment par une très complète énumération des entreprises qui ont et qui n'ont pas besoin de former d'apprentis.

(12) La lettre est antérieure au 13 juillet 1925.

(13) « Une taxe générale sur tous les salaires serait exagérée et abusive », trouvons-nous dans un rapport de M. Celle, en date du 22 janvier 1925.

L'un des gros reproches adressés à la taxe est, en effet, celui d'infliger au commerce et à l'industrie une *lourde charge*, d'autant plus fâcheuse que, grevant la catégorie des contribuables qui représentent une des principales forces vitales du pays, « elle fait courir le grave danger d'entraver la production, de provoquer le chômage et de diminuer le rendement des impôts » (14). Cette charge est flétrie du nom de « charge fiscale » par toutes les Chambres de Commerce dont nous avons pu consulter le « Bulletin ». « C'est moins une œuvre d'intérêt commercial qu'un artifice destiné à déguiser un impôt nouveau », lisons-nous dans le rapport déjà cité de M. Celle. Et M. Pichot, le 3 décembre 1924, dans un rapport présenté au nom de la Commission de Législation commerciale et industrielle, s'écrie : « Etabli moins dans un but financier que pour *contenter certains partis politiques*, ce projet de budget (15) contribuera fortement à l'élévation du coût de la vie comme à la dévalorisation du franc ; enfin, il supprimera l'esprit d'épargne qui, jusqu'à présent, a fait la force de la France et lui a permis de traverser victorieusement les crises les plus graves. »

Ainsi, non seulement M. Pichot adresse à la taxe le reproche d'être une *lourde charge*, il ajoute celui — nouveau pour nous — de *partialité politique*.

En réalité, on accuse la taxe d'être une lourde charge pour l'économie nationale, d'établir l'équilibre budgétaire sur le seul dos des industriels et des commerçants, tout cela dans un souci d'ordre politique.

Indiquons encore quelques critiques de détail, avant de présenter un tableau d'ensemble des très nombreux reproches adressés à la taxe d'apprentissage, tableau que nous ferons précéder d'une dernière critique de fond.

(14) Délibération prise le 4 mars 1925 par la Chambre de Commerce de Paris.

(15) Projet de budget pour 1925, article 18.

« La taxe projetée, établie sur une base nouvelle dans notre système fiscal, imposera à tous les commerçants et industriels une nouvelle série de déclarations et, par suite, de contrôles et d'inquisitions ; pour des sommes souvent minimales, ses *frais de perception* atteindront sans doute un pourcentage fort élevé. »

On craint qu'à raison de son *caractère souvent abusif*, « elle soit l'occasion fréquente de *gaspillage* et de dépenses inutiles. Les industriels... dont le personnel ne requiert qu'une formation professionnelle très sommaire... demanderont, eux aussi, des institutions d'apprentissage et d'enseignement technique afin de ne pas perdre complètement le montant des taxes qui leur seraient imposées d'office ».

On lui reproche d'avoir un *rendement inconnu* par avance, parce qu'assise sur l'élément incertain des salaires, dont on n'a qu'une idée incomplète, faute de statistiques *précises* à ce sujet.

Enfin, une dernière critique sérieuse est faite par M. Boucheron dans le rapport auquel nous avons déjà fait antérieurement emprunt. Laissons-lui la parole :

« ... Il est, en effet, de notoriété publique que l'industrie française traverse, comme on la désigne communément, une « *crise d'apprentissage* ».

Les deux principales causes de cette crise sont : d'une part, l'insuffisance des écoles professionnelles d'apprentissage, malgré les efforts très intéressants faits dans certaines corporations ;

D'autre part, le désir excusable qu'ont les parents de voir leurs enfants gagner de suite ou très rapidement un salaire..., résultat qui ne saurait être obtenu immédiatement par le choix d'une profession exigeant un apprentissage.

Il y a donc lieu, premièrement, de mettre à la disposition du Commerce et de l'Industrie des écoles professionnelles suffisantes pour le recrutement et la formation de leur personnel ouvrier spécialiste ; deuxièmement, d'attirer les enfants vers des professions nécessitant un apprentissage... par la certitude, pour le jeune ouvrier, de trouver

à la fin de son apprentissage du travail bien rémunéré dans le métier de son choix. L'habileté professionnelle des ouvriers français serait, comme il convient, considérablement augmentée...

... *Le projet de loi sus-énoncé donne-t-il la solution espérée ?*

Nous répondrons : *non*, sans hésiter. » (16)

* * *

En d'autres termes, M. Boucheron nie l'utilité même de la taxe, puisqu'elle ne pourra combattre les causes de la crise de l'apprentissage.

Nous avons ainsi fait le tour complet de toutes les critiques adressées à la taxe d'apprentissage par les milieux économiques. Ce tour d'horizon a été nécessairement empreint d'une certaine sécheresse, puisque nous nous sommes interdit, au seuil de ce chapitre, tout commentaire favorable ou défavorable.

Il ne nous reste plus qu'à dégager les traits essentiels de cet exposé analytique.

Les cercles industriels et commerciaux réclament une loi mûrement étudiée, basée sur des données statistiques précises, définissant nettement les catégories de salaires à taxer, ne mettant pas d'entrave au fonctionnement des institutions professionnelles existantes, créées par l'initiative privée : de telles garanties ne se trouvent pas en suffisance dans le projet de loi (17).

Il n'y a pas davantage de garanties en ce qui concerne l'emploi du produit de la taxe : on lui reproche d'être une taxe spéciale et de tomber dans l'ensemble du budget, on lui reproche de couvrir des frais étrangers à l'apprentissage et d'avoir un rendement non déterminé ; l'élasticité du taux fait craindre des abus ultérieurs, l'uniformité du taux est une erreur, la charge imposée aux milieux économiques

(16) Mais M. Boucheron n'indique pas les raisons d'une réponse négative aussi catégorique.

(17) Projet de loi de finances pour 1925. Bien entendu, nous parlons toujours au nom des milieux économiques.

est injuste et abusive ; la loi se ressent d'une improvisation trop hâtive, elle manque de précision ; enfin elle porte la trace de préoccupations fiscales et politiques qui devraient lui être étrangères,

Ouf ! dirons-nous, et surtout que le lecteur ne mette pas en doute notre bonne foi, et ne nous soupçonne pas d'avoir à dessein noirci le tableau des critiques ! Nous l'avons présenté en toute sincérité, en toute objectivité. La preuve en est que, malgré l'*hostilité unanime* des milieux économiques à la taxe générale et uniforme d'apprentissage, nous reconnaissons très volontiers leur désir d'une loi qui consacrerait le principe — mais le principe seulement — de l'*obligation* à la taxe d'apprentissage.

Sous quelle forme envisage-t-on donc l'aménagement de cette taxe ? Le chapitre suivant va nous l'apprendre sans plus tarder.

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS PROPOSEES (1)

Si les critiques adressées à la taxe sont unanimes et se retrouvent dans toutes les délibérations des Chambres de Commerce, des Syndicats, etc., il n'en est pas de même des solutions proposées comme remèdes à la crise de l'apprentissage. Il existe des divergences dans la conception de l'organisation de l'apprentissage et dans la désignation des personnes ou groupements compétents, à qui confier cette organisation.

Mais, très sagement, les groupement économiques, à la question d'organisation de l'apprentissage, n'oublient pas d'ajouter celle des crédits : comment se procurer les sommes nécessaires à l'œuvre désirée ?

Plutôt que d'exposer séparément, d'une part les crédits proposés, d'autre part l'emploi à faire de ces crédits (2), il nous a paru préférable d'indiquer dans son ensemble chacune des propositions. Nous ne prétendons évidemment pas indiquer ici *toutes* les propositions présentées par le monde économique : il faudrait y consacrer tout un volume, si l'on voulait tenir compte des moindres détails. Nous nous contenterons des *solutions-types*, suffisamment nombreuses, dont les autres ne sont que des variantes s'inspirant du même thème.

Un examen attentif des rapports, vœux et conclusions

(1) De même qu'au chapitre précédent, nous faisons ici un simple *exposé* des faits. S'il y a lieu, les solutions envisagées seront critiquées dans notre conclusion.

(2) C'est-à-dire l'organisation de l'apprentissage et la désignation des personnes ou groupements chargés d'y pourvoir.

des groupements économiques nous permet de distinguer trois tendances qui ont présidé à l'élaboration de toutes les propositions intéressantes.

Le premier groupe de propositions fait une large part au texte de la loi de juillet 1925, auquel sont apportées des modifications plus ou moins importantes.

Le second groupe propose d'adapter à l'organisation de l'apprentissage les pouvoirs accordés aux Chambres de Commerce par la loi organique du 9 avril 1898.

Le troisième groupe, enfin, que nous pourrions qualifier d' « indépendant », nous propose une solution originale, inspirée ni de la loi de 1925 ni de la loi de 1898.

*
* *

Voici, pour commencer, les desiderata de la Commission Supérieure de l'Apprentissage et de l'Enseignement technique — le 18 août 1925 :

« 1° Les associations, reconnues par l'article 25 aptes à favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, devraient être habilitées à recevoir de leurs membres adhérents, à concurrence et sur justification des sommes dépensées par elles à cet effet, tout ou partie des sommes dues par les dits adhérents sur le montant de la nouvelle taxe de 0 fr. 20 % dont ils sont redevables envers le fisc ;

2° Les dépenses effectuées par les dites associations devraient comprendre non seulement celles énumérées par l'article 25, mais aussi les frais généraux des ateliers et des écoles, frais de direction, éclairage, chauffage, coût des matières premières employées à l'école, primes et rétributions aux élèves, etc. ;

3° Les reçus, émanant des dites associations, donnés à leurs adhérents et constatant les versements effectués par eux, pourraient être remis au fisc pour libération partielle ou totale du montant de la nouvelle taxe. »

La Commission Supérieure de l'Apprentissage et de l'Enseignement technique reconnaît donc implicitement la légitimité de la taxe perçue par l'Etat, elle admet son ca-

ractère d'impôt atténué par un système d'assiette spécial, elle admet encore que tous les industriels et commerçants y soient assujettis d'une manière uniforme.

Les seules modifications souhaitées par elles sont relatives à l'*extension des attributions des associations* désignées par la loi comme « aptes à favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage ». D'un côté, les dépenses effectuées par les dites associations devraient être plus larges, et de l'autre, contre-coup normal, les crédits accordés aux associations devraient être plus importants. A cet égard, les adhérents leur verseraient leur part — ou une quote-part — de la taxe d'apprentissage à laquelle ils sont assujettis : ceci éviterait la perception par l'Etat, suivie de l'affectation. Le reçu des versements vaudrait monnaie sonnante à l'égard du fisc.

Il y aurait donc une taxe *complètement aménagée par l'Etat*, mais *perçue directement* — au moins dans certains cas — *par les organisations économiques* aptes à développer l'enseignement technique.

S'écartant davantage de l'économie de la loi du 13 juillet 1925, la Chambre de Commerce de Gray et Vesoul, dans sa séance du 27 janvier 1925, tout en admettant le principe d'une taxe aménagée par l'Etat, désirerait que le taux de la contribution *obligatoire* destinée à couvrir les frais de l'apprentissage (l'Etat devant subvenir aux frais de l'enseignement technique) (3) fût déterminé par les organismes régionaux chargés de l'apprentissage, en limitant au minimum les dépenses nécessaires. L'affectation des sommes provenant de cette taxe serait faite par ces organismes régionaux.

Ces dispositions, transformées en délibération par la Chambre de Commerce de Gray et Vesoul, étaient rapportées par un *industriel*, M. Dagot.

(3) Constatons que les groupements économiques attachent bien plus d'importance que les « milieux officiels » à la distinction entre apprentissage et enseignement technique, distinction que nous avons soulignée par une note du premier chapitre de la première partie de cet ouvrage.

La seule modification souhaitée était relative à la *fixation du taux* suivant les *régions*, en même temps qu'à l'*attribution* du produit de la taxe, attribution déterminée par les organismes régionaux.

La Chambre de Commerce de Lyon — dans sa lettre du 20 janvier 1925 adressée à M. Nicolle — demande une réforme plus complète du projet de loi.

« 1° Elle (4) édicterait l'*obligation* (5), pour tous les industriels qui ont besoin de former des apprentis, de payer une taxe d'apprentissage, mais l'obligation ne concernerait que ces seuls industriels. Le taux de ces taxes d'apprentissage varierait suivant chaque industrie.

2° Les Chambres de Commerce seraient appelées à faire l'application de la loi, à en fixer les modalités, à compléter au besoin sur les centimes provenant des centimes additionnels (6) certaines dépenses relatives à l'enseignement technique et professionnel.

L'avantage de telles mesures serait surtout de proportionner les dépenses à l'effort utile demandé pour l'instruction technique et professionnelle, en évitant des créations d'écoles souvent inutiles ou ne correspondant pas aux besoins de l'apprentissage, d'éviter enfin et surtout la création de nombreux postes nouveaux de fonctionnaires. » On voit apparaître ici le souci d'économie qui répond à l'objection que « la perception de la taxe coûtera cher à l'Etat ».

La Chambre insiste à plusieurs reprises — dans des lettres et délibérations ultérieures — sur le fait que la taxe à instituer doit bien être recueillie sous la forme d'un impôt obligatoire, mais *sur l'indication et au profit* des Chambres de Commerce, à la charge des professions qui seraient indiquées par ces dernières, et sous la forme de centimes additionnels à la contribution des patentes.

(4). Il s'agit de la loi souhaitée.

(5) En italique dans le texte.

(6) Au principal fictif de la patente.

La Chambre de Lyon conserve donc le principe d'une taxe obligatoire, mais cette taxe devient *spéciale* à certaines industries, elle est perçue et aménagée par les Chambres de Commerce. Néanmoins, le rôle de l'Etat n'a pas complètement disparu. Prévoyant les objections qu'on pourrait lui adresser, la Chambre de Commerce répond :

« Les abus pourraient être de deux sortes : ou bien ne pas assez dépenser, ou bien dépenser trop. Dans les deux cas, le budget étant toujours soumis d'avance au ministre compétent, *l'Etat conserverait tous ses droits de surveillance, de contrôle et d'approbation.* »

La taxe souhaitée par la Chambre de Commerce de Lyon est donc une taxe professionnelle dont l'aménagement est confié entièrement aux Chambres de Commerce, mais sous la surveillance, le contrôle et l'approbation de l'Etat (7).

La Chambre de Commerce de Dieppe restreint davantage le rôle de l'Etat. Elle émet, en effet, le vœu qu'une taxe, dite d'apprentissage, *homologuée* par les pouvoirs publics, soit appliquée à tous les employeurs de main-d'œuvre (8), et perçue au profit des Chambres de Commerce, des Chambres de Métiers ou des groupements professionnels intéressés.

Le rôle de l'Etat se borne ici à édicter par une loi l'obligation d'une taxe. Mais tous droits de surveillance et de contrôle ont disparu.

* * *

(7) Il est curieux de noter qu'en 1920 — le 30 décembre — la même Chambre de Commerce de Lyon émettait le vœu qu'elle soit autorisée à percevoir un certain nombre de centimes additionnels avec affectation spéciale au profit des œuvres d'enseignement technique dont les frais devaient ainsi être couverts par *l'universalité* des commerçants et industriels.

(8) Cette résolution est du 16 novembre 1920.

Le deuxième groupe de propositions, nous l'avons annoncé plus haut, s'écarte tout à fait de la tutelle de l'Etat et attribue toute compétence en matière de taxe d'apprentissage aux organismes existants, en particulier aux *Chambres de Commerce*.

Celles-ci se considèrent comme toutes désignées à organiser elles-mêmes les œuvres d'apprentissage. Le considérant-type qui se retrouve dans *tous* les vœux appartenant au présent groupe de propositions est ainsi libellé :

« La Chambre de Commerce...

Considérant que la loi organique du 9 avril 1898 relative aux Chambres de Commerce comprend dans leurs attributions toutes les œuvres utiles au commerce et à l'industrie, notamment l'enseignement professionnel et l'apprentissage, et leur permet de se procurer les ressources nécessaires, au moyen de centimes additionnels à la patente, sur tous les industriels et commerçants de leur circonscription, sous réserve de modalités spéciales à prévoir en ce qui concerne les mines et les chemins de fer, ainsi que les départements recouvrés..... proteste avec la dernière énergie contre l'erreur et l'injustice que commettrait toute loi dépouillant les Chambres de Commerce de leurs attributions. »

La force de ce considérant est d'autant plus grande qu'on le trouve non seulement dans les délibérations des Chambres de Commerce des régions les plus diverses, mais encore dans les résolutions prises par l'Assemblée des présidents des Chambres de Commerce de France. Si l'on sait que cette Assemblée ne prend de résolutions que sur les questions ralliant l'*unanimité* des voix, et qu'à chaque Assemblée, *fort peu* de Chambres se font excuser de ne pas envoyer leur président, on voit combien générale est la volonté des Chambres de Commerce de *ne pas se laisser dépouiller de leurs attributions*.

Sur ce thème de l'omnipotence des Chambres de Commerce en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, se greffent des modalités d'application quelque peu variées.

C'est ainsi que le 20 novembre 1924, sous la présidence de M. Pierre Richemond (9), une réunion des représentants de groupements professionnels estime que *les charges totales de l'apprentissage étant connues*, la création de ressources correspondantes devrait être demandée aux Chambres de Commerce qui sont *seules qualifiées* actuellement pour percevoir les centimes additionnels nécessaires.

La réunion accepte toutefois le vote d'une loi organique qui préciserait les conditions de perception des ressources ainsi envisagées, qui pourraient même, *au besoin*, être rendues obligatoires.

De son côté, le 7 décembre 1926, la Chambre de Commerce d'Annonay, acceptant la taxe comme fait accompli, désire que la moitié du produit en soit versée aux budgets des Chambres de Commerce qui le désireront, lesquelles devront en faire le plus judicieux emploi et justifier de leurs dépenses sur ce point auprès des services compétents.

Cette façon d'alimenter le budget des Chambres de Commerce est assez amusante : les Chambres sont seules qualifiées pour organiser l'enseignement professionnel, mais si on ne peut empêcher l'existence d'une taxe d'Etat, que le produit en soit versé, au moins partiellement, aux Chambres, qui de cette façon « n'auront pas tout perdu ».

Cette proposition est d'ailleurs la seule à indiquer le principe d'alimentation des budgets des Chambres de Commerce (10).

Il nous paraît inutile de développer davantage les propositions de ce deuxième groupe, puisqu'elles se ressemblent toutes, sauf quelques variantes négligeables, et que toutes réclament le droit pour les Chambres de Commerce d'*organiser seules l'enseignement technique* — seules, ou avec l'aide et le concours de syndicats professionnels — moyennant la perception de centimes additionnels à la pa-

(9) Vice-président de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

(10) On pourrait la rapprocher du système préconisé par la Commission supérieure de l'Apprentissage et de l'Enseignement technique.

tente demandés aux industriels et commerçants de leur circonscription, ou à quelques-uns d'entre eux seulement.

* * *

Quant aux solutions que nous avons qualifiées d'indépendantes, auxquelles nous arrivons maintenant, elles sont certes originales, mais n'expriment que dans une très faible part les vœux du monde industriel et commerçant.

Une seule d'entre elles revêt une véritable importance, celle proposée en janvier 1925 par le Conseil central de la Confédération générale de la production française : « En admettant la possibilité de création de ressources spéciales, elles ne devraient servir qu'à acquitter les frais d'enseignement intéressant directement la formation professionnelle des ouvriers et employés de commerce par le développement de l'apprentissage ; elles devraient être établies par une loi organique déterminant notamment les conditions de leur perception et la répartition de leur produit par des ORGANISMES AUTONOMES où les employeurs seraient représentés, et qui tiendraient compte des besoins des diverses professions et régions. »

Ces *organismes autonomes*, que le Conseil Central spécifie plus loin être « des établissements publics régionaux », seront chargés, en plus de la perception des ressources spéciales, du soin de pourvoir à l'enseignement professionnel des ouvriers et employés de commerce.

La constitution de ces organismes autonomes réclamés par la C.G.P.F. et où seraient représentés les employeurs, est envisagée dans un rapport de M. Celle, mais d'une façon un peu différente.

Ces organismes devraient être non seulement régionaux, mais *professionnels*. Leur autonomie se verrait limitée du fait qu'ils seraient soumis au contrôle des Chambres de Commerce et, surtout, à l'inspection du sous-secrétariat de l'Enseignement technique. Ils comprendraient non seulement des employeurs, mais des *contremaîtres* et des

ouvriers. Leurs ressources seraient assurées par des subventions prises sur le budget des Chambres de Commerce et par les centimes additionnels prélevés par les Chambres.

Différent est le projet d'après lequel ce serait les Chambres syndicales patronales qui devraient organiser l'apprentissage à leurs frais.

* * *

Le meilleur résumé des vœux des milieux économiques se trouve dans deux textes de bulletins de Chambres de Commerce.

L'un est celui de la Chambre de Commerce de Lyon, où nous trouvons ainsi énumérés les desiderata de la Chambre :

- 1° Créer l'apprentissage par professions ;
- 2° Ne pas le régir par une loi unique (car il varie par profession et par région) ;
- 3° Ne l'appliquer qu'aux industries qui y ont intérêt (qu'elles n'aient pas du tout institué l'apprentissage ou qu'elles nécessitent des méthodes spéciales) ;
- 4° Confier cette organisation aux *Chambres syndicales* professionnelles patronales, qui s'adjoindraient un certain nombre d'ouvriers et de contremaîtres ;
- 5° Autoriser les *Chambres de Commerce* à prélever des centimes additionnels et spéciaux sur les membres de la corporation intéressée ;
- 6° Réserver la création et la direction de l'apprentissage aux industriels et à leurs représentants officiels. et, en aucun cas, en constituer un monopole d'Etat.

L'autre est celui de la Chambre de Commerce de Montpellier, qui admet bien le principe de la taxe d'apprentissage (11), mais émet le vœu suivant :

(11) Qu'elle nomme curieusement « taxe sur les salaires ».

1° Qu'avant l'établissement de toute taxe d'apprentissage, les dépenses nécessaires aux œuvres d'apprentissage soient étudiées et déterminées aussi exactement que possible, ainsi que le montant et la nature des salaires qui seraient passibles de cette taxe ;

2° Que le montant de cette taxe d'apprentissage soit entièrement affecté à l'organisation et à la subvention des œuvres d'apprentissage créées en application de la loi du 25 juillet 1919, à l'exclusion des dépenses d'ordre général qui incombent à la collectivité ;

3° Que ceux qui, à quelque titre que ce soit, auront directement ou par un groupement dont ils font partie, organisé à leurs frais l'apprentissage, sous le contrôle et avec l'agrément de l'enseignement technique, soient totalement exonérés du paiement de la taxe ;

4° Que l'organisation des écoles d'apprentissage incombe aux Chambres de Commerce et que celles-ci soient autorisées à établir et à percevoir les taxes nécessaires à la création et au fonctionnement de ces écoles.

Si, maintenant, nous reprenons successivement les diverses solutions proposées pour remédier à la crise de l'apprentissage et aux inconvénients attribués à la taxe d'apprentissage de 1925, nous constatons aisément qu'elles se rejoignent toutes (12) sur une idée commune : confier l'organisation de l'apprentissage aux Chambres de Commerce — ou à d'autres groupements économiques tirant d'elles les ressources affectées à l'enseignement technique — qui percevraient sur les industriels et commerçants de leur circonscription les centimes additionnels à la patente, nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. Le nombre des centimes pourrait varier suivant que les industriels et commerçants profiteraient plus ou moins des œuvres d'apprentissage.

Un tel programme semble certes séduisant. Mais est-il en réalité aussi logique, aussi simple, aussi souple, qu'il

(12) Sauf les quelques exceptions indiquées.

paraît au premier abord ? Et s'il répond en tous points aux critiques dirigées contre la taxe d'apprentissage, ces critiques sont-elles fondées ?

Nous ne saurions terminer une étude de la taxe d'apprentissage en laissant sans réponse une question de cette importance. Aussi nous efforcerons-nous d'examiner en toute impartialité les critiques adressées à la taxe et les solutions proposées, examen dont le résultat nous permettra d'étayer une conclusion d'ensemble de notre modeste « essai » sur la taxe d'apprentissage.

CONCLUSION

La défense de la taxe d'apprentissage

Le moment est venu, comme nous l'avons annoncé, de discuter les critiques adressées à la taxe d'apprentissage.

A vrai dire, cette discussion nous conduira à une réfutation ; nous pourrons, ainsi, conclure en faveur de la taxe d'apprentissage.

Nous distinguerons deux sections :

Section I. — La réfutation des critiques.

Section II. — Conclusion : la défense de la taxe d'apprentissage.

SECTION I. — La réfutation des critiques adressées à la taxe d'apprentissage

Nous reprendrons successivement les diverses critiques exposées dans le chapitre premier de notre quatrième partie.

Nous avons vu que, dans le premier ordre de reproches adressés à la taxe, se trouvaient ceux relatifs au principe de *l'ingérence de l'Etat* dans le domaine de l'apprentissage.

On craignait que l'Etat ne *monopolisât* l'enseignement technique. Il n'en est rien ; la meilleure preuve en est le souci qu'a pris l'Etat *d'exonérer* de la taxe les assujettis qui s'occuperaient de l'apprentissage, contribueraient à des œuvres d'enseignement technique et d'apprentissage ou même, à des œuvres n'ayant qu'un rapport indirect avec l'enseignement technique (enseignement ménager ou institutions d'orientation professionnelle), et *d'accorder des primes* aux petits patrons exempts de la taxe, qui formeraient des apprentis. L'Etat manifeste ainsi son intention de ne pas étouffer l'initiative privée, bien au contraire (1) !

On a craint que les jeunes gens ne fussent attirés à la ville, au détriment de la campagne : l'apprentissage agricole existe ; il a été organisé par l'Etat (2), sur les recettes générales du budget. Et la cause profonde de la désertion

(1) De plus, l'Etat ne subventionne-t-il pas les Chambres de Commerce, dont l'une des attributions est le développement de l'enseignement technique ?

(2) A raison de l'insuffisance de l'initiative privée.

des campagnes est bien plus l'attrait de gains plus élevés à la ville qu'un apprentissage commercial et industriel mieux organisé.

Quant à la crainte de l'incapacité de l'Etat à dresser un bon programme d'enseignement technique, et à nommer des professeurs compétents, elle est dénuée de fondement. L'expérience prouve que partout où les écoles professionnelles (nationales) existent, les cours professionnels donnent les résultats les meilleurs. Si nous parcourons les rapports présentés aux Chambres de Commerce par des industriels et commerçants placés à la tête des jurys d'examen du certificat d'aptitude, nous y trouvons des relations de ce genre : « le niveau des connaissances générales de nos jeunes apprentis se relève grâce aux cours de technologie et de dessin » ; « les résultats d'ensemble viennent à nouveau confirmer la supériorité de l'enseignement professionnel donné à l'école pratique et qui avait déjà été constaté d'une façon remarquable à l'issue des examens de l'année précédente » ; ou bien encore : « les apprentis formés par l'école professionnelle sont de beaucoup supérieurs comme instruction manuelle aux apprentis formés par les ateliers ».

Et dans les écoles nationales, il y a beaucoup plus de chances de trouver au programme un cours destiné à la formation intellectuelle générale des apprentis que dans les écoles privées (3).

*
**

Passant maintenant aux reproches dirigés contre l'*aménagement* de la taxe d'apprentissage, nous pouvons y répondre de la façon suivante :

Il est vrai que le produit de la taxe tombe dans le budget général ; mais nous avons vu que ce produit a tou-

(3) D'ailleurs, « on » reproche assez à l'Etat de surcharger les programmes des établissements d'enseignement technique avec des « matières générales n'ayant aucun rapport avec l'enseignement professionnel » !

jours été inférieur aux besoins du budget général de l'enseignement technique : on ne peut donc prétendre qu'il ait servi à autre chose qu'à l'enseignement technique ; un examen plus détaillé de ce budget montre, de plus, que les dépenses relatives à l'enseignement technique proprement dit ne sont même pas couvertes par le produit de la taxe, à plus forte raison celle-ci ne sert-elle pas à couvrir les dépenses d'administration ! (frais généraux du sous-secrétariat de l'Enseignement technique, etc.).

L'affectation particulière en vue de laquelle a été créée la taxe d'apprentissage a toujours été strictement maintenue.

On se plaint de l'étendue du domaine d'emploi de la taxe : mais est-il apprentissage digne de ce nom, qui puisse se passer d'enseignement technique ? Ces deux questions ne sont-elles pas étroitement liées ? Il semble bien que si !

On a craint que l'Etat n'élevât rapidement le taux de la taxe ; nous avons vu ce que l'avenir a fait de cette crainte. Bien plus, le taux est maintenant fixé d'une façon définitive — toujours à 0,20 pour 100 des salaires payés. Rassurés par cette fixité, ainsi que par la possibilité d'obtenir des exonérations, les particuliers n'ont plus craint de continuer de souscrire aux œuvres privées et de cotiser aux groupements « consacrant une partie de leurs ressources à l'enseignement technique et à l'apprentissage ».

On a réclamé une différenciation du taux suivant les industries et suivant les régions. Outre que cette différenciation risquerait de provoquer d'innombrables difficultés, il nous semble qu'elle présenterait le grand inconvénient d'aboutir à la création et au développement d'établissements d'enseignement technique ressortissant aux mêmes groupes d'industries, au détriment de ceux qui formeraient des ouvriers utilisés par peu de patrons seulement : il y aurait, par exemple, un grand nombre de centres d'apprentissage pour les jeunes gens se destinant aux métiers d'ouvrier ajusteur, ouvrier monteur, ouvrier tourneur, etc., et pas assez de centres d'enseignement professionnel de la

broderie, de la dentelle, etc. De plus, les régions pauvres n'auraient que peu d'établissements d'enseignement technique alors que précisément elles pourraient se développer si les entreprises disposaient de personnel qualifié et instruit.

Il y aurait ainsi une rupture d'équilibre dans l'organisation de l'enseignement technique.

On a reproché ensuite à la taxe d'apprentissage d'imposer aux commerçants et industriels une nouvelle série de déclarations et d'inquisitions fiscales, de même que de *coûter* fort cher à l'Etat.

Il ne nous semble vraiment pas que la déclaration demandée aux assujettis soit si pénible, d'autant qu'ils sont déjà obligés par ailleurs de déclarer les salaires par eux payés : ils n'ont qu'à recopier cette déclaration ; pas plus que ne nous paraissent exagérées et abusives les « inquisitions » faites à cet égard par l'Administration des Contributions directes. Nous avons vu, dans la seconde partie de cet ouvrage, que le contrôle de l'Administration, — contrôle bien discret, — est l'indispensable contre-partie des garanties accordées aux assujettis. Quant aux frais de perception de la taxe, de l'impression et de la confection matérielle des rôles et des avertissements, ils s'élèvent à 25.000 francs par an environ, encore que nous forciions sensiblement la moyenne, ce qui, eu égard à un rendement annuel de 77 millions, représente une proportion de un trois mille quatre-vingtième ! On ne peut vraiment pas dire, dans ces conditions, que la taxe soit onéreuse !

En aucune façon, cette taxe n'est donc véritablement gênante.

La crainte que les industriels « dont le personnel ne requiert qu'une formation professionnelle très sommaire » demandent, eux aussi, des institutions d'apprentissage afin de ne pas perdre complètement le montant de la taxe qui leur est imposée, ne s'est pas davantage trouvée vérifiée. D'ailleurs, même si la formation professionnelle est très sommaire, ce n'est pas une raison pour la refuser complètement aux ouvriers des professions intéressées, et l'Etat est allé au-devant de toute revendication de ce genre.

Il nous reste encore à répondre à deux importantes critiques adressées à la taxe d'apprentissage.

La première est elle de M. Boucheron, s'élevant contre l'*inutilité* de la taxe et prétendant que la taxe d'apprentissage ne parviendra pas à mettre à la disposition de l'économie nationale les écoles professionnelles suffisantes à la formation du personnel spécialisé, pas plus qu'elle n'attirera les enfants vers l'apprentissage par la certitude d'obtenir un emploi bien rémunéré, dès cet apprentissage terminé.

Il nous paraît un peu naïf de reprocher à la taxe d'apprentissage de ne pas servir à créer un nombre suffisant d'établissements d'enseignement professionnel. En effet, s'il en était ainsi, c'est que les sommes obtenues de la taxe d'apprentissage seraient nettement inférieures aux besoins de l'enseignement professionnel (4) ; or, puisque l'Etat « rançonne honteusement » les industriels et les commerçants, il tire d'eux une contribution maxima, bien supérieure à celle qu'en obtiendraient les Chambres de Commerce et autres organismes économiques ; donc, à plus forte raison, ces organismes ne pourraient-ils pas, avec leurs ressources propres, demandées aux industriels et commerçants, organiser un enseignement technique suffisant !

La deuxième partie de la critique de M. Boucheron est aisément réfutée, si l'on considère que la très grande majorité des établissements d'enseignement technique assurent le placement de leurs élèves.

Nous avons, par là-même, écarté la dernière critique que nous avons exposée : la taxe impose une lourde charge au commerce et à l'industrie. Mais si l'Etat se désintéressait de la question, le soin d'organiser l'enseignement technique incomberait aux associations économiques, alors obli-

(4) C'est en réalité, nous l'avons vu, ce qui se produit : l'Etat « met du sien » pour compléter le produit de la taxe.

gées de mettre à contribution le commerce et l'industrie, et de leur demander une participation certainement supérieure à 0,20 pour 100 des salaires payés (5).

Ainsi, de toutes les critiques adressées à la taxe d'apprentissage, il nous a paru impossible d'en retenir aucune qui fût pertinente.

*
**

Voyons maintenant si, parmi les solutions proposées, il en est de pratiques.

Nous écartons tout de suite, pour la raison précédemment indiquée, les propositions relatives à un aménagement territorial ou professionnel de la taxe.

Les solutions tendant à attribuer tous pouvoirs en matière de taxe d'apprentissage aux Chambres de Commerce nous paraissent aussi devoir être écartées : il nous semble, en effet, que les déjà nombreuses et importantes attributions des Chambres de Commerce ne pourraient que souffrir de la concurrence des préoccupations d'enseignement technique. Bien entendu, nous ne contestons pas que les Chambres gèrent avec toute la diligence et toute la compétence possibles les œuvres d'apprentissage dont elles s'occupent, voire même qu'elles ont créées (6) ; mais une chose est d'organiser l'enseignement technique dans *une* région, ou dans *une* profession, et autre chose est d'organiser un enseignement technique généralisé s'appliquant à *un pays entier*.

La même observation nous paraît devoir être dirigée

(5) Puisque cette participation est insuffisante, et qu'elle est complétée par l'État lui-même.

(6) C'est ainsi, entre autres, que la région lyonnaise est redevable à la seule Chambre de Commerce de Lyon de l'intense développement de ses établissements d'enseignement technique et professionnel de tous ordres.

contre les solutions qui préconisent l'emploi de la taxe par des *groupements autonomes* : nous pensons que ces groupements manqueraient de cohésion, de coordination ; d'ailleurs, nous retrouvons là les propositions tendant à organiser une taxe soit professionnelle, soit régionale.

Une seule solution nous avait paru, de prime abord, ingénieuse : celle proposée le 18 août 1925 par la Commission Supérieure de l'Apprentissage et de l'Enseignement technique, d'après laquelle les associations reconnues aptes à favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage devraient pouvoir recevoir de leurs adhérents, à concurrence des sommes dépensées par elles à cet effet, tout ou partie des sommes dues par les dits adhérents sur le montant de la taxe dont ils sont redevables, et les reçus constatant les versements par eux effectués pourraient être remis au fisc pour libération partielle ou totale du montant de la taxe.

Réflexion faite, il nous semble que ce système soulèverait d'in vraisemblables difficultés d'application, dont la moindre serait de déterminer la quote-part à verser par chaque adhérent !

En résumé, pas plus que de critiques dirigées contre la taxe d'apprentissage, il ne nous a paru possible de retenir de solutions parmi celles proposées.

SECTION II. — Conclusion : La défense de la taxe d'apprentissage

Nous avons vu qu'il ne subsiste rien des reproches adressés à la taxe d'apprentissage ; mais ce n'est pas là une raison suffisante pour adopter sans réserve la conception du Gouvernement, que nous allons donc essayer de défendre en usant d'arguments positifs (7).

A notre avis, un seul pourrait suffire, s'il est judicieux. Or, cet argument, le voici :

Quelle que soit la solution envisagée, elle revient toujours à faire participer les industriels et les commerçants aux dépenses de certains groupements *dont ils font partie*. Il suffirait alors de refuser de faire partie d'un tel groupement (8) pour ne contribuer en rien à l'enseignement technique, et profiter gratuitement des apprentis formés par autrui. Seule, la solution qualifiée par quelques-uns d'*étatique* évite une injustice aussi choquante, seule elle supprime un privilège que s'octroyeraient les plus malins ; ceux-ci finiraient rapidement par faire des adeptes, et alors, qui se chargera — qui *pourra* se charger — de l'*indispensable* aménagement de l'enseignement technique, dont la faillite précédera de peu celle de l'organisation économique tout entière ?

Mais, à cet argument, déjà de poids, vient s'en ajouter un autre, non moins important.

(7) Nous opposons les *arguments positifs* à la destruction des critiques et solutions proposées, destruction qui nous a fourni des *arguments négatifs*.

(8) L'affiliation, même à une Chambre de Commerce, n'est pas obligatoire : on peut toujours renoncer d'appartenir à une telle Chambre (sauf à perdre évidemment les nombreux avantages qui font que *pratiquement* tous les chefs d'entreprise appartiennent à une Chambre de Commerce ; mais ceci n'infirme en rien notre raisonnement).

Nous avons dit, en effet, tout au début de notre étude, que seul l'Etat était qualifié pour prendre en mains l'organisation extrêmement complexe et délicate qui est celle de l'enseignement technique dans un pays aussi vaste et aussi varié que la France. Nous avons vu que, seul, il dispose de moyens assez puissants pour mener à bien pareille entreprise. Nous n'entendons pas seulement par « moyens » les moyens pécuniaires : nous voulons dire par là que l'Etat dispose de moyens d'information, d'investigation, dont ne disposent pas les associations particulières, si puissantes soient-elles ; l'Etat peut avoir un service de centralisation, de coordination, que ne peuvent avoir non plus les associations particulières, si bien organisées soient-elles. De plus, l'Etat est mieux à même que n'importe quel particulier de se rendre compte des besoins réels du pays, des déficiences à combler ; alors qu'une association économique, quelque désintéressée qu'elle soit, ne peut voir que les intérêts du groupement qu'elle représente — groupement professionnel ou régional — l'Etat voit où est l'intérêt collectif de la Nation ; il pourra entreprendre des travaux dont aucun particulier ne voudrait se charger, comme trop onéreux ou d'intérêt trop lointain.

Même si l'on dénie à l'Etat toutes ces qualités, même si on lui refuse systématiquement toute qualité d'intelligence et de dévouement à la Nation, on ne peut s'empêcher de constater qu'il n'y a *aucune* raison qu'un service d'intérêt aussi général que l'enseignement technique soit assumé par les particuliers, alors que l'Etat lui-même en profitera ! Donc, à lui la charge de l'enseignement technique !

De quelcote côté que l'on envisage la question, on aboutit à cette conclusion que c'est bien à l'Etat d'organiser les services d'intérêt général, en particulier l'apprentissage et l'enseignement technique ; cela ne l'empêche pas de tolérer, ou même d'encourager l'initiative privée : il est, au contraire, très heureux d'être soulagé d'une partie de sa tâche ! Entre l'Etat et les particuliers, il ne peut pas, il ne *doit* pas y avoir de rivalité : il ne peut y avoir que de l'émulation.

Si on nous objectait alors : « Nous sommes bien d'accord que c'est à l'Etat d'organiser l'enseignement technique et l'apprentissage, mais quel est *l'intérêt propre* que présente la taxe d'apprentissage ? », nous ne serions guère embarrassé pour répondre que la taxe en question fait partie d'un *tout* homogène. Son application a eu pour conséquence d'organiser le contrôle (9) de l'apprentissage à l'atelier et au comptoir, et de préciser ce qu'était « l'apprentissage méthodique et complet » (10) : la taxe d'apprentissage s'ajoute ainsi aux sanctions de la loi du 25 juillet 1919, et s'est avérée plus efficace que celles-ci. Elle constitue un moyen très sûr de stimuler l'initiative privée et d'imposer aux employeurs le respect de leurs obligations légales et contractuelles en matière d'apprentissage : les exonérations ne sont accordées que si ces obligations sont remplies.

Enfin, personne n'a jamais prétendu que la taxe d'apprentissage fût une panacée, propre à guérir tous les maux dont souffre l'apprentissage ; La taxe d'apprentissage n'est qu'un *moyen, parmi tant d'autres*, de parer à la déficience de l'enseignement professionnel ; sinon, on ne voit pas bien pourquoi, après l'avoir définitivement instaurée, le Gouvernement se donnerait encore la peine de s'occuper de l'apprentissage, comme le prouvent les divers textes promulgués depuis 1925, de la loi du 20 mars 1928 édictant l'obligation de dresser un contrat écrit d'apprentissage, aux récents décrets-lois de mars-avril 1938, instituant l'apprentissage obligatoire.

Vu : Pour l'Assesseur du Doyen,
Le Professeur chargé
de la Direction de la Faculté,
LÉVY-ULLMANN.

Vu : Le Président,
William QUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

(9) A raison des exonérations demandées.

(10) Voir notamment, à cet égard, les arrêts du Conseil d'Etat du 6 décembre 1933 et du 29 janvier 1935, déjà cités.

A N N E X E

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES RELATIFS A LA TAXE D'APPRENTISSAGE

LOI DE FINANCES DU 13 JUILLET 1925

Art. 25. — Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit, inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.

Le produit de cette taxe est affecté à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnelles nationales, des cours professionnels ou de toutes autres œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle, ainsi qu'au développement et au fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi de finances en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérées comme chefs d'entreprise, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe, les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que celles

qui, dans l'année, n'auront pas payé en espèces plus de 10.000 francs de salaires.

Des exonérations partielles ou totales pourront être, en outre, accordées aux assujettis, dans les conditions ci-après, en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, soit directement, soit par l'intermédiaire des Chambres syndicales, des Chambres de Commerce ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but. Les exonérations seront accordées par les Comités départementaux de l'enseignement technique. Pour les assujettis exerçant leur industrie dans plusieurs départements, l'exonération sera prononcée par le Comité départemental du siège social. Compteront seuls, pour ces exonérations :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers ;

2° Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis ;

3° Les salaires payés aux apprentis :

a) Pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) Pour les heures de présence aux cours professionnels ;

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études ;

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Les dépenses des œuvres et écoles seront soumises au contrôle de l'inspection de l'enseignement technique et des Comités départementaux.

La taxe est due au 1^{er} janvier pour l'année entière. Elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les états matrices sont dressés annuellement par les Comités départementaux de l'enseignement technique

d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprise. Les rôles sont établis par l'Administration des Contributions directes.

Dans le cas où ces déclarations seraient reconnues inexactes, les chefs d'entreprises seront tenus de verser en sus des droits régulièrement dus le double droit sur la partie omise.

Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office et ne pourra bénéficier d'aucune exonération.

Pour l'examen des exonérations, le Comité départemental de l'enseignement technique prendra l'avis des représentants dûment qualifiés qui demanderont à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique qui statue en dernier ressort.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui entreront en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1925.

Art. 26. — Pour l'année 1925, le taux de la taxe prévue à l'article 25 est fixé à 0,20 pour 100.

DÉCRET DU 9 JANVIER 1926

CHAPITRE PREMIER

Des déclarations et des demandes d'exonération

Art. 1^{er}. — Avant le 1^{er} mars de chaque année, le chef d'entreprise assujetti à la taxe adresse au préfet du département où est situé le siège social de son entreprise une déclaration globale, établie en double exemplaire et contenant les indications suivantes :

1° Les nom, prénoms et, le cas échéant, la raison sociale de l'entreprise, la nature de l'entreprise, le siège

social, le lieu où est situé l'établissement et, s'il y a lieu, celui de chacun des établissements exploités par l'entreprise ;

2° Le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques, payés l'année précédente.

Lorsque l'entreprise comprend des établissements situés dans des départements autres que celui du siège social, il est annexé à la déclaration un état dressé pour chacun des départements où sont situés ces établissements et contenant pour chacun de ces derniers les indications prévues au précédent paragraphe.

Art. 2. — S'il y a lieu, l'assujetti joint à sa déclaration une demande d'exonération partielle ou totale de la taxe, en raison des dépenses qu'il a effectuées, au cours de l'année précédente, en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Il indique dans cette demande :

1° Le nombre des ouvriers et employés âgés de plus de dix-huit ans ;

2° Le nombre des ouvriers et employés âgés de moins de dix-huit ans ;

3° Le nombre des apprentis. Sont considérés comme apprentis pour l'application de la loi du 13 juillet 1925, les jeunes gens, jeunes femmes et filles, sans distinction de nationalité, âgés de moins de dix-huit ans, munis d'un contrat d'apprentissage et, à défaut, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète ;

4° S'il y a lieu, les conditions dans lesquelles l'assujetti assure l'apprentissage de son personnel et organise, pour lui, l'enseignement technique, avec l'énumération des charges qu'il supporte du fait de l'apprentissage et de l'enseignement technique et qui rentrent dans une des catégories suivantes :

a) Les frais de premier établissement et de fonctionnement des cours professionnels et techniques de degrés divers, lorsque ces cours sont reconnus suffisants, après avis de la commission locale professionnelle dans les con-

ditions prévues par la loi du 25 juillet 1919 ou après avis de l'inspection de l'enseignement technique.

Les frais de premier établissement ne comprennent que ceux qui ont été assumés depuis la promulgation de la loi de finances du 13 juillet 1925 ;

b) Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis, isolés ou en groupe, dans la limite maximum d'un technicien pour dix apprentis ;

c) Les salaires payés aux apprentis, pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique complet, pendant toute la durée de l'apprentissage, ainsi que les salaires payés pour les heures de présence aux cours professionnels, contrôlés par l'usage du livret prévu à l'article 45 de la loi du 25 juillet 1919 ;

d) Les subventions en espèces ou en nature aux écoles techniques publiques ou reconnues par l'Etat, ou aux écoles dont l'enseignement aura été reconnu suffisant par l'inspection générale de l'enseignement technique après consultation, s'il y a lieu, de l'Administration publique plus spécialement intéressée ; les bourses et allocations d'études dans les dites écoles, avec le nom et l'adresse des bénéficiaires, ainsi que toutes indications sur l'utilisation de ces sommes ;

e) La participation aux frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage, la nature des dites œuvres et toutes indications utiles s'y rapportant ;

f) Les subventions pour le développement et le fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées ;

5° S'il y a lieu, le montant des subventions, allocations, cotisations, centimes additionnels à l'imposition des patentes, ou autres contributions spéciales versées à des groupements professionnels ou bien à des Chambres de Commerce, ainsi qu'à toute personne morale publique ou privée, à titre de participation dans les dépenses relatives

à l'apprentissage ou à l'enseignement technique, comprises dans l'énumération qui figure aux paragraphes précédents.

Art. 3. — Les déclarations et les demandes d'exonération sont signées, soit par l'assujetti lui-même, soit par mandataire, en vertu d'une procuration, soit, s'il s'agit d'une société, par ses représentants légaux ou leur mandataire.

Art. 4. — Le préfet délivre récépissé de la déclaration et de la demande d'exonération.

Art. 5. — Tout assujetti qui cesse d'être soumis à la taxe comme se trouvant dans un des cas d'exception prévus par le paragraphe 5 de l'article 25 de la loi, doit en faire la déclaration au préfet avant le 1^{er} mars de chaque année.

CHAPITRE II

Contrôle des déclarations et examen des demandes d'exonération

Art. 6. — Le préfet, président du Comité départemental, fait procéder au contrôle des déclarations qui lui sont parvenues avant l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} du présent décret.

Il transmet aux préfets des départements intéressés les déclarations qui concernent des établissements situés dans d'autres départements. Ces déclarations sont retournées avant le 20 mai avec les propositions du préfet qui a procédé au contrôle.

Art. 7. — Lorsque l'instruction fait ressortir que la déclaration comporte des rectifications, le préfet en avise l'assujetti et lui impartit un délai de dix jours pour présenter, avec toutes justifications utiles, des observations écrites ou orales.

Art. 8. — Le préfet fait rechercher, en vue de la taxa-

tion d'office, les entreprises assujetties à la taxe, pour lesquelles il n'a pas été souscrit de déclaration.

Art. 9. — Le préfet soumet les demandes d'exonération qui lui sont parvenues dans le délai fixé à l'article 1^{er} du présent décret au Comité départemental de l'Enseignement technique.

Celui-ci examine le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la réalité de la dépense qu'à celui de l'utilisation qui lui a été donnée, et il fixe le montant de l'exonération.

Art. 10. — Les assujettis devront, lorsque la demande leur en sera faite par le Comité départemental, fournir la preuve des charges qu'ils ont déclaré supporter et produire toutes justifications nécessaires.

Art. 11. — En vue d'apprécier si, par leur caractère et leur utilisation, les dépenses dont il est fait état par le chef d'entreprise justifient une exonération, il sera procédé, sur la demande du Comité départemental, à des enquêtes soit par des inspecteurs de l'enseignement technique, soit par des inspecteurs du travail, soit par des délégués désignés sur la proposition du Comité départemental de l'Enseignement technique par le ministre chargé de l'enseignement technique.

Ces inspecteurs ou délégués vérifieront les conditions dans lesquelles l'apprentissage est réalisé à l'atelier ; ils auront le droit de prendre connaissance sur place des livres ou feuilles de paye constatant les salaires ou traitements payés aux techniciens chargés de la formation des apprentis, ainsi qu'aux apprentis eux-mêmes. Ils auront la faculté de visiter les cours et écoles d'enseignement technique ainsi que les laboratoires, de demander communication des budgets des cours ou des écoles, de se rendre compte de l'utilisation des dépenses, réellement effectuées.

Art. 12. — Lorsque le Comité départemental contestera le bien-fondé de la demande d'exonération, il devra en aviser l'intéressé qui pourra, dans un délai de dix jours, demander à être entendu par lui ou à présenter, par écrit, des explications complémentaires.

Art. 13. — La décision par laquelle le Comité départemental aura rejeté, soit totalement, soit partiellement, la demande d'exonération sera notifiée par le préfet à l'intéressé. Celui-ci pourra, conformément au paragraphe 12 de l'article 25 de la loi, faire appel, dans le délai de quinze jours de la notification, auprès de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique. Il devra adresser un mémoire contenant tous moyens à l'appui de son pourvoi et indiquer s'il demande à être entendu par la Commission.

La Commission statuera, après avoir entendu, à la date fixée par elle, l'intéressé qui en aurait fait la demande. Les décisions doivent être motivées. Elles sont notifiées par l'intermédiaire du préfet.

Art. 14. — Le préfet, président du Comité départemental, pourra, dans les mêmes conditions, faire appel des décisions du Comité départemental statuant sur les demandes d'exonération.

Art. 15. — Le pourvoi formé devant la Commission permanente du Conseil Supérieur n'est pas suspensif.

CHAPITRE III

Etablissement des états matriciels

Le Comité départemental de l'Enseignement technique est convoqué obligatoirement chaque année, avant le 1^{er} juin, en session extraordinaire, en vue de l'établissement des états matriciels.

Le Comité départemental s'adjoindra pour cette session des représentants dûment qualifiés des professions intéressées. Le préfet appellera à cet effet des délégués, en nombre égal, des groupements professionnels patronaux et ouvriers ; s'il n'existe pas dans le département de groupements professionnels, il appellera des personnes désignées, d'une part par les Chambres de Commerce, d'autre part

par les Conseils de Prud'hommes. Il devra également prendre l'avis des personnes qualifiées qui auraient demandé à être entendues.

Art. 17. — Tous les renseignements et communications fournis au Comité départemental sont confidentiels. Toutes les communications adressées par le Comité aux contribuables doivent être transmises sous enveloppes fermées.

Art. 18. — Le Comité départemental, après examen des renseignements fournis par le préfet, détermine la taxe due par chaque assujetti, et statue sur l'imposition du double-droit sur la partie omise, dans le cas où la déclaration a été reconnue inexacte. Il opère ensuite la déduction de l'exonération qu'il a antérieurement fixée.

L'assujetti qui s'est abstenu de faire sa déclaration, ou de répondre à la demande d'éclaircissement du préfet est taxé d'office.

Les états matriciels ainsi établis sont adressés par le préfet au directeur des Contributions directes chargé de la confection des rôles.

CHAPITRE IV

Mesures transitoires

Art. 19. — En vue de l'établissement des rôles de l'exercice 1925 et par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} du présent décret, les chefs d'entreprise devront adresser leur déclaration et leur demande d'exonération au préfet dans un délai d'un mois à dater de la publication du présent décret.

Art. 20. — Les ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

LOI DE FINANCES DU 29 AVRIL 1926. — ART. 7

« Le treizième paragraphe de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié comme suit :

Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office après une mise en demeure restée infructueuse, et ne pourra bénéficier d'aucune exonération. En outre, ce chef d'établissement sera soumis à l'imposition du double droit. »

L'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 est complété comme suit :

« les dispositions de l'article 54 de la loi du 31 juillet 1917 sont applicables à la présente taxe. »

LOI DE FINANCES DU 27 DÉCEMBRE 1927. — ART. 8

Le § 9 de l'art. 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié comme suit :

« Les états matrices sont dressés annuellement par les Comités départementaux de l'enseignement technique ou les sections de ces Comités, d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprise. L'Administration des Contributions directes est déliée du secret professionnel vis-à-vis de ces organismes qui lui demandent communication des renseignements qu'elle détient pour la recherche des entreprises assujetties à la taxe et pour le contrôle des déclarations. Les rôles sont établis par l'Administration des Contributions directes. »

DÉCRET DU 18 AVRIL 1928

Art. 1^{er}. — Le décret du 9 janvier 1926 est modifié comme suit :

CHAPITRE II

Contrôle des déclarations

.....

CHAPITRE III

Examen des demandes d'exonération

Art. 9. — Le préfet soumet les demandes qui lui sont parvenues dans le délai légal, au Comité départemental de l'Enseignement technique qui est convoqué, obligatoirement avant le 1^{er} mai en session extraordinaire, en vue de l'examen de ces demandes.

Le Comité départemental s'adjoit, pour cette session, de représentants dûment qualifiés des professions intéressées. Le préfet appelle à cet effet des délégués en nombre égal des groupements professionnels patronaux et ouvriers; s'il n'existe pas, dans le département, de groupement professionnel, il appelle des personnes désignées, d'une part, par les Chambres de Commerce, d'autre part, par les Conseils de Prud'hommes.

Est désigné, en outre, pour chacun de ces délégués, un suppléant qui, en cas d'absence du titulaire, le remplace dans ses fonctions.

Le Comité doit prendre l'avis des personnes qualifiées qui demandent à être entendues.

Art. 10. — Le Comité départemental ainsi composé peut constituer des sections en vue de l'examen des demandes d'exonération et de l'audition des assujettis.

Art. 11. — Le nombre des sections et des membres qui les composent est déterminé par le Comité départemental.

Chaque section est composée, indépendamment du président, pour un tiers de membres patronaux ou de délégués des groupements professionnels patronaux, pour un

tiers de membres ouvriers ou employés ou de délégués des groupements professionnels ouvriers et pour un tiers de membres choisis dans les autres catégories.

Le président de chaque section est désigné par le Comité départemental et choisi soit parmi les inspecteurs de l'enseignement technique du département, soit parmi les membres ordinaires du Comité.

Art. 12. — Les membres des sections sont nommés pour une période correspondant à la durée du mandat des membres ordinaires du Comité départemental.

Art. 13. — Le Comité départemental ou les sections examinent le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la réalité de la dépense qu'à celui de l'utilisation qui lui a été donnée.

Art. 14. — Les assujettis doivent, lorsque la demande leur en est faite par le Comité départemental, ou une des sections de ce Comité, fournir la preuve des charges qu'ils ont déclaré supporter et produire toutes justifications nécessaires.

Art. 15. — En vue d'apprécier si, par leur caractère et leur utilisation, les dépenses dont il est fait état par le chef d'entreprise justifient une exonération, il est procédé, sur la demande du Comité départemental, ou d'une des sections de ce Comité, à des enquêtes soit par des inspecteurs de l'enseignement technique, soit par des inspecteurs du travail, ou des ingénieurs des mines, soit par des délégués désignés sur la proposition du Comité départemental de l'enseignement technique ou d'une des sections de ce Comité, par le ministre chargé de l'enseignement technique.

Ces inspecteurs ou délégués vérifient les conditions dans lesquelles l'apprentissage est réalisé à l'atelier ; ils ont le droit de prendre connaissance, sur place des livres ou feuilles de paye constatant les salaires ou traitements payés aux techniciens chargés de la formation des apprentis, ainsi qu'aux apprentis eux-mêmes. Ils ont la faculté de visiter les cours et écoles d'enseignement technique ainsi que les laboratoires, de demander communication des budgets

des cours, écoles et laboratoires, de se rendre compte de l'utilisation des dépenses, réellement effectuées.

Art. 16. — Lorsque le Comité départemental ou une de ses sections conteste le bien-fondé de la demande d'exonération, il doit en aviser l'intéressé qui peut, dans un délai de dix jours, demander à être entendu ou à présenter, par écrit, des explications complémentaires.

Art. 17. — Le Comité départemental statue sur la demande d'exonération, s'il y a lieu, au vu du rapport de la section. Sa décision est motivée. Elle est notifiée par le préfet à l'intéressé.

Celui-ci peut, dans le délai de quinze jours de la notification, faire appel auprès de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique. Il doit adresser un mémoire contenant tous moyens à l'appui de son pourvoi et indiquer s'il demande à être entendu par la Commission.

Le préfet, président du Comité départemental, peut, dans les mêmes conditions, faire appel des décisions du Comité départemental statuant sur les demandes d'exonération.

Art. 18. — Le requérant doit indiquer dans sa requête s'il demande à surseoir au paiement de la partie contestée de la taxe et ce, sous réserve de la constitution de garanties, dans les conditions déterminées par l'article 15 de la loi du 27 décembre 1927 et le décret portant règlement d'administration publique prévu pour son application.

Le président de la Commission permanente notifie au comptable chargé du recouvrement, par l'intermédiaire du trésorier général du département, les pourvois qui contiennent une demande de sursis de paiement, en indiquant le montant de la partie de la taxe dont il est demandé exonération.

Art. 19. — Des sections peuvent être instituées auprès de la Commission permanente à l'effet de procéder à l'examen préparatoire des pourvois et à l'audition des intéressés qui en auraient fait la demande. Ces sections sont composées de membres appartenant à la Commission per-

manente et élus par elle, de membres désignés par cette Assemblée en dehors de ses membres ordinaires et choisis parmi les inspecteurs départementaux et régionaux de l'enseignement technique, parmi les chargés de mission temporaire d'inspection, parmi le personnel des écoles publiques d'enseignement technique. En outre, pour chaque membre des sections, la Commission désigne un suppléant.

Art. 20. — Le nombre des sections est déterminé par la Commission permanente.

Chaque section doit être composée de membres en nombre impair et comprendre 5 membres au moins y compris le président.

Le président de la section doit être choisi de préférence parmi les membres ordinaires de la Commission.

Art. 21. — Lorsqu'un membre de la section ou son suppléant ne peut assister aux séances, il est remplacé d'office par un membre ordinaire de la Commission permanente, désigné par le président de cette Assemblée.

Art. 22. — La Commission statue sur le rapport de sa section. Les décisions doivent être motivées. Elles sont notifiées par l'intermédiaire du préfet.

CHAPITRE IV

Etablissement des états matriciels

Art. 23. — Après avoir statué sur les demandes d'exonération, le Comité constitué comme il est dit à l'article 9, ou les sections de ce Comité, établissent les états matriciels.

Art. 24. — Tous les renseignements et communications fournis au Comité départemental sont confidentiels. Toutes les communications adressées par le Comité aux contribuables doivent être transmises sous enveloppes fermées.

Art. 25. — Le Comité départemental, après examen des renseignements fournis par le préfet, détermine la taxe

due par chaque assujetti, et statue sur l'imposition du double-droit sur la partie omise, dans le cas où la déclaration a été reconnue inexacte. Il opère ensuite la déduction de l'exonération qu'il a antérieurement fixée.

L'assujetti qui s'est abstenu de faire sa déclaration, ou de répondre à la demande d'éclaircissement du préfet, est taxé d'office.

Les états matriciels ainsi établis sont adressés par le préfet au directeur des Contributions directes chargé de la confection des rôles.

CHAPITRE V

Mesures transitoires

Art. 26. — Par mesure transitoire et par dérogation aux dispositions de l'article 9 du présent décret, le Comité départemental sera convoqué en 1928 avant le 15 mai en vue de l'examen des demandes d'exonération.

Art. 27. — L'article 19 du décret du 9 janvier 1926 est abrogé.

Art. 28. — Le président du Conseil, ministre des Finances, et le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

DÉCRET DU 25 JUIN 1929

Art. 1^{er}. — Les articles 2, 3^e et 25 des décrets du 9 janvier 1926 et du 18 avril 1928 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art 2, 3^e. — Sont considérés comme apprentis pour l'application de la loi du 13 juillet 1925, les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, sans distinction de natio-

nalité, âgés de moins de dix-huit ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et munis d'un contrat d'apprentissage écrit.

Art. 25. — Le Comité départemental, après examen des renseignements fournis par le préfet, détermine la taxe due par chaque assujetti. Il procède aux impositions d'office avec application du double-droit, lorsque le chef d'établissement mis en demeure n'a pas fait, dans un délai de dix jours à partir de la mise en demeure, la déclaration prévue à l'article 1^{er} du présent décret. Il statue sur l'imposition du double-droit sur la partie omise dans le cas où la déclaration a été reconnue inexacte. Il opère ensuite la déduction de l'exonération qu'il a antérieurement fixée.

L'assujetti qui s'est abstenu de répondre à la demande d'éclaircissement du préfet est taxé d'office.

Les états matriciels ainsi établis sont adressés par le préfet au directeur des Contributions directes chargé de la confection des rôles.

Art. 22. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

LOI DE FINANCES DU 16 AVRIL 1930

Art. 11. — Le paragraphe 9 de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les états matrices sont dressés annuellement par l'Administration des Contributions directes, d'après les renseignements qui lui sont fournis par les chefs d'entreprise. »

Art. 69. — Le quatrième alinéa de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est modifié comme suit :

« Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi de finances en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques, payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise, ainsi que des pourboires lorsqu'ils constituent la rémunération du personnel et pour la part correspondant à cette rémunération. »

Le chiffre forfaitaire du salaire sera conforme à la déclaration de l'assurance-accidents.

Cette disposition sera applicable à partir du 1^{er} avril 1930.

DÉCRET portant règlement d'administration publique sur les conditions d'application de la taxe d'apprentissage, 8 AVRIL 1931.

CHAPITRE PREMIER

Des déclarations et des demandes d'exonération

Art. 1^{er}. — Tout chef d'entreprise passible de la taxe d'apprentissage est tenu de remettre chaque année au contrôleur des Contributions directes, dans les délais prévus à l'article 8 des lois relatives aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu, codifiées par le décret du 15 octobre 1926, une déclaration indiquant :

1° Les nom, prénoms et, le cas échéant, la raison sociale de son entreprise ; la nature de son industrie, de son commerce ou de sa profession ; le siège de la direction de son entreprise ou, à défaut, le lieu de son principal établissement ;

2° Le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés pendant l'année précédente en distinguant :

- a) Les sommes versées en argent ;
- b) Les rétributions allouées en nature ;

c) Le montant des pourboires, lorsqu'ils constituent la rémunération du personnel et pour la part correspondant à cette rémunération. Le chiffre forfaitaire du salaire-pourboire est conforme à la déclaration de l'assurance-accident.

La déclaration est produite dans la commune du siège de la direction de l'entreprise ou, à défaut, du principal établissement.

Lorsque l'entreprise comprend des établissements séparés (usines, succursales, dépôts, etc.), la déclaration mentionne distinctement pour chacun d'eux les indications prévues au 2° ci-dessus.

Art. 2. — S'il y a lieu, le chef d'entreprise joint à sa déclaration une demande d'exonération partielle ou totale de la taxe, en raison des dépenses qu'il a effectuées au cours de l'année précédente en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Lorsque la demande d'exonération concerne plusieurs établissements, des états annexes doivent être présentés pour chacun d'eux.

Dans sa demande, il rappelle, pour mémoire, le montant total par établissement des appointements, salaires et rétributions quelconques payés et il indique :

1° Le nombre des ouvriers et employés âgés de plus de dix-huit ans ;

2° Le nombre des ouvriers et employés âgés de moins de dix-huit ans ;

3° Le nombre des apprentis. Sont, à cet égard, considérés comme apprentis les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, sans distinction de nationalité, âgés de moins de dix-huit ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et munis d'un contrat d'apprentissage écrit ;

4° S'il y a lieu, les conditions dans lesquelles l'assujetti assure l'apprentissage de son personnel et organise, pour lui, l'enseignement technique, avec l'énumération des charges qu'il supporte du fait de l'apprentissage et de l'enseignement technique et qui rentrent dans une des catégories suivantes :

.....
(V. décret 9 janvier 1926, art. 2, 4°.)

e) La participation aux frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage qui comprennent l'orientation professionnelle, le préapprentissage, l'enseignement ménager et les laboratoires de sciences appliquées à l'industrie lorsqu'ils comportent une organisation d'enseignement professionnel.

5° Texte de l'article 2, 5°, du décret du 9 janvier 1926.

Art. 3. — Le contrôleur des Contributions directes délivre récépissé de la déclaration et de la demande d'exonération.

Art. 4. — Tout chef d'entreprise qui cesse d'être redevable de la taxe comme se trouvant dans un des cas d'exception prévus par le paragraphe 5 de l'article 25 de la loi doit en faire la déclaration au contrôleur des Contributions directes dans les délais prévus à l'article 1^{er}.

CHAPITRE II

Contrôle des déclarations

Art. 5. — Le contrôleur vérifie les déclarations.

Il entend les intéressés dont l'audition lui paraît utile ou qui demandent à fournir des explications verbales.

Art. 6. — Le contrôleur peut rectifier les déclarations. Mais il fait alors connaître au contribuable la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs. Il invite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours.

Si le désaccord persiste, le contribuable conserve le droit de réclamer par la voie contentieuse, après la mise en recouvrement du rôle.

Art. 7. — Le contrôleur assigne aux contribuables

auxquels il adresse la mise en demeure prévue par l'article 7 de la loi du 29 avril 1926 un nouveau délai de vingt jours pour souscrire leur déclaration.

CHAPITRE III

Examen des demandes d'exonération

Art. 8. — Les demandes d'exonération, annotées de la date de leur réception et, s'il y a lieu, de celle de la mise en demeure, sont transmises par l'Administration des Contributions directes au préfet du département dans lequel a été souscrite la déclaration.

Le préfet soumet ces demandes au Comité départemental de l'enseignement technique qui, en vue de leur examen, s'adjoint des représentants dûment qualifiés des professions intéressées. Le préfet appelle à cet effet des délégués en nombre égal des groupements professionnels patronaux et ouvriers ; s'il n'existe pas, dans le département, de groupement professionnel, il appelle des personnes désignées, d'une part, par les Chambres de Commerce, d'autre part, par les Conseils de Prud'hommes. Dans le cas où l'un des organismes dûment consulté n'aurait pas désigné de délégué, dans le délai imparti par le préfet, celui-ci procède à des désignations d'office. Il en est de même dans le cas où les organismes chargés de faire les désignations n'existent pas dans le département.

Est désigné, en outre, pour chacun de ces délégués, un suppléant qui, en cas d'absence du titulaire, le remplace dans ses fonctions.

Le Comité doit prendre l'avis des personnes qualifiées qui ont demandé à être entendues.

Art. 9. — Le Comité départemental ainsi composé peut constituer des sections en vue de l'examen des demandes d'exonération et de l'audition des assujettis.

Art. 10. — Le nombre des sections et des membres qui les composent est déterminé par le Comité départemental.

Chaque section est composée, indépendamment du président, pour un tiers de membres patrons ou de membres appartenant à des groupements professionnels patronaux, pour un tiers de membres ouvriers ou employés ou de membres appartenant à des groupements professionnels ouvriers, et pour un tiers de membres choisis dans les autres catégories.

Le président de chaque section est désigné par le Comité départemental et choisi, soit parmi les inspecteurs de l'enseignement technique du département, soit parmi les membres ordinaires du Comité.

S'il existe plusieurs sections, une section générale tripartite, dont feront partie de droit les présidents de section, pourra être constituée en vue d'assurer une unité de jurisprudence.

Art. 11. — Les membres des sections sont nommés pour une période correspondant à la durée du mandat des membres ordinaires du Comité départemental.

Art. 12. — Le Comité départemental, ou les sections, examinent le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la réalité de la dépense qu'à celui de l'utilisation qui lui a été donnée.

Art. 13. — Les assujettis doivent, lorsque la demande leur en est faite par le Comité départemental, ou une des sections de ce Comité, fournir la preuve des charges qu'ils ont déclaré supporter et produire toutes justifications nécessaires.

Art. 14. — En vue d'apprécier si, par leur caractère et leur utilisation, les dépenses dont il est fait état par le chef d'entreprise justifient une exonération, il est procédé, sur la demande du Comité départemental ou d'une des sections de ce Comité, à des enquêtes, soit par des inspecteurs de l'enseignement technique, soit par des inspecteurs du travail ou des ingénieurs des mines, soit par des délégués désignés par le préfet, sur la proposition du Comité et choisis parmi ses membres. Ces délégués doivent être porteurs d'une lettre de mission officielle.

Ces inspecteurs ou délégués vérifient les conditions dans lesquelles l'apprentissage est réalisé à l'atelier ; ils ont

le droit de prendre connaissance sur place des livres ou feuilles de paye constatant les salaires ou traitements payés aux techniciens chargés de la formation des apprentis, ainsi qu'aux apprentis eux-mêmes. Ils ont la faculté de visiter les cours et écoles d'enseignement technique, ainsi que les laboratoires, de demander communication des budgets des cours, écoles et laboratoires, de se rendre compte de l'utilisation des dépenses réellement effectuées.

Art. 15. — Lorsque le Comité départemental ou une de ses sections conteste le bien-fondé de la demande d'exonération, il doit en aviser l'intéressé qui peut, dans un délai de dix jours, demander à être entendu ou à présenter, par écrit, des explications complémentaires.

Art. 16. — Le Comité départemental statue sur la demande d'exonération, au vu du rapport de la section. La décision est motivée. Elle est notifiée par le préfet à l'intéressé.

L'intéressé peut, dans le délai de quinze jours de la notification, faire appel auprès de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique. Il doit adresser un mémoire contenant tous moyens à l'appui de son pourvoi et indiquer s'il demande à être entendu par la Commission.

Le préfet, président du Comité départemental, peut, dans les mêmes conditions, faire appel des décisions du Comité départemental statuant sur les demandes d'exonération.

Le délai pendant lequel il peut faire appel est fixé à trois mois.

Art. 17. — Le requérant doit indiquer dans sa requête s'il demande à surseoir au paiement de la partie contestée de la taxe, et ce, sous réserve de la constitution de garanties, dans les conditions déterminées par l'article 15 de la loi du 27 décembre 1927 et le décret portant règlement d'administration publique prévu pour son application.

Le président de la Commission permanente notifie au comptable chargé du recouvrement, par l'intermédiaire du

trésorier général du département, les pourvois qui contiennent une demande de sursis de paiement, en indiquant le montant de la partie de la taxe dont il est demandé exonération.

Art. 18. — Des sections peuvent être instituées auprès de la Commission permanente à l'effet de procéder à l'examen préparatoire des pourvois et à l'audition des intéressés qui en auraient fait la demande. Ces sections sont composées de membres appartenant à la Commission permanente et élus par elle, de membres désignés par cette Assemblée en dehors de ses membres ordinaires et choisis parmi les inspecteurs départementaux et régionaux de l'enseignement technique, parmi les chargés de mission temporaire d'inspection, parmi le personnel des écoles publiques d'enseignement technique. En outre, pour chaque membre des sections, la Commission désigne un suppléant.

Art. 19. — Le nombre des sections est déterminé par la Commission permanente.

Chaque section doit être composée de membres en nombre impair et comprendre cinq membres au moins, y compris le président.

Le président de la section doit être choisi de préférence parmi les membres ordinaires de la Commission.

Art. 20. — Lorsqu'un membre de la section ou son suppléant ne peut assister aux séances, il est remplacé d'office par un membre ordinaire de la Commission permanente, désigné par le président de cette Assemblée.

Art. 22. — La Commission statue sur le rapport de sa section. Ses décisions doivent être motivées. Elles sont notifiées, par l'intermédiaire du préfet, au contribuable et à l'Administration des Contributions directes.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Art. 22. — Les renseignements fournis à l'Administration des Contributions directes ainsi qu'aux Comités dé-

partementaux et à la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique sont confidentiels.

Tous les avis et communications échangés entre les agents et les organismes qui participent à l'assiette de la taxe ou adressés par eux aux contribuables doivent être transmis sous enveloppe fermée.

Art. 23. — Le secrétariat administratif du Comité départemental et des sections est assuré par les soins du préfet.

Art. 24. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles de la taxe d'apprentissage, suivant les dispositions législatives ou réglementaires applicables aux contributions directes, qu'en ce qui concerne leurs propres cotisations.

Art. 25. — Les décrets des 9 janvier 1926, 18 avril 1928 et 25 juin 1929 sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire au présent règlement.

CHAPITRE V

Mesures transitoires

Art. 26. — En vue de l'établissement des rôles de l'exercice 1931, et par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} du présent décret, les chefs d'entreprises devront adresser leur déclaration dans le délai d'un mois à dater de la publication du présent décret.

Art. 27. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le ministre des Finances et le ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

DÉCRET-LOI DU 20 JUILLET 1934

Code général des impôts directs et taxes assimilées
(Décrets de codification fiscale, 27 décembre 1934)

CHAPITRE III

TAXE D'APPRENTISSAGE

SECTION I. — *Entreprises imposables et base de la taxe*

Art. 34. — Toute personne ou société passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage, dont le produit, inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.

Le produit de cette taxe est affecté à l'extension des écoles de métiers, des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles professionnelles nationales, des cours professionnels, ou de toutes œuvres ayant pour objet la rénovation de l'apprentissage ou la préparation des enfants à une profession commerciale ou industrielle, ainsi qu'au développement et fonctionnement des laboratoires de sciences pures et appliquées.

Sont notamment comprises dans les dépenses ci-dessus les bourses d'apprentissage et l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Art. 35. — La taxe est établie chaque année sur le montant total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés par le chef d'entreprise au cours de la période dont les résultats sont retenus pour l'assiette de l'impôt cédulaire de la même année.

La base de la taxe comprend, outre les sommes payées en argent, la valeur des profits et avantages alloués en na-

ture, ainsi que le montant des pourboires dans la mesure où ils constituent la rémunération du personnel. Le montant des salaires-pourboires est forfaitairement fixé au chiffre retenu pour le décompte des primes d'assurance contre les accidents du travail.

N'entrent pas en compte les appointements, salaires et rétributions du personnel des établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. 36. — Sont affranchis de la taxe :

1° Les chefs d'entreprise pour lesquels la base d'imposition déterminée conformément à l'article précédent n'excède pas 10.000 francs ;

2° Les personnes énumérées à l'article 23 ci-dessus ;

3° Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement ⁽¹⁾.

SECTION II. — *Etablissement de la taxe*

Art. 37. — La taxe est établie au nom de chaque exploitant, pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en France, au siège de la direction des entreprises ou, à défaut, au lieu du principal établissement.

Art. 38. — Tout chef d'entreprise imposable est tenu de remettre chaque année au contrôleur des Contributions directes, dans les délais prévus à l'article 16 ci-dessus, une déclarant indiquant :

1° Les nom, prénoms et, le cas échéant, la raison sociale de son entreprise ; la nature de son industrie, de son commerce ou de sa profession ; le siège de la direction de son entreprise ou, à défaut, le lieu de son principal établissement ;

2° Le montant total des appointements, salaires et ré-

(1) Ce dernier alinéa a été ajouté par le décret du 30 octobre 1935.

tributions quelconques alloués, pendant la période imposable, en distinguant :

- a) les sommes en argent ;
- b) les rétributions allouées en nature ;
- c) le montant des salaires-pourboires.

La déclaration est produite dans la commune du siège de la direction de l'entreprise ou, à défaut, du principal établissement.

Lorsque l'entreprise comprend des établissements séparés (usines, succursales, dépôts, etc.), la déclaration mentionne distinctement pour chacun d'eux les indications prévues au 2° ci-dessus.

Le contrôleur des Contributions directes délivre récépissé de la déclaration et, le cas échéant, des pièces qui y sont jointes.

Art. 39. — Le contrôleur vérifie les déclarations.

Il entend les intéressés lorsque leur audition lui paraît utile ou lorsqu'ils demandent à fournir des explications orales.

Il peut rectifier les déclarations. Mais il fait alors connaître au contribuable la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs.

Il invite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours.

A défaut de réponse dans ce délai, le contrôleur fixe la base d'imposition, sous réserve du droit de réclamation de l'intéressé après l'établissement du rôle.

Art. 40. — Pour le calcul de la taxe, toute fraction du montant global des appointements imposables n'excédant pas 1.000 francs est négligée.

Le taux de la taxe est fixé à 0,20 pour 100.

Art. 41. — Le contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration dans les délais prévus à l'article 16 ci-dessus est imposé d'office et sa cotisation est majorée de 25 p. 100.

Art. 42. — En cas d'inexactitude relevée dans les indications de la déclaration, la taxe est doublée sur la portion des appointements, salaires et rétributions dissimulés, à

condition que l'insuffisance constatée soit supérieure au dixième ou qu'elle excède 20.000 francs.

Art. 43. — Dans le cas de cessation d'entreprise, ainsi que dans le cas de décès de l'exploitant, les dispositions de l'article 26 ci-dessus sont applicables à la déclaration des appointements, salaires et rétributions qui n'ont pas encore donné lieu à l'application de la taxe, ainsi qu'à l'établissement et au recouvrement des cotisations correspondantes.

SECTION III. — *Exonérations totales ou partielles*

Art. 44. — Sur la demande des assujettis, des exonérations partielles ou totales peuvent leur être accordées dans les conditions ci-après, en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, soit directement, soit par l'intermédiaire des Chambres syndicales, des Chambres de Commerce ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but.

Comptent seuls, pour les exonérations :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers ;

2° Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maxima d'un technicien pour dix apprentis ;

3° Les salaires payés aux apprentis :

a) pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) pour les heures de présence aux cours professionnels ;

4° Les subventions aux écoles, bourses et allocations d'études ;

5° Les frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Les dépenses des œuvres et écoles sont soumises au contrôle de l'inspection et des Comités départementaux de l'enseignement technique.

Art. 45. — Les exonérations sont accordées par les Comités départementaux de l'enseignement technique. Pour les assujettis exerçant leur industrie dans plusieurs départements, l'exonération est prononcée par le Comité départemental du siège social.

Pour l'examen des demandes d'exonération, le Comité départemental de l'enseignement technique prend l'avis des représentants dûment qualifiés qui demandent à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique qui statue en dernier ressort.

Art. 46. — En cas de cession ou de cessation d'entreprise, ainsi que dans le cas de décès de l'exploitant, le préfet arrête le montant des exonérations dont il y a lieu de tenir compte pour l'établissement de l'imposition immédiatement exigible. Cette imposition est ultérieurement rectifiée, s'il y a lieu, conformément à la décision du Comité départemental, par voie de dégrèvement d'office ou d'imposition supplémentaire.

Art. 47. — Un règlement d'administration publique fixe les conditions d'application des art. 44 à 46 ci-dessus.

DÉCRET DU 14 SEPTEMBRE 1935

CHAPITRE PREMIER

Des demandes d'exonération

Art. 1^{er}. — Toute personne ou société assujettie à la taxe d'apprentissage joint, s'il y a lieu, à sa déclaration des « appointements, salaires et rétributions quelconques » remise au contrôleur des Contributions directes dans les délais prévus à l'article 16 du décret du 27 décembre 1934

portant codification des impôts directs et taxes assimilées, une demande d'exonération partielle ou totale de la taxe, en raison des dépenses qu'elle a effectuées en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage au cours de l'année précédente ou de la période dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile.

Lorsque la demande d'exonération concerne plusieurs établissements, des états annexes devront être présentés pour chacun d'eux.

Le contrôleur des Contributions directes délivre récépissé de la demande d'exonération en même temps que de la déclaration.

Art. 2. — Dans sa demande, le chef d'entreprise rappelle pour mémoire le montant total, par établissement, des appointements, salaires et rétributions quelconques, payés, et il indique :

1° Le nombre des ouvriers et employés âgés de plus de dix-huit ans ;

2° Le nombre des ouvriers et employés âgés de moins de dix-huit ans ;

3° Le nombre des apprentis. Sont, à cet égard, considérés comme apprentis les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, sans distinction de nationalité, âgés de moins de dix-huit ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et munis d'un contrat d'apprentissage écrit ;

4° S'il y a lieu, les conditions dans lesquelles l'assujetti assure l'apprentissage de son personnel et organise, pour lui, l'enseignement technique, avec l'énumération des charges qu'il supporte du fait de l'apprentissage et de l'enseignement technique et qui rentrent dans une des catégories suivantes :

a) Les frais de premier établissement et de fonctionnement des cours professionnels et techniques de degrés divers lorsque ces cours sont reconnus suffisants après avis de la Commission locale professionnelle ou après avis de l'inspection de l'enseignement technique dans les conditions prévues par la loi du 25 juillet 1919 ;

b) Les salaires des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maximum d'un technicien pour dix apprentis ;

c) Les salaires payés aux apprentis pendant les dix premiers mois de l'apprentissage, lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique et complet pendant toute la durée de l'apprentissage, ainsi que les salaires payés pour les heures de présence aux cours professionnels, contrôlés par l'usage du livret prévu à l'article 45 de la loi du 25 juillet 1919 (*loi Astier*) ;

d) Les subventions en espèces ou en nature aux écoles techniques publiques ou reconnues par l'Etat, ou aux écoles dont l'enseignement aura été reconnu suffisant par l'inspection générale de l'enseignement technique, après consultation, s'il y a lieu, de l'administration publique plus spécialement intéressée, les bourses et allocations d'études dans lesdites écoles, avec le nom et l'adresse des bénéficiaires, ainsi que toutes indications sur l'utilisation de ces sommes ;

e) La participation aux frais des œuvres complémentaires de l'enseignement technique et de l'apprentissage, qui comprennent l'orientation professionnelle, le préapprentissage, l'enseignement ménager et les laboratoires de sciences appliquées à l'industrie, lorsqu'ils comportent une organisation d'enseignement professionnel ;

5° S'il y a lieu, le montant des subventions, cotisations, centimes additionnels à l'imposition des patentes versées, à titre de participation à des Chambres syndicales, à des Chambres de Commerce ou à toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à des dépenses comprises dans l'énumération qui figure aux paragraphes précédents.

CHAPITRE II

Examen des demandes d'exonération

Art. 3. — Les demandes d'exonération, annotées de la date de leur réception, sont transmises par l'Adminis-

tration des Contributions directes au préfet du département dans lequel a été souscrite la déclaration.

Le préfet soumet ces demandes au Comité départemental de l'enseignement technique qui, en vue de leur examen, s'adjoit des représentants dûment qualifiés des professions intéressées. Le préfet appelle à cet effet des délégués en nombre égal des groupements professionnels patronaux et ouvriers ; s'il n'existe pas dans le département de groupement professionnel, il appelle des personnes désignées, d'une part par les Chambres de Commerce, d'autre part par les Conseils de Prud'hommes. Dans le cas où l'un de ces organismes dûment consulté n'aurait pas désigné de délégués dans le délai imparti par le préfet, celui-ci procède à des désignations d'office. Il en est de même dans le cas où les organismes chargés de faire les désignations n'existent pas dans le département.

Est désigné, en outre, pour chacun de ces délégués, un suppléant qui, en cas d'absence du titulaire, le remplace dans ses fonctions.

Le Comité doit prendre l'avis des personnes qualifiées qui ont demandé à être entendues.

Art. 4. — Le Comité départemental ainsi composé peut constituer des sections en vue de l'examen des demandes d'exonération et de l'audition des assujettis.

Art. 5. — Le nombre des sections et des membres qui les composent est déterminé par le Comité départemental.

Chaque section est composée, indépendamment du président, pour un tiers de membres patrons ou de membres appartenant à des groupements professionnels patronaux, pour un tiers de membres ouvriers ou employés ou de membres appartenant à des groupements professionnels ouvriers, et pour un tiers de membres choisis dans les autres catégories.

Le président de chaque section est désigné par le Comité départemental et choisi soit parmi les inspecteurs de l'enseignement technique du département, soit parmi les membres ordinaires du Comité.

S'il existe plusieurs sections, une section générale tripartite, dont feront partie de droit les présidents de sec-

tion, pourra être constituée en vue d'assurer une unité de jurisprudence.

Art. 6. — Les membres des sections sont nommés pour une période correspondant à la durée du mandat des membres ordinaires du Comité départemental.

Art. 7. — Le Comité départemental ou les sections examinent le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la réalité de la dépense qu'à celui de l'utilisation qui lui a été donnée.

Art. 8. — Les assujettis doivent, lorsque la demande leur en est faite par le Comité départemental ou une des sections de ce Comité, fournir la preuve des charges qu'ils ont déclaré supporter, et produire toutes justifications nécessaires.

Art. 9. — En vue d'apprécier si, par leur caractère et leur utilisation, les dépenses dont il est fait état par le chef d'entreprise justifient une exonération, il est procédé, sur l'initiative du préfet ou sur la demande du Comité départemental ou d'une des sections de ce Comité, à des enquêtes soit par des inspecteurs de l'enseignement technique, soit par des inspecteurs du travail ou des ingénieurs des mines, soit par des agents de l'Administration des Contributions directes lorsqu'il s'agit de vérifications budgétaires ou comptables, soit par des délégués désignés par le préfet, sur la proposition du Comité et choisis parmi ses membres. Ces délégués doivent être porteurs d'une lettre de mission officielle.

Ces inspecteurs ou délégués vérifient les conditions dans lesquelles l'apprentissage est réalisé à l'atelier ; ils ont le droit de prendre connaissance sur place des livres ou feuilles de paye constatant les salaires ou traitements payés aux techniciens chargés de la formation des apprentis, ainsi qu'aux apprentis eux-mêmes. Ils ont la faculté de visiter les cours et écoles d'enseignement technique, ainsi que les laboratoires, de demander communication des budgets et des comptes des cours, écoles et laboratoires, de se rendre compte de l'utilisation des dépenses réellement effectuées.

Les organismes prévus à l'article 2, 5°, du présent décret, qui bénéficient de versements dont exonération de la taxe d'apprentissage est ou a été demandée, sont tenus de fournir, à la requête de l'Administration ou sur demande du Comité départemental ou d'une de ses sections, la liste des assujettis ayant opéré ces versements. Le montant de chaque versement y sera indiqué avec la date à laquelle il a été effectué.

Art. 10. — Lorsque le Comité départemental ou une de ses sections conteste le bien-fondé de la demande d'exonération, il doit en aviser l'intéressé qui peut, dans un délai de dix jours, demander à être entendu ou à présenter, par écrit, des explications complémentaires.

Art. 11. — Le Comité départemental statue sur la demande d'exonération au vu du rapport de la section, lorsqu'une section a instruit la demande. Sa décision est motivée. Elle est notifiée par le préfet à l'intéressé et à l'Administration des Contributions directes.

L'intéressé peut, dans le délai de quinze jours de la notification, faire appel auprès de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique. Il doit adresser un mémoire contenant tous moyens à l'appui de son pourvoi, et indiquer s'il demande à être entendu par la Commission.

Le préfet, président du Comité départemental, peut, dans les mêmes conditions, faire appel des décisions du Comité départemental statuant sur les demandes d'exonération.

Le délai pendant lequel il peut faire appel est fixé à trois mois.

Art. 12. — Le requérant doit indiquer dans sa requête s'il demande à surseoir au payement de la partie contestée de la taxe, et ce sous réserve de la constitution de garanties dans les conditions déterminées par l'article 15 de la loi du 27 décembre 1927 et le décret portant règlement d'administration publique prévu pour son application.

Le président de la Commission permanente notifie au comptable chargé du recouvrement, par l'intermédiaire du trésorier-payeur général du département, les pourvois qui

contiennent une demande de sursis de payement, en indiquant le montant de la partie de la taxe dont il est demandé exonération.

Art. 13. — Les sections peuvent être instituées auprès de la Commission permanente à l'effet de procéder à l'examen préparatoire des pourvois et à l'audition des intéressés qui en auraient fait la demande. Ces sections sont composées de membres appartenant à la Commission permanente et élus par elle, de membres désignés par cette assemblée en dehors de ses membres ordinaires et choisis parmi les inspecteurs départementaux et régionaux de l'enseignement technique, parmi les chargés de mission temporaire d'inspection, parmi le personnel des écoles publiques d'enseignement technique. En outre, pour chaque membre des sections, la Commission désigne un suppléant.

Art. 14. — Le nombre des sections est déterminé par la Commission permanente. Chaque section doit être composée de membres en nombre impair et comprendre cinq membres au moins, y compris le président.

Le président de la section doit être choisi de préférence parmi les membres ordinaires de la Commission.

Art. 15. — Lorsqu'un membre de la section ou son suppléant ne peut assister aux séances, il est remplacé d'office par un membre ordinaire de la Commission permanente, désigné par le président de cette assemblée.

Art. 16. — La Commission statue sur le rapport de la section. Ses décisions doivent être motivées. Elles sont notifiées, par l'intermédiaire du préfet, au contribuable et à l'Administration des contributions directes.

CHAPITRE III

Dispositions diverses

Art. 17. — Les renseignements fournis à l'Administration des Contributions directes ainsi qu'aux Comités dé-

partementaux et à la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique sont confidentiels.

Tous les avis et communications échangés entre les agents et les organismes qui participent à l'assiette de la taxe ou adressés par eux aux contribuables doivent être transmis sous enveloppe fermée.

Art. 18. — Le secrétariat administratif du Comité départemental et des sections est assuré par les soins du préfet.

Art. 19. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles de la taxe d'apprentissage, suivant les dispositions législatives ou réglementaires applicables aux contributions directes, qu'en ce qui concerne leurs propres cotisations.

CHAPITRE IV

Dispositions transitoires

Art. 20. — Lorsque le chef d'une entreprise dont l'exercice social ne coïncide pas avec l'année civile aura, dans sa déclaration et dans sa demande d'exonération pour l'année 1935, rappelé, pour mémoire le chiffre correspondant au total des appointements, salaires et rétributions quelconques payés entre le 1^{er} janvier 1934 et le 31 décembre 1934, le Comité départemental s'appuiera exclusivement sur ce chiffre pour fixer, s'il y a lieu, le maximum de l'exonération partielle ou totale.

Dans le cas où l'exonération accordée se trouverait supérieure à la taxe d'apprentissage pour 1935 calculée sur la base de la déclaration réelle, l'excédent sera reporté sur l'exercice 1936 et viendra d'office en déduction de la cotisation due pour cet exercice par l'assujetti.

Art. 21. — Le décret du 8 avril 1931 est abrogé.

Art. 22. — Le ministre des Finances et le ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935

Art. 1^{er}. — L'article 36 du Code général des impôts directs est complété ainsi qu'il suit :

« 3° Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement. »

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 3. — Le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Education nationale et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

BIBLIOGRAPHIE (1)

Publications du « Journal Officiel » :

Lois et Décrets, Débats et Documents parlementaires, depuis l'année 1912.

Bulletins des Chambres de Commerce :

Principales Chambres de Commerce, depuis 1908.

Rapports relatifs à la taxe d'apprentissage, depuis 1924.

Congrès de l'Apprentissage :

Rapports d'octobre 1921 et mars 1925.

Commission de législation commerciale et industrielle :

Rapport général de décembre 1924.

Commission supérieure de l'apprentissage et de l'enseignement technique :

Réunion d'août 1925.

Syndicats et groupements professionnels :

Rapports divers, depuis novembre 1924.

Journaux professionnels :

« La Journée industrielle », articles de M. Romieu, novembre 1924.

« Bâtiment et Travaux publics », éditorial, n° du 3 décembre 1924.

Revue et journaux économiques :

« Revue politique et parlementaire », dernier trimestre 1924 et 1925 (en particulier, articles de M. Edgard Allix et du Docteur Chauveau, n° de novembre 1924).

« Revue d'économie politique », septembre 1925.

« Le Sans-Fil », articles de M. Edgard Allix, décembre 1924, juillet 1925.

(1) Il n'existe pas, à notre connaissance, d'ouvrages généraux, pas plus que d'articles de revue, traitant spécialement de la question de la taxe d'apprentissage.

Documents statistiques :

Statistique générale de la France.

Etats du budget général et du budget de l'Enseignement technique.

Jurisprudence :

Arrêts du Conseil d'Etat.

Décisions de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
PREMIÈRE PARTIE	
LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET SON ÉVOLUTION	9
CHAPITRE PREMIER. — La Taxe d'Apprentissage et son évolution historique	13
SECTION I. — La crise de l'apprentissage et la naissance de l'idée de taxe d'apprentissage	14
SECTION II. — Le développement de l'idée de taxe d'apprentissage	22
SECTION III. — Les difficultés budgétaires et la loi de finances du 13 juillet 1925	31
CHAPITRE II. — La Taxe d'Apprentissage et son évolution législative	59
SECTION I. — Les modifications législatives et réglementaires de détail	59
SECTION II. — La réforme fiscale du 20 juillet 1934 et la forme actuelle de la taxe d'apprentissage	72
DEUXIÈME PARTIE	
LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET SA RÉALISATION PRATIQUE ACTUELLE	83
CHAPITRE PREMIER. — Les modalités d'application de la taxe d'apprentissage	86
SECTION I. — La perception de la taxe d'apprentissage	86
SECTION II. — Le taux de la taxe d'apprentissage	87
SECTION III. — L'assiette de la taxe d'apprentissage	90
Sous-section I. — L'établissement des états matriciels . .	91
Sous-section II. — Les salaires sur lesquels est assise la taxe d'apprentissage	96
CHAPITRE II. — Les personnes assujetties à la taxe d'apprentissage	108
SECTION I. — La déclaration des salaires	108
SECTION II. — Les personnes physiques et morales assujetties à la taxe d'apprentissage	111
CHAPITRE III. — Les exonérations et les exemptions de la taxe d'apprentissage	120
SECTION I. — Les personnes et les entreprises exemptées de la taxe d'apprentissage	120
SECTION II. — Les personnes exonérées partiellement ou totalement de la taxe d'apprentissage	126

Sous-section I. — La déclaration des dépenses pouvant entraîner exonération	126
Sous-section II. — Les dépenses pouvant entraîner l'exonération partielle ou totale	130
CHAPITRE IV. — Les garanties, le contrôle et les pénalités en matière de taxe d'apprentissage	137
SECTION I. — <i>Les garanties accordées à l'assujetti</i>	137
SECTION II. — <i>Le contrôle des déclarations et les pénalités infligées</i>	141
Sous-section I. — Le contrôle et les sanctions en matière de déclaration des salaires	141
Sous-section II. — Le contrôle et les sanctions en matière de demande d'exonération	144
CHAPITRE V. — Le contentieux et les recours en matière de taxe d'apprentissage	149
SECTION I. — <i>Le contentieux de la déclaration des salaires servant d'assiette à la taxe d'apprentissage</i>	149
SECTION II. — <i>Le contentieux de la demande d'exonération de la taxe d'apprentissage</i>	150
CHAPITRE VI. — L'affectation de la taxe d'apprentissage. Renseignements statistiques	156
TROISIÈME PARTIE	
LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET SA TECHNIQUE	161
CHAPITRE PREMIER. — Les principes directeurs de la taxe d'apprentissage	164
CHAPITRE II. — La place de la taxe d'apprentissage dans le droit fiscal	172
QUATRIÈME PARTIE	
LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET SON ACCUEIL DANS LES MILIEUX ÉCONOMIQUES	179
CHAPITRE PREMIER. — Les critiques adressées à la taxe d'apprentissage	182
CHAPITRE II. — Les solutions proposées	193
CONCLUSION. — LA DÉFENSE DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE	205
SECTION I. — <i>La réfutation des critiques adressées à la Taxe d'Apprentissage</i>	208
SECTION II. — <i>Conclusion : La défense de la Taxe d'Apprentissage</i>	215
ANNEXE. — DOCUMENTS LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES	219
BIBLIOGRAPHIE	257

